

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

**Séance ordinaire du
jeudi 20 juillet 2017**

PROCES-VERBAL

Ordre du jour du Conseil municipal

Séance ordinaire du jeudi 20 juillet 2017
- Salle du Conseil

Adoption de l'ordre du jour

Adoption du Procès-verbal du Conseil municipal précédent

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

1. Exercice 2017 - Affectation des résultats 2016
2. Exercice 2017 - Création, modification et clôture d'Autorisations de Programme
3. Exercice 2017 - Budget Supplémentaire 2017 de la Ville de Montpellier

URBANISME ET AMÉNAGEMENT DURABLE

4. ZAC OVALIE - Demande d'agrément de candidature
Tranche 7 - Lot n°23C - "SMC LES VILLEGIALES / SAS COGIM"
5. ZAC Port Marianne-Consuls de Mer (Secteur sud)
Modalités d'information et de participation du public au titre du code de l'environnement (L.122-1-1 et suivants, R122-11 et L.123-19 et suivants)
6. ZAC Port Marianne - Rive Gauche - Agrément de candidature VASTINT HOSPITALITY B.V.
(lot 7a)
7. ZAC Port Marianne - Rive Gauche - Agrément de candidature ACM (lot 12)
8. Protocole d'accord sur le Secteur Croix Lavit : Galéra/Puech Villa
Ville de Montpellier/Montpellier Méditerranée Métropole/ Société NITSBA Télécom SA
/Groupe immobilier ANGELOTTI/ACM Habitat Office Public de l'Habitat de Montpellier
Méditerranée Métropole
9. Développement et aménagement durable du territoire - Relocalisation du conservatoire à rayonnement régional (CRR) - Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU) de la ville de Montpellier - Avis du Conseil municipal
10. MONTPELLIER GRAND CŒUR - Prolongation de l'aide communale à la requalification des devantures des locaux d'activités du centre-ville de Montpellier (juin 2015 à juin 2021)
11. MONTPELLIER GRAND COEUR - Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités - Attribution de subventions

12. Cession à la SA3M de la parcelle CD 793 p située rue Proudhon dans le cadre de l'opération d'aménagement Nouveau Grand Cœur
13. Zone d'aménagement concerté du Coteau - Avenant n°3 à la convention opérationnelle du 3 mai 2012 entre la Ville et l'Etablissement Public Foncier

DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE ET MAISONS POUR TOUS

14. Mise à disposition à titre gratuit de salles dans les Maisons pour tous

RÉUSSITE ÉDUCATIVE

15. Attribution de subventions - Temps d'activités périscolaires 2017-2018 – Ajustements
16. Mise à disposition de locaux scolaires pour les associations.
Autorisation de signer les conventions d'occupation.
Approbation des subventions en nature.
17. Ecoles privées sous contrat d'association : Complément de participation financière de la Ville pour l'année 2016-2017
18. Écoles maternelle James Joyce et élémentaire Heidelberg
Restructuration de la zone extérieure d'accueil
Déclaration préalable de travaux
19. Ecoles maternelle Pauline Kergomard et élémentaire Charles Daviler
Peinture des Façades
Déclaration préalable de travaux

JEUNESSE ET SPORTS

20. Animations sportives Quartier Mosson - Été 2017
17 Juillet 2017 au 18 Août 2017
Convention d'occupation temporaire du domaine public

ENFANCE

21. Travaux relatifs au renforcement des mesures sécurité des établissements de la petite enfance en 2017

CULTURE

22. Culture et Patrimoine - Attribution de subventions à des associations culturelles et annulation d'attribution à une association - Exercice 2017
23. Exonération de frais de publication de documents d'archives
24. Boutographies 2017 - Acquisition d'œuvres de Jennifer Niederhauser Schlup, lauréate du prix du Jury des Boutographies
25. Maison des Chœurs - Rénovation de la toiture - Déclaration préalable de travaux

ECOLOGIE URBAINE

26. Contrat d'exposition entre l'Agence Muséo et la Ville de Montpellier
Exposition Francis HALLE

DESIGNATION DE REPRESENTANTS

27. Actualisation de la désignation des représentants du Conseil municipal dans les conseils d'établissements
28. Permis de construire n° 34172 16 V0335 - Clinique médico-sociale Beau Soleil
Désignation d'un membre du Conseil municipal pour délivrer un permis de construire
(Article L. 422-7 du code de l'urbanisme)

RELATIONS INTERNATIONALES

29. Modification du Mémoire d'entente sur le Partenariat Educatif International
30. Pose d'une plaque commémorative en hommage au poète espagnol, Juan Meléndez Valdés, à l'occasion du bicentenaire de sa mort, sur la façade de l'immeuble sis 11 rue des soldats
31. Jumelage - Coopération jardins botaniques - Mission Salerne (Italie) - deuxième semestre 2017 - Participation à la rencontre autour du thème des jardins botaniques avec Kos (Grèce), Salerne (Italie) et Uppsala (Suède)
32. Participation d'une artiste montpelliéraine au Festival International des Musiques Jeunes des Villes Jumelles de Chengdu du 26 juillet au 1er août 2017

FINANCES, ADMINISTRATION GÉNÉRALE, AFFAIRES JURIDIQUES, PATRIMOINE

33. Tarifs 2017 pour la Ville de Montpellier - Modifications et compléments relatifs à la tarification des activités des Maisons Pour Tous
34. Exercice 2017 - Fonds de concours entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole
35. Autorisation accordée à la Trésorerie municipale dans le cadre du recouvrement des recettes de la Ville de Montpellier
36. Attributions et modification d'attribution de subventions - Exercice 2017
37. Convention de Gestion de Service de la Ville de Montpellier au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole : Maintenance des Véhicules - Avenant n°1
38. Convention de servitude - Raccordement réseau des Eaux Pluviales de la crèche Cambon - Autorisation de signer la convention
39. Projet de Protocole de transaction pour les travaux de réfection de la Crèche Rue Boussinesq suite à des malfaçons en vue de son ouverture le 1er janvier 2018 – Approbation
40. Mise à disposition de salles municipales à tarif réduit ou gratuit

41. Maintenance, entretien et dépannage des équipements de production de froid
Marché à Procédure Adaptée - Autorisation de signer la convention constitutive du groupement de commandes publiques entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.
42. Protocole transactionnel Ville de Montpellier/ SEPM Rockstore/ SA3M/ Monsieur Sifer et Madame Rosa

RESSOURCES HUMAINES

43. Modification du tableau des effectifs
44. Astreinte Maîtres d'hôtel - Direction Evènementiel et Protocole
45. Astreinte d'exploitation - Service production - Direction Evènementiel et Protocole
46. Accueil de 5 nouveaux apprentis préparant le diplôme d'auxiliaire de puériculture
47. Avenant à la convention de service commun de Direction Générale des Services

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

.....

Séance ordinaire du jeudi 20 juillet 2017

.....

Procès-verbal

.....

Convoqué le jeudi 13 juillet 2017, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en Salle du Conseil, le jeudi 20 juillet 2017 à 16 heures, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, , Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents excusés:

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, France JAMET ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absent:

Patrick VIGNAL

Informations du Maire

Monsieur le Maire : Veuillez prendre place. Je déclare ouverte la séance du Conseil municipal de la Ville de Montpellier de ce jeudi 20 juillet 2017. Je voudrais demander à Mademoiselle BODKIN de nous rejoindre à la tribune pour l'appel.

Avant de commencer cette séance, je vous informe que nous avons modifié le fonctionnement de la salle, puisque deux collègues élus nous ont rejoints dans le groupe majoritaire : il s'agit de Madame Perla DANAN et de Monsieur Mustapha MAJDOUL, qui prendront place à côté de Madame Séverine SCUDIER.

Madame Maud BODKIN procède à l'appel.

Monsieur le Maire : Merci, Mademoiselle BODKIN. Le quorum est largement atteint, nous pouvons donc valablement délibérer.

Adoption de l'ordre du jour du Conseil municipal

Monsieur le Maire : L'ordre du jour comporte 47 affaires. Je vous propose de retirer l'affaire 27, qui concerne l'actualisation des désignations des représentants du Conseil municipal dans les conseils d'établissements ; elle sera reportée au Conseil municipal de septembre. Je vous propose donc un ordre du jour avec 46 affaires.

Pour : 59

Contre :

Abstention :

Adopté à l'unanimité.

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent

Monsieur le Maire : Vous avez pris connaissance du procès-verbal de la séance du 22 juin 2017. Avez-vous des observations à formuler sur sa rédaction ? Je mets aux voix.

Pour : 57

Contre : 2 (Audrey LLEDO avec la procuration de France JAMET)

Abstention :

Adopté à la majorité.

Monsieur Pascal KRZYZANSKI sort de séance (avec la procuration de Séverine SCUDIER).

Articles L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal.

Monsieur le Maire : Vous avez pris connaissance des décisions. Le prochain Conseil municipal aura lieu le 28 septembre 2017.

Je vous propose de passer à l'affaire 1 de l'ordre du jour, puis l'affaire 2, puis l'affaire 3, présentées par Max LEVITA, concernant l'affectation des résultats 2016, la Création, modification et clôture d'Autorisations de Programme, et le budget supplémentaire 2017 de la ville de Montpellier.

1. Exercice 2017 - Affectation des résultats 2016

L'instruction comptable M14 précise que l'affectation du résultat de l'exercice clos doit faire l'objet d'une délibération du Conseil municipal.

Les résultats de l'exercice 2016 sont retracés dans la délibération en date du 22 juin 2017 portant adoption

du Compte Administratif 2016.

Le résultat de clôture 2016 en fonctionnement est de 52 090 123.54 euros.

Il est proposé de l'affecter sur l'exercice 2017 :

- Pour 21 598 329.77 euros en section de fonctionnement
- Pour 30 491 793.77 euros en section d'investissement

Le besoin de financement 2016 de la section d'investissement est de 23 386 773.84 euros.

Il sera constaté sur l'exercice 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Adopter l'affectation du résultat 2016 ;
- Autoriser Monsieur le Maire ou l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur Max LEVITA : Merci Monsieur le Maire. Pour la première affaire, il s'agit de constater le résultat de clôture de l'exercice du compte administratif, dont je vous avais parlé lors de la séance précédente. Le résultat de clôture 2016 est de 52 millions. Nous vous proposons de l'affecter pour 21 millions en section de fonctionnement et 30 millions en section d'investissement. Le besoin de financement 2016 de la section d'investissement est de 23 millions. Tout cela est purement comptable.

Pour : 49

Contre : 2 voix (Audrey LLEDO avec la procuration de France JAMET)

Abstention : 6 (Françoise BONNET, Anne BRISSAUD avec la procuration de Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE)

Adopté à la majorité.

Monsieur Pascal KRZYZANSKI (avec la procuration de Séverine SCUDIER) et Monsieur Gérard LANNELONGUE (avec la procuration de Nancy CANAUD) entrent en séance.

2. Exercice 2017 - Création, modification et clôture d'Autorisations de Programme

Par délibération n°2012/632 du 17 décembre 2012, la Ville de Montpellier a adopté le règlement de gestion financière des dépenses d'équipement en Autorisation de Programme (AP) / Crédits de Paiement (CP).

Comme indiqué dans ce règlement, les créations, modifications ou suppressions d'AP doivent faire l'objet d'un vote par le Conseil municipal par le biais d'une délibération distincte de celle du budget mais concomitante à une délibération budgétaire.

Le montant des Autorisations de Programme s'élève à ce jour à 380 902 280 euros.

Dans le cadre du Budget Supplémentaire 2017, il est proposé au Conseil municipal d'approuver :

- L'augmentation de l'Autorisation de Programme n°2016I01 relative à la sécurisation du Carré Sainte Anne pour un montant de 430 000 euros portant ainsi le montant de l'AP à 1 930 000 euros

- La clôture de l'Autorisation de Programme n°2017I08 relative à la vidéosurveillance des abords des écoles pour un montant de 2 000 000 euros et le transfert des Crédits de Paiement correspondants dans l'Autorisation de Programme n°2017I07 mise en sureté des établissements scolaires
- L'augmentation de l'Autorisation de Programme n°2017I07 relative à la mise en sureté des établissements scolaires pour un montant de 2 000 000 euros portant ainsi le montant de l'AP à 5 000 000 euros
- La création d'une Autorisation de Programme n°2017I09 pour les travaux de sécurisation de la serre amazonienne pour un montant de l'AP à 3 200 000 euros.
- L'augmentation de l'Autorisation de Programme n°2014I05 relative à l'extension de la vidéosurveillance pour un montant de 100 000 euros portant ainsi le montant de l'AP à 2 040 000 euros
- L'augmentation de l'Autorisation de Programme n°2013P04 relative à l'acquisition et aux travaux des archives pour un montant de 1 750 000 euros portant ainsi le montant de l'AP à 12 300 000 euros.
- L'augmentation de l'Autorisation de Programme n°2017P04 relative à l'extension Garosud pour un montant de 1 415 120 euros portant ainsi le montant de l'AP à 4 760 000 euros.

Le montant des autres Autorisations de Programme reste inchangé :

N°	Programme	AP
2013I02	2013I02 - RENOVATION ECOLES DAVILER / KERGOMARD	1 300 000.00
2013I03	2013I03 - CRECHE DES ARCEAUX	1 930 000.00
2013I04	2013I04 - RENOVATION SALLE LOUIS FEUILLADE	1 744 000.00
2013I05	2013I05 - MISE EN CONFORMITE ACCESSIBILITE	35 000 000.00
2013I19	2013I19 - ZOO DU LUNARET	30 000 000.00
2013I22	2013I22 - PRU CEVENNES	15 386 970.00
2013I27	2013I27 - ACTION FONCIERE	30 185 600.00
2013I28	2013I28 - RAVALEMENT SUBVENTIONS	755 000.00
2013I30	2013I30 - PRU CENTRE	525 880.00
2013I31	2013I31 - PONT VIALLETON	2 020 000.00
2013I32	2013I32 - REHABILITATION CUISINE CENTRALE	2 000 000.00
2013P01	2013P01 - ECOLE BEETHOVEN -LES GRISETTES	6 733 756.00
2013P03	2013P03 - GESTION ELECTRONIQUE DES ARCHIVES	500 000.00
2013P12	2013P12 - AVENUE RAYMOND DUGRAND ZAC PARC	12 203 718.00
2013P13	2013P13 - ZAC NOUVEAU ST ROCH	12 360 731.00
2013P16	2013P16 - EAI	41 020 000.00
2013P17	2013P17 - GARE ST ROCH	5 571 768.00
2013P20	2013P20 - ZAC NOUVEAU ST ROCH PARKING	17 000 000.00
2013P21	2013P21 - PONT ANDRE LEVY	8 018 730.00
2013P22	2013P22 - CONCESSION AMENAGEMENT GRAND CŒUR SERM	4 761 335.00
2013P22	2013P22 - CONCESSION AMENAGEMENT GRAND CŒUR SAAM	4 514 000.00
2014I01	2014I01 - ECOLES FIGUIER BERT HUGO	2 460 000.00
2014P02	2014P02 - ECOLE MALRAUX	10 630 000.00
2014P03	2014P03 - LOGICIEL SIRH ACQUISITION ET MISE EN ŒUVRE	800 000.00

2015I02	2015I02 - VESTIAIRE STADE GRAMMONT	1 150 000.00
2015P09	2015P09 - GROUPE SCOLAIRE OVALIE 2	12 000 000.00
2015P09	2015P09 - GROUPE SCOLAIRE OVALIE 2	552 000.00
2015P11	2015P11 - MULTIFONCTIONS RENOUVELL	1 415 000.00
2015P19	2015P19 - PEYROU REFECTION SOLS	2 550 000.00
2015P20	2015P20 - GROUPE SCOLAIRE EUROMEDECINE	12 000 000.00
2015P20	2015P20 - GROUPE SCOLAIRE EUROMEDECINE	800 000.00
2015P22	2015P22 - OPERATION LAISSAC CONCEDANT	3 050 200.00
2015P23	2015P23 - LOCAUX POLICE MUNICIPALE	5 150 000.00
2015P23	2015P23 - LOCAUX POLICE MUNICIPALE	1 030 000.00
2016I02	2016I02 - ECOLE PAPE CARPANTIER	4 000 000.00
2016I03	2016I03 - TRAVAUX RENOVATION POLYGONE	1 460 733.00
2016I04	2016I04 - FRENCH TECH	953 989.00
2016P02	2016P02 - ANRU 2	532 500.00
2016P04	2016P04 - DEVANTURES COMMERCIALES	800 000.00
2016P05	2016P05 - AMENAGEMENT SPORT LAC DES GARRIGUES	650 000.00
2016P06	2016P06 - CRECHE EAI	3 500 000.00
2016P07	2016P07 - CRECHE EAI	6 100 000.00
2016P08	2016P08 - BD NINA SIMONE PHASE 2	9 015 000.00
2016P09	2016P09 - INTERFACE HABITAT 3M SERM	1 271 190.00
2016P10	2016P10 - INTERFACE HABITAT 3M SA3M	1 180 000.00
2017I02	2017I02 - AUTOMATISATION ACCES BAT SPORT	500 000.00
2017I03	2017I03 - BASCHY / VARENNES	985 300.00
2017I05	2017I05 - EXTENSION CRECHE T. SENTIS	600 000.00
2017I06	2017I06 - MISE EN SURETE ETABLISSEMENTS	1 000 000.00
2017P02	2017P02 - GS PORT MARIANNE	11 000 000.00
2017P02	2017P02 - GS PORT MARIANNE	865 000.00
2017P06	2017P06 - ENFOUISSEMENT LIGNES HAUTE	6 659 000.00
2017P12	2017P12 - AMENAGEMENT PLACE LAISSAC	1 805 000.00
2017P13	2017P13 - CONSTRUCTION HALLES LAISSAC	7 571 000.00
2017P14	2017P14 - GS 2021 ZAC RESTANQUE	11 000 000.00

Le montant des Autorisations de Programme s'élèvera ainsi au budget supplémentaire 2017 à 387 797 400 euros.

Monsieur Max LEVITA : Vous savez que nous fonctionnons en autorisations de programmes et en crédits de paiement, ce qui signifie que toute modification dans les autorisations de programmes doit être présentée devant le Conseil municipal.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- approuver l'augmentation de l'Autorisation de Programme n°2016I01 relative à la sécurisation du Carré Sainte Anne pour un montant de 430 000 euros portant ainsi le montant de l'AP à 1 930 000 euros ;
- approuver la clôture de l'Autorisation de Programme n°2017I08 relative à la vidéosurveillance des abords des écoles pour un montant de 2 000 000 euros et le transfert des Crédits de Paiement correspondants dans l'Autorisation de Programme n°2017I07 mise en sûreté des établissements scolaires ;
- approuver l'augmentation de l'Autorisation de Programme n°2017I07 relative à la mise en sûreté des établissements scolaires pour un montant de 2 000 000 euros portant ainsi le montant de l'AP à 5 000 000 euros ;

- approuver la création d'une Autorisation de Programme n°2017I09 pour les travaux de sécurisation de la serre amazonienne pour un montant de l'AP à 3 200 000 euros (le montant de l'assurance étant en discussion) ;
- approuver l'augmentation de l'Autorisation de Programme n°2014I05 relative à l'extension de la vidéosurveillance pour un montant de 100 000 euros portant ainsi le montant de l'AP à 2 040 000 euros ;
- approuver l'augmentation de l'Autorisation de Programme n°2013P04 relative à l'acquisition et aux travaux des archives pour un montant de 1 750 000 euros portant ainsi le montant de l'AP à 12 300 000 euros ;

Monsieur le Maire : Vous avez vu qu'il y a une augmentation du coût, pour deux raisons : premièrement, les découvertes archéologiques et le transfert important des ossuaires que nous avons trouvés, et qui méritent d'être transférés avec un protocole particulier. Deuxième point, ce sont les dégradations incroyables suite aux squats, où toutes les huisseries, les incendies à l'intérieur, la dégradation des structures électriques, nous demandent des efforts supplémentaires en termes de réhabilitation. Le jugement du tribunal, qui est celui que l'on connaît, laisse les squatteurs 8 mois de plus à l'intérieur.

Monsieur Max LEVITA : 1 750 000 euros de supplément, Monsieur le Maire. Et enfin :

- approuver l'augmentation de l'Autorisation de Programme n°2017P04 relative à l'extension Garosud pour un montant de 1 415 120 euros portant ainsi le montant de l'AP à 4 760 000 euros ;
- autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Monsieur le Maire : C'est l'engagement que nous avons pris au niveau du syndicat sur Garosud.
Qui demande la parole ?

Monsieur Michael DELAFOSSE : Pourriez-vous nous rappeler le montant de l'AP initial sur les archives municipales ? De mémoire, c'était 7 millions d'euros. Et là, on est à 12 300 000 euros.

Monsieur le Maire : Parce qu'à mon avis, le projet immobilier est intégré. Non ? En fait, il faut retrancher les charges foncières du projet immobilier, sur la maison de l'archiviste.

Madame Audrey LLEDO : Je voudrais savoir le coût exact des dégâts occasionnés par les squatteurs.

Monsieur le Maire : Considérons que c'est autour d'1 million d'euros.

Madame Audrey LLEDO : Très bien, merci.

Monsieur le Maire : Les huisseries sont d'une importance capitale dans de tels bâtiments, parce qu'elles garantissent à la fois la luminosité et le degré d'hygrométrie. Si vous avez la curiosité de visiter la salle patrimoniale de la médiathèque Émile Zola, vous verrez au, cinquième étage, que des feuilles d'albâtre ont été disposées devant les fenêtres ; elles permettent de filtrer la lumière, pour ne pas dégrader l'encre des documents anciens. Quand on touche à ce type d'édifice, cela chiffre vite.

Pour : 53

Contre :

Abstention : 8 (Anne BRISSAUD avec la procuration de Cédric DE SAINT JOUAN, Françoise BONNET, Michaël DELAFOSSE, Hervé MARTIN, Audrey LLEDO avec la procuration de France JAMET, Jean-Pierre MOURE)

Adopté à l'unanimité des exprimés.

3. Exercice 2017 - Budget Supplémentaire 2017 de la Ville de Montpellier

Depuis le vote du Budget Primitif 2017 adopté le 15 décembre 2016, il convient d'ajuster certains crédits dans le cadre du Budget Supplémentaire.

Le Budget Supplémentaire permet en outre de reprendre les reports de crédits ainsi que le résultat de l'exercice 2016.

Le Budget Supplémentaire du Budget Principal s'élève à 76 584 013.04 euros.

- Section d'investissement

Elle s'équilibre en dépenses et en recettes à 48 913 541.27 euros.

Le détail de cette section est présenté dans les tableaux ci-après :

Chapitre	Dépenses d'investissement	Reports	Propositions nouvelles	Total BS 2017
900	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES	3 687 730.08	1 485 496.00	5 173 226.08
901	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE	736 788.95	- 112 300.00	624 488.95
902	ENSEIGNEMENT FORMATION	3 121 733.42	3 874 083.50	6 995 816.92
903	CULTURE	1 362 052.76	550 500.00	1 912 552.76
904	SPORT ET JEUNESSE	678 614.53	685 000.00	1 363 614.53
905	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE		20 000.00	20 000.00
906	FAMILLE	1 258 684.56		1 258 684.56
908	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	4 391 518.04	847 501.00	5 239 019.04
909	ACTION ECONOMIQUE	113 897.59		113 897.59
911	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES		2 825 467.00	2 825 467.00
001	SOLDE D'INVESTISSEMENT REPORTE		23 386 773.84	23 386 773.84
Total		15 351 019.93	33 562 521.34	48 913 541.27

Chapitre	Recettes d'investissement	Reports	Propositions nouvelles	Total BS 2017
901	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE		116 025.00	116 025.00

908	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT		199 260.00	199 260.00
911	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	8 246 000.00	- 15 917 700.96	- 7 671 700.96
912	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS		30 735 813.77	30 735 813.77
913	TAXES NON AFFECTEES		324 551.00	324 551.00
914	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS		3 805 100.00	3 805 100.00
95	PRODUIT DES CESSIONS D'IMMO.		3 478 642.00	3 478 642.00
919	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		17 925 850.46	17 925 850.46
Total		8 246 000.00	40 667 541.27	48 913 541.27

- Section de fonctionnement

Elle s'équilibre en dépenses et en recettes à 27 670 471.77 euros.

Le détail de cette section est présenté dans les tableaux ci-après :

Chapitre	Dépenses de fonctionnement	Reports	Propositions nouvelles	Total BS 2017
920	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES	14 900.00	1 296 985.00	1 311 885.00
921	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE		- 5 493.00	- 5 493.00
922	ENSEIGNEMENT-FORMATION	303 856.00	564 000.00	867 856.00
923	CULTURE	16 910.00	250 600.00	267 510.00
924	SPORT ET JEUNESSE	449 100.00	- 19 634.00	429 466.00
925	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANT	244 932.00	180 978.00	425 910.00
926	FAMILLE		- 12 336.00	- 12 336.00
928	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	3 200.00	- 37 676.69	- 34 476.69
929	ACTION ECONOMIQUE	8 200.00	175 000.00	183 200.00
931	OPERATIONS FINANCIERES		1 295 000.00	1 295 000.00
932	IMPOTS ET TAXES NON AFFECTEES		1 211 000.00	1 211 000.00
934	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS		3 805 100.00	3 805 100.00
939	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT		17 925 850.46	17 925 850.46
Total		1 041 098.00	26 629 373.77	27 670 471.77

Chapitre	Recettes de fonctionnement	Reports	Propositions nouvelles	Total BS 2017
920	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES		2 086 553.00	2 086 553.00
925	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE		38 573.00	38 573.00
929	ACTION ECONOMIQUE		230 000.00	230 000.00
932	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS NON AFFECTEES		1 336 625.00	1 336 625.00
933	IMPOTS ET TAXES NON AFFECTEES		2 380 391.00	2 380 391.00
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE		21 598 329.77	21 598 329.77
Total		-	27 670 471.77	27 670 471.77

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2017 par chapitre en section d'investissement et en section de fonctionnement ;
- approuver la constitution d'une provision pour créances irrécouvrables relative aux redevables en situation de liquidation ou redressement judiciaire pour un montant de 700 000 euros ;
- autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Monsieur Max LEVITA : Mes chers collègues, je vais être très court ; c'est un budget supplémentaire d'adaptation, donc nous reprenons les résultats du compte administratif et nous faisons un certain nombre d'adaptations. Quatre points sont à noter :

Le budget supplémentaire est de 76 millions, parce qu'il y a l'importance des reports du compte administratif, ce qui porte le budget de la ville à 536 000 euros. Ce budget supplémentaire permet de réduire de 8 millions le recours à l'emprunt que nous avons prévu au budget primitif. Notre épargne nette est en amélioration par rapport à celle du budget primitif, et notre volume de dépenses d'équipement prévu au cours de l'année 2017 est à 106 700 000 euros. Voilà l'essentiel de ce compte.

Si l'on continue, sur le slide suivant : le budget supplémentaire est de 27 700 000 en fonctionnement et d'un peu moins de 49 millions en investissement. Je peux rentrer dans le détail pour montrer les équilibres par section : en section de fonctionnement, vous avez à la fois des reports et des résultats qui sont en recettes (je vais y venir) avec une évolution des crédits, ce qui nous donne un virement à la section de fonctionnement de 17 millions. En investissement, les reports en recettes et en résultat nous donnent l'évolution que je vous ai indiquée précédemment.

Le slide suivant porte sur le budget total, pour que vous le suiviez. Le budget primitif était de 459 millions. Nous ajoutons 76 millions, soit un total de 536 500 000, étant entendu que les virements d'ordre sont inclus. En réel, c'est légèrement inférieur à 500 millions.

Sur la chaîne de l'épargne, le slide permet de vérifier les recettes de fonctionnement ; elles se sont améliorées. Il y a 6 millions de plus. Les dépenses de fonctionnement, quant à elles, n'augmentent que de 4,9 millions. Nous améliorons de cette manière notre épargne de gestion. Les intérêts (à 4,8 millions), ne bougent pas. L'épargne brute tient compte du remboursement du capital de la dette. Notre épargne nette passe ainsi de 9,7 millions à 10,9 millions, soit une évolution de 12 %, sympathique en cette période où nous sommes en train de discuter des différentes mesures pour les finances locales. Mais comme a dit le Premier Ministre, ce sera difficile et ce sera long. Les Français veulent que l'on résolve ça en deux minutes. Je suis de tout cœur avec le ministre des Finances, dont je partage les angoisses.

Sur le slide suivant, les recettes de fonctionnement (proposition nouvelle) sont à 6,1 millions. En ce qui concerne les recettes, les compléments de subvention aux maires bâtisseurs : 1,2 million pour la taxe de

séjour, il s'agit simplement d'une écriture. Nous avons prévu que la taxe de séjour deviendrait intercommunale. Nous avons prévu dans le BP qu'elle serait transférée à la Métropole, ce qui fait que vous l'avez deux fois : une fois en recettes, une fois en dépenses. Nous avons touché 900 000 d'indemnités de sinistre ; une amélioration de 300 000 euros sur la part de fonctionnement, dorénavant éligible au fond de compensation de la TVA. Nous avons de bonnes surprises au niveau des dotations de l'État ; au moment où nous les calculons, nous le faisons avec beaucoup de prudence. Permettez-moi de féliciter le service des finances, Madame BEREGER et Monsieur DOMEIZEL, pour des modifications qui restent marginales en pourcentage. Sur la dotation fonctionnement, ce sont 175 000 euros en plus des 35 millions prévus. Sur la dotation de solidarité urbaine, 126 000 euros. Sur la dotation nationale de péréquation, 59 000 euros, compensation TP : quand on a annulé la taxe professionnelle, on a mis des queues de cerise pour faire passer ; c'est donc une dotation appelée à disparaître dans peu de temps. La compensation des exonérations de taxe foncière sont inférieures à ce que nous avons prévu. En revanche, les exonérations de taxe d'habitation sont supérieures à ce qui était prévu. Au total, en impôts locaux, nous avons touché 1,6 million euros de plus. Le total de ces impôts s'élève à 2,175 millions d'euros, à répartir. Ils font partie des 6,1 millions dont nous parlons.

Voici un tableau qui vous permet de comprendre le passage du compte administratif dans ce budget supplémentaire. Le résultat des comptes administratifs que je vous ai présentés précédemment était de 52 millions en fonctionnement et – 23,4 millions. Ils sont reportés en 2017. Les 52 millions se répartissent en 21,6 millions en fonctionnement et 30 millions en investissement. Quant au besoin de fonctionnement de 23,4 millions, ils n'ont pas été réalisés en 2016 ; ils devraient l'être en 2017. Au total, nous avons 28,7 millions à traiter.

Je peux vous présenter rapidement les principales dépenses de fonctionnement : 1,2 million en recettes et en dépenses, 300 000 euros pour les TAP sur les temps méridiens, 100 000 pour la sécurisation complémentaire des espaces publics, 100 000 pour les espaces verts. Notez, mes chers collègues, qu'il n'y a aucune dépense de fonctionnement supplémentaire pour le personnel. Permettez-moi d'en remercier publiquement mon collègue et ami Abdi EL KANDOUSSI. C'est un très beau résultat. Vous pouvez applaudir. C'est plus facile à dire qu'à réaliser, j'en suis conscient.

Applaudissements.

Monsieur Max LEVITA : J'ai déjà parlé des dépenses et recettes d'investissement : 200 000 sur le fonds de compensation de la TVA, 100 000 de subvention de fonds interministériel de prévention. J'attire votre attention sur ces 3,5 millions : nous avons vendu différentes choses, à tempérament. Nous sommes obligés de rentrer la recette totale. Vous aurez en dépense ce qui n'a pas encore été rentré, et qui sera rentré au budget de l'année prochaine. Il y a 4,6 millions de dépenses supplémentaires.

Le slide suivant vous permet de voir les recettes d'investissement pour le recours à l'emprunt ; nous étions partis, pour équilibrer le budget 2017, d'un emprunt à 49 millions, auquel s'ajoute l'emprunt 2016 reporté de 8,2 millions, dont nous retranchons 16,2 millions pour équilibrer. Au total, en 2017, nous n'aurions besoin, à condition que les dépenses d'équipement soient réalisées, que de 41 millions.

Sur ce slide figurent les dépenses nouvelles inscrites dans ce budget à hauteur de 7,4 millions d'euros : travaux relatifs au groupe scolaire Ovalie, travaux de mise en sécurité des établissements scolaires, extension de la vidéo protection, achats pour le projecteur de la salle Rabelais.

Monsieur le Maire : C'est très important. Les rétroprojecteurs ne sont pas numérisés ; il faut mettre Rabelais en conformité.

Vous avez ensuite les études et travaux relatifs à 5 ans, pour abriter les sentinelles, c'est-à-dire les membres de l'armée désignés pour être présents sur le territoire Montpellier-Nîmes, et assurer la sécurité au moment des événements publics. L'État a vendu toutes les gendarmeries, toutes les places militaires. Pour repositionner les militaires en région, il est obligé de faire appel aux collectivités. Cela a un coût pour la commune : le loyer versé ne compense pas la totalité des investissements faits par la commune.

Nous avons tout fait pour leur proposer une offre valable, car je ne souhaitais pas qu'ils demandent à une autre ville que Montpellier ; ils étaient en capacité de le faire, notamment à Nîmes. Nous avons donc mis à

disposition l'ancienne maison de retraite Saint-Côme, dans laquelle nous allons faire des travaux, afin de satisfaire le Colonel Chaar. Parce que ce sont des mises en sécurité qu'il faut faire sur l'ensemble des bâtiments.

Monsieur Max LEVITA : Étude relative au domaine numérique : 100 000 euros.

Monsieur le Maire : C'est très important : ce sont les études sur la réhabilitation de la demeure familiale de Frédéric BAZILLE, Méric. Nous aurons terminé les travaux avant la fin du mandat. C'est un gros chantier, mais c'est un domaine qui en vaut la peine, avec son parc. Il s'agit de la demeure historique de Frédéric BAZILLE, dont l'exposition a été un succès : Montpellier, musée d'Orsay et la galerie de Washington (plus de 750 000 visiteurs). Cette demeure fera donc l'objet de gros travaux de remise en état, afin qu'elle puisse être un lieu de résidence ; nous recevons des auteurs, des représentants de l'État, des maires des villes amies. C'est aussi une forte demande des Montpelliérains lors des journées du patrimoine.

Monsieur Max LEVITA : Après Méric, l'extension de la fourrière, notre participation à la ZAC République, la participation PRU Cévennes, la sécurisation du carré Sainte Anne, la rénovation de la façade de la Maison des cœurs, la rénovation synthétique du terrain Delylle, les provisions relatives au raccordement-extension du réseau public dans le cadre de la loi SRU, et enfin l'acquisition d'un camion- citerne pour le parc du Lunaret. Les 2,8 millions sont la contrepartie des 3,5 millions de vente à tempérament : nous avons encaissé 700 000 euros sur les ventes opérées en 2017.

Au total, les dépenses d'équipement ainsi budgétées passent à 106,7 millions ; le budget primitif était à 83 millions. Le budget supplémentaire est de 7 millions, les reports sont de 15 millions.

Monsieur le Maire : Le camion-citerne pour le parc du Lunaret est neuf ; le conseil départemental n'a pas souhaité nous vendre celui qu'il possédait. Nous sommes donc obligés d'en acheter un autre.

Monsieur Max LEVITA : Mes chers collègues, je vous ai présenté ce budget supplémentaire ; il vient conforter les actions que vous avez inscrites au budget primitif. Il s'inscrit dans la dynamique solidaire ambitieuse que nous avons souhaitée pour cet exercice. Nous sommes dans un cercle vertueux de gestion. J'espère que notre vertu sera à la hauteur de ce qui nous attend, mais pour le moment, tout va bien. Merci, mes chers collègues.

Applaudissements.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Max. Qui demande la parole ?

Monsieur Gérard LANNELONGUE : Quelques rapides observations sur ce budget supplémentaire : un budget supplémentaire, ce sont des ajustements, des crédits qui sont à affiner. Vous avez dit 76 millions d'euros supplémentaires, 48 millions pour les investissements, et 27 millions pour le fonctionnement. On se félicite toujours qu'il y ait davantage d'argent sur les investissements. Le point qui me semble important est le suivant : le recours à l'emprunt diminue de 8 millions et l'épargne nette de la ville augmente. Ce sont donc de beaux ratios. Je ne fais pas partie de la commission de certification des comptes de la mairie, mais je regarde ces ratios et je dis : c'est de bon aloi. Je vous ai posé une question dans le cadre de la commission des finances, je le fais publiquement : pour la première fois, une dotation aux provisions est demandée dans le cadre de la démarche de certification des comptes. Cette dotation de 700 000 euros est de bon aloi.

Il y a 6,1 millions de recettes nouvelles ; vous avez présenté 3 millions. Point clé et bonne nouvelle : la DGF augmente. Il ne faut jamais désespérer. Je l'ai dit à la Commission des Finances : on ne peut que vous encourager à continuer à être prudent, pour avoir ensuite de bonnes surprises.

Je ne vais pas reprendre les dépenses nouvelles ; vous les avez listées. Il s'agit de montants relativement faibles. Nous avons remarqué qu'il serait utile, voire souhaitable, de faire figurer le montant initial du programme avec celui qui a été modifié dans le budget supplémentaire. Cela permet de comparer. Il est intéressant de le faire ressortir dans le cadre de l'analyse que nous faisons à la Commission des Finances. Par

exemple, il serait bien de voir l'évolution du coût de l'activité des TAP.

Voilà ce que l'on peut dire des ratios en synthèse. Comme vous le disiez, cela ne prévaut pas de ce que sera l'avenir demain. J'ai fait comme vous, j'ai écouté le Premier Ministre ; a priori, cela ne s'améliorera pas. Cela nécessitera une grande vigilance pour continuer à gérer les finances de cette ville, et des villes de notre pays.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur LANNELONGUE. Qui demande la parole ? Monsieur DOMERGUE.

Monsieur Jacques DOMERGUE : Je voudrais des précisions sur la DGF ; depuis quelques années, la DGF est réduite par les gouvernements successifs, et c'est une des rares fois où l'on entend parler d'une hausse de la DGF. Y a-t-il une raison précise à cela ? Est-ce que ce sont des rentrées occasionnelles et ponctuelles, des versements, assurances, ou autres, qui rentrent dans le cadre de la DGF ? Ou y a-t-il une autre explication ?

Monsieur Max LEVITA : Au moment où l'on vous présente le budget primitif, nous n'avons pas les notifications de l'État ; une prévision est donc faite par le service des Finances. L'écart est de 300 000 euros ; je félicite les services pour la précision, on ne peut pas faire mieux. Il n'y a pas de modification particulière sur ce point. Le président LANNELONGUE l'a fait remarquer la dernière fois : si l'on calcule par habitant, la dotation est inférieure de 15 % environ, par rapport aux villes de la même strate. Nous sommes incapables de comprendre d'où vient ce décalage. Nous avons attiré l'attention du ministre et du DGFIP ; c'est une décision calculée au niveau de la Préfecture. Nous avons demandé au préfet, mais nous n'avons pas eu de réponse sur cette question.

Monsieur Jacques DOMERGUE : Si je comprends, bien, cela veut dire que ce phénomène, que l'on observe cette année, a été observé les années précédentes. Si les services évaluent correctement ce que pourrait être la DGF, aurait-on chaque année un excédent de dotation par rapport aux prévisions ? Ou a-t-on été, certaines années, à l'inverse de ce que l'on est ?

Monsieur Max LEVITA : Nous n'avons jamais été dans cette situation. Si la DGF était inférieure à ce que nous avons prévu, il faudrait la compenser, ce qu'est en train de faire notre gouvernement. C'est une situation à laquelle nous voulons échapper. Mais nous avons un écart de 300 000 euros sur 35 millions ; c'est du beau travail.

Pour : 52

Contre : 2 (Audrey LLEDO avec la procuration de France JAMET)

Abstention : 7 (Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD avec la procuration de Cédric DE SAINT JOUAN, Françoise BONNET, Michaël DELAFOSSE, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE)

Adopté à la majorité.

4. ZAC OVALIE

Demande d'agrément de candidature

Tranche 7 - Lot n°23C

"SMC LES VILLEGIALES / SAS COGIM"

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003 de lancer une procédure de zone d'aménagement concerté (ZAC) pour la création du quartier Ovalie.

Le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie le 3 juin 2004 et le dossier de réalisation de la ZAC le 29 juillet 2004.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Ce nouveau quartier, situé à proximité du quartier de Bagatelle et du complexe de rugby Yves du Manoir, s'étend sur une superficie d'environ 32 hectares.

Il est bordé par l'avenue de Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le Rieucoulon à l'ouest. Il a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la Ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier. Il offrira dans un cadre paysager de qualité environ 3000 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession abordable et libre) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Fédérateurs d'échanges et de convivialité, deux espaces publics bordés de commerces et de services de proximité permettront d'assurer une animation du quartier.

Conformément à l'article 14 alinéa 2 de la convention publique d'aménagement signée le 1^{er} septembre 2004 et à l'article 1.8 du cahier des charges de cession de terrain approuvé le 1^{er} mars 2006, la SERM propose d'agréer la candidature des sociétés « SMC LES VILLEGIALES » et « SAS COGIM » pour le lot 23C de la tranche 7 de l'opération Ovalie.

Maîtres d'ouvrages : SMC LES VILLEGIALES /
7, rue Rouget de Lisle
30000 NIMES

SAS COGIM
Résidence Art Code
189, avenue Germaine Tillion
34070 MONTPELLIER

Localisation du projet : Section PC n°191 partie

Surface du lot : 4.340 m²

Nature du projet : 85 logements collectifs en accession libre

SDP envisagée : 5.210 m² en accession libre

SDP maximale autorisée : 5.470 m²

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'agréer la candidature des sociétés « SMC Les Villégiales » et « SAS COGIM », en vue de la réalisation d'une opération immobilière d'environ 85 logements collectifs dans la ZAC Ovalie,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 61

Contre :

Abstention :

Adopté à l'unanimité.

5. ZAC Port Marianne-Consuls de Mer (Secteur sud)

Modalités d'information et de participation du public au titre du code de l'environnement (L.122-1-1 et suivants, R122-11 et L.123-19 et suivants)

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne – Consuls de Mer s'étend aujourd'hui sur une surface d'environ 25 hectares en rive droite du Lez. Engagée au début des années 1990 dans le prolongement d'Antigone, cette opération, qui fut l'une des premières du quartier Port Marianne, a d'ores et déjà permis de créer près de 3 000 logements, accompagnés de bureaux et de commerces de proximité. Remarquablement desservi par les transports en commun grâce aux lignes de tramway 1, 3 et 4, ce quartier accueille également de nombreux équipements et aménagements publics dont, notamment, le groupe scolaire Jean Jaurès / Geneviève Anthonioz-De Gaulle, un poste de police municipale, un bassin d'orage et l'hôtel de ville de Montpellier inauguré le 12 novembre 2011.

Répondant dans le temps aux besoins exprimés sur cette partie de la ville en matière de logements et d'équipements, la réalisation de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer s'est organisée jusqu'à aujourd'hui en trois périmètres successifs :

- le premier périmètre de ZAC établi en 1993 concerne un secteur de 12 ha environ correspondant à la partie nord du quartier. Conçue par l'architecte luxembourgeois Rob Krier et confiée à la SERM en qualité d'aménageur, l'opération avait pour objet principal de prolonger la ville existante vers le Lez, en apportant à un quartier urbanisé sans cohérence la configuration urbaine qui lui faisait défaut. Ce secteur est aujourd'hui totalement achevé et a permis la réalisation de 2800 logements, d'équipements publics et de commerces.
- l'extension du périmètre de la ZAC au sud, au-delà de l'avenue Etienne Antonelli, a été décidée par le Conseil municipal en juillet 2003, afin d'accueillir autour des 6.000 m² de la place Georges Frêche, le nouvel Hôtel de ville, un grand parking public de 700 places, des programmes mixtes de logements, de bureaux et de commerces, ainsi qu'un parc public de 4 hectares en bordure du Lez. Confiée aux architectes Jean Nouvel et François Fontès, l'extension de la ZAC, entrée en phase opérationnelle au printemps 2006, cette extension est aujourd'hui achevée.
- enfin, la volonté de poursuivre la mise en œuvre du schéma d'aménagement de Port Marianne en rive gauche du Lez ainsi que la réalisation récente des 3ème et 4ème lignes de tramway a justifié l'engagement d'une nouvelle phase d'aménagement de la rive droite du fleuve, en prolongement direct de l'hôtel de ville, dans le cadre d'une deuxième extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer. Le lancement de ce projet d'extension a été décidé par une délibération du Conseil municipal en date du 26 mars 2007. A l'issue des différentes phases de concertation organisées sur ce projet d'extension de ZAC, les dossiers de création et de réalisation correspondants ont été respectivement approuvés par le Conseil municipal des 24 juillet 2008 et 9 mai 2011.

Le 6 février 2012, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé le principe de modification du périmètre de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer.

Ces modifications de périmètre entraînent une augmentation de surface de l'ordre de 0,4 hectares, soit en proportion un peu moins de 2% de surface supplémentaire, à l'échelle de la ZAC. Les modifications de périmètre ont eu pour conséquence une augmentation du programme prévisionnel de constructions de l'ordre de 10 000 m² de surface de plancher, portant la surface globale à 65 000 m² de surface de plancher.

L'aménagement de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer à l'intérieur de son périmètre modifié vise des objectifs généraux similaires à ceux qui avaient été déjà définis à l'occasion de la deuxième extension de la ZAC, à savoir :

- répondre à la demande en logements toujours très importante sur Montpellier, en créant des logements bénéficiant de la proximité de nombreux équipements publics existants ou projetés et en particulier au besoin en logements aidés par l'Etat, notamment en logements locatifs sociaux,
- poursuivre l'aménagement d'un quartier vivant et animé par la construction d'un programme mixte qui viendra compléter l'offre en cours de développement autour de l'hôtel de ville et sur l'ensemble de Port Marianne,
- renforcer l'urbanisation à proximité des 3 lignes de tramway qui desservent le secteur,
- assurer une continuité urbaine avec la ZAC existante par le prolongement du front bâti le long de l'avenue Germaine Tillion et la création d'une façade urbaine en bordure de la rue des Acconiers, vers le Lez et le pont André Lévy,
- assurer la couture urbaine avec les quartiers résidentiels plus anciens situés au sud de la rue des Acconiers et à l'ouest de l'avenue du Pont Trinquat,
- anticiper le renouvellement urbain des parcelles bâties situées en bordure de la rue du Moulin des Sept Cans pour, notamment, favoriser l'émergence d'îlots urbains cohérents qui viendront progressivement structurer la ville à proximité de l'Hôtel de ville et du tramway.

Dans ce contexte, l'étude d'impact initiale, modifiée à l'occasion de l'extension de la ZAC en 2012 et portant uniquement sur le secteur sud de la ZAC (autour de l'hôtel de ville) fait aujourd'hui l'objet, à l'occasion de l'élaboration du dossier de réalisation de la ZAC, de compléments comme le prévoit l'article R.311-7 du Code de l'Urbanisme.

En application du Code de l'Environnement, lorsqu'une décision d'octroi ou de refus d'autorisation d'un projet soumis à évaluation environnementale a été prise, l'autorité compétente en informe le public. La présente délibération a pour objectif de préciser les modalités d'information et de participation du public.

Cette mise à disposition du public s'appuiera sur plusieurs dispositifs :

1 - En application de l'article L.122-1-1 et R.122-11 du Code de l'Environnement :

Les modalités de la mise à disposition, dont la durée ne peut être inférieure à 15 jours, doivent être définies par l'autorité compétente pour prendre la décision et portées à la connaissance du public huit jours au moins avant le début de la mise à disposition.

Ainsi, il est proposé de mettre le dossier comprenant l'étude d'impact à la disposition du public en Mairie de Montpellier aux heures d'ouverture du public et pour une durée au moins égale à 15 jours. Durant toute cette durée, le public pourra formuler ses observations sur un registre.

Huit jours au moins avant le début de la mise à disposition, ces modalités seront portées à la connaissance du public par avis précisant la date à partir de laquelle le dossier sera tenu à sa disposition et la durée de cette mise à disposition, les lieux, jours et heures où le public pourra prendre connaissance du dossier et formuler ses observations sur un registre ouvert à cet effet.

Cet avis sera publié :

- par voies d'affichage sur les lieux du projet ;
- dans au moins deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département ;
- sur le site internet de la commune ;

2 - En application de l'ordonnance du 3 août 2016 sur la réforme des procédures destinée à assurer l'information du public et de l'article L.123.19 du Code de l'Environnement :

La participation du public par voie électronique se déroulera sur une durée qui ne pourra être inférieure à 30 jours. Le dossier soumis à la participation comprendra l'étude d'impact, l'avis de l'autorité environnementale ainsi que le bilan de la concertation de la ZAC.

Quinze jours au moins avant l'ouverture de la participation électronique, ces modalités seront portées à la connaissance du public par un avis précisant les coordonnées de l'autorité compétente pour prendre la décision et celles des personnes auprès desquelles peuvent être obtenus les renseignements sur le projet, la décision pouvant être adoptée au terme de la participation, la date à partir de laquelle le dossier sera tenu à disposition du public ainsi que l'adresse du site internet sur lequel le dossier pourra être consulté et chacun pourra émettre ses observations.

Cet avis sera publié :

- sur le site internet de la commune,
- par un affichage à l'hôtel de ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les modalités ci-dessus proposées de mise à disposition de l'étude d'impact de la ZAC et de l'ensemble des éléments visés aux l'article L.122-1-1, R122-11 et L.123-19 du Code de l'Environnement,
- d'autoriser le Maire, ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 61

Contre :

Abstention :

Adopté à l'unanimité.

6. ZAC Port Marianne - Rive Gauche **Agrément de candidature VASTINT HOSPITALITY B.V. (lot 7a)**

Le développement de la ville de Montpellier vers l'est de son territoire, initié dans le cadre du projet urbain Port Marianne depuis plus de vingt ans, se poursuit aujourd'hui avec le nouveau quartier Port Marianne - Rive gauche. Délimité par le Lez à l'est, l'autoroute A9 au sud, et par les avenues Raymond Dugrand et Théroigne de Méricourt à l'ouest et au nord, le périmètre de ce quartier s'étend sur une surface d'environ 9 hectares.

Sa conception architecturale et urbanistique est l'œuvre de l'équipe menée par l'architecte en chef Pierre Tourre, associé au bureau d'études spécialisé en environnement TRIBU et au paysagiste Marc Richier.

Le programme de cette opération prévoit la réalisation d'environ 1.200 logements (dont un tiers environ de logements sociaux), de bureaux, de commerces et d'équipements divers le long de l'avenue Raymond Dugrand, avenue structurante en entrée de ville irriguée par la ligne 3 du tramway mise en service en avril 2012. Ce quartier a été conçu comme un éco quartier avec pour principale ambition de limiter au maximum son empreinte écologique, et notamment ses consommations énergétiques et ses émissions de gaz à effet de serre.

La maîtrise d'ouvrage de cette opération a été confiée à la Société d'équipement de la région

montpellieraine (SERM) dans le cadre d'une concession d'aménagement approuvée par délibération du Conseil municipal du 22 décembre 2008.

La première tranche de l'opération (lot 1a et 1b, lot2a et 2b), le long de l'avenue Théroigne de Méricourt a été achevée en 2014. Puis ont ensuite été entreprises en 2014 et 2015, les constructions des tranches 2 et 4 (lot 3, 5, 6, 8 et 9) qui ont été livrées en cours d'année 2017. Quant à la troisième tranche correspondant au lot 4 de la ZAC, elle a été mise en chantier en ce début d'année.

Dans ce contexte, la SERM propose, conformément à la concession d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature de VASTINT HOSPITALITY B.V. en vue de la cession du lot n°7a de la ZAC Port Marianne – Rive gauche permettant la réalisation d'un hôtel sous l'enseigne Moxy.

- Dénomination du candidat : VASTINT HOSPITALITY B.V.

- Localisation : Section SC N° 195 ET SC 168 p

- Surface du lot : 1 208 m²,

- Nature du projet : Hôtel

- SDP envisagée : 5 136 m² SDP

- SDP maximale autorisée : 5 500 m² SDP maximale

La SERM précise que la candidature de la société VASTINT HOSPITALITY B.V., prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature de la société VASTINT HOSPITALITY B.V. en vue de la réalisation d'un hôtel sur le lot 7a de la ZAC Port Marianne – Rive gauche,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande la parole ?

Madame Audrey LLEDO : J'ai bien compris le principe de la concession d'aménagement fait par la SERM, mais j'ai fait quelques recherches sur l'entreprise en question, parce que nous n'avions pas les mêmes détails que sur l'affaire précédente. Je me suis rendu compte que cette entreprise était une entreprise amstellodamoise, et qu'elle n'était plus inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés depuis un an. Ma question est la suivante : une entreprise qui n'est pas inscrite au RCS peut-elle postuler à une concession d'aménagement ? Si elle est obligée d'être inscrite au RCS, selon l'URSAFF, on serait là dans une posture de travail dissimulé. Je voudrais donc avoir confirmation ou infirmation de son inscription au RCS.

Monsieur le Maire : Je n'ai pas le Registre du Commerce sous les yeux ; je note votre demande, nous allons le vérifier. S'il y a quelque chose d'illégal ou d'incongru, je vous propose à la prochaine séance de vous en faire communication.

Madame Audrey LLEDO : Du coup, la vote-t-on quand même ?

Monsieur le Maire : Du coup, vous votez contre.

Madame Audrey LLEDO : Oui.

Pour : 54

Contre : 2 (Audrey LLEDO avec la procuration de France JAMET)

Abstention : 5 (Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD avec la procuration de Cédric DE SAINT JOUAN, Christian DUMONT avec la procuration de Alex LARUE)

Adopté à la majorité.

7. ZAC Port Marianne - Rive Gauche

Agrément de candidature ACM (lot 12)

Le développement de la ville de Montpellier vers l'est de son territoire, initié dans le cadre du projet urbain Port Marianne depuis plus de vingt ans, se poursuit aujourd'hui avec le nouveau quartier Port Marianne - Rive gauche. Délimité par le Lez à l'est, l'autoroute A9 au sud, et par les avenues Raymond Dugrand et Théroigne de Méricourt à l'ouest et au nord, le périmètre de ce quartier s'étend sur une surface d'environ 9 hectares.

Sa conception architecturale et urbanistique est l'œuvre de l'équipe menée par l'architecte en chef Pierre Tourre, associé au bureau d'études spécialisé en environnement TRIBU et au paysagiste Marc Richier.

Le programme de cette opération prévoit la réalisation d'environ 1.200 logements (dont un tiers environ de logements sociaux), de bureaux, de commerces et d'équipements divers le long de l'avenue Raymond

Dugrand, avenue structurante en entrée de ville irriguée par la ligne 3 du tramway mise en service en avril 2012. Ce quartier a été conçu comme un éco quartier avec pour principale ambition de limiter au maximum son empreinte écologique, et notamment ses consommations énergétiques et ses émissions de gaz à effet de serre.

La maîtrise d'ouvrage de cette opération a été confiée à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) dans le cadre d'une concession d'aménagement approuvée par délibération du Conseil municipal du 22 décembre 2008.

La première tranche de l'opération (lot 1a et 1b, lot2a et 2b), le long de l'avenue Théroigne de Méricourt a été achevée en 2014. Puis ont ensuite été entrepris, en 2014 et 2015, les constructions des tranches 2 et 4 (lot 3, 5, 6, 8 et 9) livrées en cours d'année 2017. Quant à la troisième tranche correspondant au lot 4 de la ZAC, elle a été mise en chantier en ce début d'année.

Dans ce contexte, la SERM propose, conformément à la concession d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature d'A.C.M. en vue de la cession du lot n°12 de la ZAC Port Marianne – Rive gauche permettant la réalisation d'un programme de logements collectifs sociaux et abordables.

- Dénomination du candidat : A.C.M.

- Localisation : Section SC N° 70 - 73 -178,

- Surface du lot : 1 670 m²,

- Nature du projet : 85 logements collectifs sociaux et abordables
- SDP envisagée : 6 795 m² SDP
- SDP maximale autorisée : 7 200 m² SDP maximale,

La SERM précise que la candidature de la société A.C.M., prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature de la société A.C.M., en vue de la réalisation d'environ 85 logements collectifs sociaux et abordables sur le lot 12 de la ZAC Port Marianne – Rive gauche,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 52

Contre :

Abstention :

Ne prennent pas part au vote : 9 (Rémi ASSIE, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Abdi EL KANDOUSSI avec la procuration de Stéphanie JANNIN, Chantal LEVY-RAMEAU, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL avec la procuration de Mustapha MAJDOUL)

Adopté à l'unanimité.

8. Protocole d'accord sur le Secteur Croix Lavit : Galéra/Puech Villa Ville de Montpellier/Montpellier Méditerranée Métropole/ Société NITSBA Télécom SA /Groupe immobilier ANGELOTTI/ACM Habitat Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole

Le secteur Croix Lavit est situé au nord-ouest de la ville de Montpellier dans le quartier Hôpitaux Facultés. Il s'étend au nord de l'avenue des Moulins, entre la route de Ganges et l'avenue Hemingway jusqu'à la limite communale avec Grabels.

Ce morceau de ville se caractérise aujourd'hui par une urbanisation relativement hétérogène, marquée par la présence de nombreuses activités économiques tertiaires liées à sa vocation initiale (en partie la ZAC Euromédecine créée en 1968). Il accueille également des établissements de santé, d'enseignement supérieur, un équipement culturel avec le Domaine d'O mais aussi des logements individuels et collectifs.

Depuis quelques années, d'une part, ce secteur de la ville voit le départ progressif d'un certain nombre d'activités qui se repositionnent ailleurs dans la ville ou dans la Métropole (centre d'hémodialyse, clinique Aider ...). Face à ces évolutions, la Ville a favorisé la création de logements collectifs afin de développer une mixité urbaine et sociale et répondre en partie aux forts besoins en logements exprimés sur le territoire communal. D'autre part, la position centrale dans le quartier d'opérations immobilières en cours de réalisation a été l'occasion d'initier des projets de requalification d'espaces publics avec, notamment, l'aménagement d'une place au cœur du quartier (rue Galéra/rue Croix Lavit).

Ce secteur présente donc aujourd'hui les signes tangibles d'une véritable mutation urbaine. Ce moment charnière semble opportun pour affiner les réflexions sur le devenir du secteur Croix Lavit et accompagner

sa reconversion urbaine.

Par délibération n°2013/38 du 04/02/13 du Conseil municipal, reçue en préfecture de l'Hérault le 08/02/13, la Ville de Montpellier a instauré un périmètre d'études conformément aux dispositions de l'article L111-10 du Code de l'urbanisme.

Par décision n°2016/0393 du 24/11/16, reçue en préfecture de l'Hérault le 24/11/16, la Ville de Montpellier a confié l'intervention de renouvellement urbain sur ce secteur à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) à travers un mandat d'études signé le 23/01/17.

Aujourd'hui, le phénomène de mutation s'accroît, notamment avec le départ annoncé d'ici quelques années de France Telecom qui libère un terrain de près de 4 hectares au cœur du secteur Croix Lavit.

La société NITSBA TELECOM SA, est propriétaire de ce foncier, une parcelle bâtie, sise 11 rue du Puech Villa, cadastrée commune de MONTPELLIER sous les références cadastrales TK0044.

A ce titre, elle s'est rapprochée de la Ville de Montpellier souhaitant d'une part participer à ce processus de mutation urbaine et d'autre part en connaître les orientations et les prescriptions y afférentes. Dans ce contexte, il a été établi un partenariat avec les sociétés Groupe Immobilier ANGELOTTI et ACM Habitat - Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole en vue de la mise en œuvre du futur programme immobilier.

Ainsi, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de MONTPELLIER, la société NITSBA TELECOM SA, le groupe Immobilier ANGELOTTI et l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole (ACM Habitat), se sont rapprochés et sont convenus à titre sommaire, dans le cadre du futur projet d'aménagement portant sur un terrain situé dans le périmètre d'études CROIX LAVIT à MONTPELLIER, et de la mise en œuvre d'un nouveau programme immobilier sur cette parcelle TK0044, sur les éléments décrits ci-dessous.

Les parties aboutissent à un accord portant principalement sur les axes suivants :

- 1) Le respect des objectifs et des grandes orientations du projet urbain du secteur Croix Lavit. Ces dernières sont de deux ordres et portent sur la conservation des vues sur le grand paysage du secteur et l'insertion du projet dans son environnement proche,
- 2) le respect des objectifs de programmation et faisabilité relatives à la parcelle TK44 soit principalement un objectif de Surface De Plancher de 36.000 m², un programme principalement à usage d'habitation et mixte comportant 30% de logements sociaux, 20% de logements abordables et 50% de logements libres, conformément au PLH,
- 3) les modalités de contribution financière aux équipements publics, s'appuyant en première approche, sur un ratio de l'ordre de 200€/m² de SDP à l'échelle des 36.000 m² constructibles,
- 4) la gouvernance du projet permettant sa mise en œuvre, placée sous l'égide de concertations avec le futur architecte en chef du secteur à différents stades du projet et la mise en place de comités de pilotage et de suivi,
- 5) le calendrier des études et des différentes étapes jusqu'au départ du locataire actuel ORANGE en place.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes du protocole d'accord intégrant l'ensemble des parties,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint au Maire délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 50

Contre : 2 (Audrey LLEDO avec la procuration de France JAMET)

Abstention :

Ne prennent pas part au vote : 9 (Rémi ASSIE, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Abdi EL KANDOUSSI avec la procuration de Stéphanie JANNIN, Chantal LEVY-RAMEAU, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL avec la procuration de Mustapha MAJDOUL,)

Adopté à la majorité.

9. Développement et aménagement durable du territoire **Relocalisation du conservatoire à rayonnement régional (CRR)** **Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du plan local** **d'urbanisme (PLU) de la ville de Montpellier** **Avis du Conseil municipal**

Au titre de sa compétence culturelle, Montpellier Méditerranée Métropole porte le projet de relocaliser le Conservatoire à rayonnement régional de Montpellier Méditerranée Métropole (CRR), sur le site de l'ancienne maternité Grasset à Montpellier, sis 13 avenue du Professeur Grasset.

Le CRR est un établissement public d'enseignement de la musique, de la danse et de l'art dramatique, placé sous le contrôle pédagogique du Ministère de la culture et de la communication et sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole. Accueillant plus de 1 400 élèves, celui-ci poursuit une double mission de sensibilisation et de formation des jeunes enfants et de formation préprofessionnelle des étudiants dans les domaines précités.

L'enseignement dispensé actuellement par le CRR se déroule principalement sur deux sites à Montpellier : le site de Lisbonne sis 14 rue Eugène Lisbonne (1 600 m² de surface utile) et le site de Candolle sis 3 rue Candolle (1 800 m² de surface utile). Le niveau de vétusté ainsi que les surfaces contraintes de ces sites rendent très complexe aujourd'hui le développement de l'activité du CRR. Or, celle-ci est liée d'une part, à la dynamique démographique forte du territoire métropolitain, et d'autre part, aux prescriptions qu'impose la labellisation CRR, en matière d'élargissement des disciplines d'enseignement notamment.

Tenant compte de ce constat, et dans la perspective d'affirmer le CRR comme un équipement culturel majeur et structurant du territoire, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite doter cet équipement de nouveaux locaux recentrés, qui permettront de réunir l'ensemble des enseignements et pratiques musicales et chorégraphiques.

Les études préalables, menées par la Société publique locale « Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole » (SA3M), ont permis de conforter le choix d'implantation du futur CRR sur le site de l'ancienne maternité Grasset à Montpellier, situé au 13 avenue du Professeur Grasset, et de s'assurer que l'aménagement de cet îlot urbain pouvait aussi intégrer, notamment, la réalisation de deux programmes immobiliers.

Les études préalables ont, d'ores et déjà, mis en évidence que les règles d'urbanisme du PLU de Montpellier applicables au site de l'ancienne maternité Grasset ne sont pas, aujourd'hui, compatibles avec le programme général de l'opération. La mise en œuvre opérationnelle du projet est donc subordonnée à une procédure de

déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU, afin d'adapter les règles du document d'urbanisme de la Ville de Montpellier avec ce projet d'intérêt général.

Depuis le 1^{er} janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole est l'autorité compétente en matière de Plan local d'urbanisme (PLU), compétence qu'elle exerce en collaboration avec les Communes selon les modalités définies par la Charte de gouvernance du PLU.

Ainsi, par délibération du 28 juin 2017, le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de la Ville de Montpellier concernant le projet de relocalisation du CCR, sur le site de l'ancienne maternité Grasset à Montpellier. Conformément à la Charte de gouvernance du PLU, fixant les modalités de collaboration, notamment entre la Ville et la Métropole, le dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité est soumis lors de la présente séance, à l'avis du Conseil municipal préalablement à l'organisation de la phase d'examen conjoint.

Principalement, le dit dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Montpellier comporte :

- un dossier de déclaration de projet démontrant l'intérêt général du projet au sens de l'article L.300-6 du code de l'urbanisme
- un dossier de mise en compatibilité du PLU de Montpellier

Les modifications apportées au PLU sont de deux ordres. Tout d'abord il s'agit d'une réduction d'une partie de l'espace boisé classé (EBC) existant au droit du site de projet. Deuxièmement, il est proposé d'intégrer le site de projet dans le sous-secteur 3U1-4, correspondant au secteur de la zone 3U1 dédié aux grands équipements publics de Montpellier et pouvant admettre une mixité d'occupation du sol.

En vertu de l'article L.153-34 du code de l'urbanisme, le présent dossier sera notamment notifié, aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 dudit code, afin que les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan fassent l'objet d'un examen conjoint donnant lieu à procès-verbal.

Il sera ensuite soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement et qui portera à la fois sur l'intérêt général du projet et sur la mise en compatibilité du PLU qui en est la conséquence.

A l'issue de l'enquête publique, la proposition de mise en compatibilité du PLU éventuellement modifiée pour tenir compte des avis, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête, sera soumis à l'approbation du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole, qui sera également compétent pour se prononcer par une déclaration de projet sur l'intérêt général du projet de relocation du CCR sur le site de l'ancienne Maternité Grasset.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- donner un avis favorable, au titre de la Charte de gouvernance du Plan local d'urbanisme, sur le dossier annexé à la présente délibération, ayant pour objet la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Montpellier, relativement au projet de relocalisation du conservatoire à rayonnement régional (CCR) sur le site de l'ancienne maternité Grasset à Montpellier, sis 13 avenue du Professeur Grasset ;
- autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Je vous rappelle que le Conservatoire sera bâti sur la parcelle du CHU qui recevait jusque-là l'ancienne maternité, boulevard Grasset. Qui demande la parole ? Mademoiselle LLEDO.

Madame Audrey LLEDO : Au sujet de cette ancienne maternité, je pense que nous sommes nombreux, Montpelliérains, à être très attachés à ce bâtiment, qui fait partie de notre histoire et de notre patrimoine. Aussi ai-je été déçue de ne pas avoir plus d'informations sur les aménagements qui vont être faits. J'aimerais savoir si la structure en elle-même de la maternité va être conservée. Je pense que c'est important.

Monsieur le Maire : Je vais vous répondre avec grand plaisir. Vous êtes née là, peut-être ?

Madame Audrey LLEDO : Non. Cette maternité était fermée depuis longtemps.

Monsieur le Maire : C'est délicat...

Nous allons conserver la façade emblématique qui se trouve le long de l'avenue Grasset ; c'est l'intérieur de la parcelle qui sera remanié, avec une architecture qui laissera place à l'évocation du bâtiment initial.

Monsieur Hervé MARTIN : Dans la délibération, vous parlez d'une réduction de l'espace boisé et classé. Je voulais savoir quelle part cela représentait.

Monsieur le Maire : Très peu, parce que le centre sera conservé comme un parc ; l'entrée se fera de façon latérale. Une partie du parc n'existe plus, c'est pour cela que l'on remet en conformité l'EBC ; la partie où se trouve le tilleul est conservée, mais la partie où il n'y a plus d'arbres n'est pas conservée. Je rappelle aussi que le Conservatoire va de pair avec la réfection totale du théâtre du Hangar, dans lequel seront donnés les cours d'art dramatique.

Pour : 57

Contre :

Abstention :

Ne prennent pas part au vote : 4 (Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL de par la procuration donnée à Annie YAGUE, Maud BODKIN, Michèle DRAY-FITOUSSI)

Adopté à l'unanimité.

Monsieur le Maire : La musique adoucit les mœurs. Ceux qui n'y étaient pas ont raté deux concerts formidables : Fazil Say et le concerto de Capuçon.

10. MONTPELLIER GRAND CŒUR

Prolongation de l'aide communale à la requalification des devantures des locaux d'activités du centre-ville de Montpellier

(juin 2015 à juin 2021)

Dans le cadre de l'opération de renouvellement urbain « Grand Cœur », la Ville de Montpellier a mis en place en 2012 une campagne d'aide à la requalification des devantures commerciales dans les secteurs de la ville constituant le cœur marchand et dont la qualité patrimoniale est reconnue.

Cette action a été validée par les délibérations n° 2012/184 du 29 mai 2012 et n° 2013/237 du 17 juin 2013.

Par délibération n°2015/151 du 7 mai 2015, le dispositif suivant est en vigueur :

- 50% de subvention les 2 premières années,

- 25% de subvention les 2 années suivantes,
- des primes, l'une pour la mise en accessibilité des personnes à mobilité réduite, l'autre en cas de surcoût de travaux lié à un intérêt architectural spécifique à préserver ou à remettre en valeur,
- une assistance technique architecturale, consistant en une information personnalisée délivrée par un architecte-conseil.

L'animation du dispositif fait l'objet de partenariats avec la Chambre de commerce et d'industrie chargés de relayer l'information auprès des entrepreneurs, d'aider et de constituer les demandes de subvention des commerçants et artisans.

Pour améliorer les résultats de cette action, il est proposé de prolonger la subvention au taux de 50 % pendant 2 années supplémentaires, tout en conservant les 2 années suivantes au taux de 25 %. Ainsi les requalifications de devantures commerciales seront subventionnées :

- de juin 2015 à juin 2019 : 50 % d'aide de la Ville,
- de juin 2019 à juin 2021 : 25 % d'aide de la Ville.

Les autres éléments du dispositif sont inchangés.

Le règlement attributif de subventions joint en annexe est modifié en conséquence.

La dépense est inscrite au budget de la Ville, chapitre 908. Les subventions seront attribuées dans la limite des crédits alloués annuellement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la prolongation de la campagne d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités,
- d'approuver le nouveau règlement attributif de subventions,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Chapitre 908),
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 61

Contre :

Abstention :

Adopté à l'unanimité.

11. MONTPELLIER GRAND COEUR

Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités

Attribution de subventions

Dans le cadre des aides à la requalification des devantures des locaux d'activités du cœur marchand de la Ville de Montpellier, des subventions sont attribuées à des entreprises (commerce, artisanat ou autre) pour les inciter à restaurer leur devanture. Les restaurations, réalisées dans le respect et la valorisation du patrimoine dans lequel elles s'insèrent, participent au renforcement de l'attractivité économique du cœur marchand de Montpellier.

Instaurées par les délibérations du 29 mai 2012 n°2012/284, du 17 juin 2013 n°2013/237 et renforcées par la

délibération du 2015/151 du 07 mai 2015 élargissant le périmètre et modifiant les taux de subventionnement, ces campagnes ont été conduites jusqu'au 9 novembre 2015 en partenariat avec le FISAC (Fonds national d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce) afin de renforcer l'efficacité du dispositif.

Les dossiers déposés avant le 9 novembre 2015 sont subventionnés à hauteur de 65 % (50 % apportés par la Ville de Montpellier et 15 % par le FISAC). A cela s'ajoute une subvention communale pour le surcoût de travaux d'intérêt architectural (TIA) ainsi qu'une prime pour les travaux liés à l'accessibilité (PMR).

Les dossiers déposés après le 9 novembre 2015 reçoivent une subvention unique de la Ville de Montpellier de 50 % du montant hors taxe des travaux et des honoraires de maîtrise d'œuvre (hors subventions spécifiques TIA et/ou PMR).

Le règlement permet l'attribution d'un acompte de 50 % de la subvention allouée, le solde étant versé après conformité de la totalité des travaux.

Après validation des travaux réalisés par l'équipe chargée du dispositif de la mission Grand Cœur et de la Chambre de commerce et d'industrie de Montpellier, associée à l'instruction des dossiers et à l'animation de cette action, les subventions suivantes sont attribuables :

Dossier déposé avant le 9 novembre 2015 et bénéficiant d'une subvention Ville de 50 % et FISAC de 15 %	
SARL AUX LILAS , enseigne « BAR des LILAS », Gérant : Gultekin AYDOGDU 1 place Bouschet de Bernard Solde des 50 % de la subvention + primes complémentaires sur travaux de T.I.A. et P.M.R. 1 000 € de primes TIA et PMR, part Ville 3 000 € de subvention travaux (plafonnée), part Ville 900 € de subvention travaux (plafonnée), part Fisac	
<i>Part Ville :</i> <i>Part FISAC :</i>	4 000, 00 € 900, 00 €
Montant total de la subvention :	4 900,00 €

Dossiers déposés après le 9 novembre 2015 et bénéficiant d'une subvention Ville de 50 %	
« SARL HYBRIDE », Gérante : Mme Doriane MARQUERE 12 boulevard du Jeu de Paume 6 000 € de subvention travaux (plafonnée)	
Montant de la subvention :	6 000,00 €
SAS BLISS PROJECT « OFF WHITE » , Gérante : Mme Nelly SETA 8 rue du Petit Saint Jean 6 000 € de subvention travaux (plafonnée) 576 € de subvention travaux pour mise en accessibilité P.M.R.	
Montant de la subvention :	6 576,00 €
« WEI SON »,	

Gérant : M. David SOMSY 4 rue d'Alger 2 541 € de subvention travaux 424 € de subvention travaux pour mise en accessibilité P.M.R. <p style="text-align: right;">Montant de la subvention :</p>	<p style="text-align: right;">2 965,00 €</p>
SARL JCL « LA DILIGENCE » , Gérants : M. CHANEGUIER et M. LAVERGNE 2 place Pétrarque Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés (total de subvention de 7 384 €) : 2 880 € de subvention travaux 500 € de subvention MOE 312 € de subvention travaux pour mise en accessibilité P.M.R. <p style="text-align: right;">Montant de la subvention partielle :</p>	<p style="text-align: right;">3 692,00 €</p>

Conformément au règlement attributif des subventions en vigueur au moment du dépôt de ces dossiers, les versements de ces subventions sont réalisés après visite de conformité des travaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement de ces subventions pour un montant total de 24 133,00 € correspondant à la requalification des devantures des locaux commerciaux listés ci-dessus ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de la Ville (CRB : 28500 - Chapitre 908) ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire

Pour : 61

Contre :

Abstention :

Adopté à l'unanimité.

Monsieur le Maire : Un magnifique satisfecit de voir le boulevard du Jeu de Paume reprendre vie et force tous les jours un peu plus, grâce à la quatrième ligne de tramway anticipée.

12. Cession à la SA3M de la parcelle CD 793 p située rue Proudhon dans le cadre de l'opération d'aménagement Nouveau Grand Cœur

En 2013, la Ville de Montpellier a fait l'acquisition de l'ancien terrain d'assiette bâti des archives départementales de l'Hérault, situé avenue de Castelnau, pour y installer et y regrouper les archives municipales actuellement réparties entre la médiathèque Emile Zola (archives historiques), l'ancienne mairie du Polygone (archives contemporaines), ainsi que le musée de la Résistance. Ce site se compose de plusieurs bâtiments sur différentes parcelles : le bâtiment des archives et ses annexes de 8000 m² sur 7 niveaux et la maison de l'ancienne archiviste de 220 m².

L'opération de réhabilitation du site des archives ne nécessitant pas de conserver l'ensemble de ce terrain d'assiette, et en vue d'en diminuer l'investissement, il est proposé de céder le reliquat à la SA3M. Cette dernière, en qualité d'aménageur de la Ville au titre de la concession Nouveau Grand Cœur, aura à charge de

procéder au montage d'une opération dans l'objectif de valoriser le site par une opération mixte de logements en accession libre, logements sociaux, commerces et activités.

En vue de permettre cette cession, le Conseil municipal s'est prononcé par délibération du 22 juin dernier afin de déclasser du domaine public une partie du site supportant un terrain bâti comprenant l'ancienne maison de l'archiviste.

En qualité d'aménageur, la SA3M doit prendre en charge :

- la déviation d'une partie des réseaux primaires existants liés au bâtiment des archives, qui traversent la parcelle destinée à l'opération immobilière,
- le retrait de 300 à 400 sépultures découvertes au cours du diagnostic archéologique opéré sur le site et la mise en dépôt de celles-ci au service funéraire de Montpellier,
- la démolition (avec désamiantage préalable) de l'ancienne maison de l'archiviste.

Cette opération prend également à sa charge des travaux d'aménagement des futurs espaces publics aux abords de la chapelle des Récollets, immeuble protégé au titre des monuments historiques, en vue de sa mise en valeur, et du bâtiment des futures archives municipales.

Une voie pour l'accès des véhicules de sécurité incendie et un cheminement piéton, nécessaires au bâtiment des archives riverain, empruntent également ce futur espace public sur environ un quart de son tracé.

Ce nouveau lieu améliorera sensiblement la liaison entre l'équipement des archives municipales et le quartier des Beaux-Arts.

La parcelle à céder, à détacher de la parcelle CD 793p, correspond à une surface calculée par géomètre-expert de 2401 m².

L'avis des Domaines en date du 22 mai 2017 estime le prix de vente à 1,17 M€.

Afin d'équilibrer le bilan de cette opération immobilière dans le cadre de la concession d'aménagement Nouveau Grand Cœur, il est proposé par la SA3M un prix d'acquisition de 762 000€ net vendeur, du fait des charges liées à la création d'espaces publics pour le quartier, la mise en valeur des équipements « archives » et « chapelle » à reconverter, ainsi qu'une offre de logements libres et sociaux en cœur de ville.

Pour ces motifs, la SA3M demande à la Ville de passer outre l'avis des Domaines.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver cette cession à la SA3M au prix de 762 000 € ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 57

Contre : 2 (Audrey LLEDO avec la procuration de France JAMET)

Abstention :

Ne prennent pas part au vote : 2 (Philippe SAUREL avec la procuration de Mustapha MAJDOUL)

Adopté à la majorité.

13. Zone d'aménagement concerté du Coteau
Avenant n°3 à la convention opérationnelle du 3 mai 2012
entre la Ville et l'Etablissement Public Foncier

Dans le cadre de sa politique en faveur du logement et du développement à l'ouest de Montpellier, la Ville a approuvé par délibération du 3 octobre 2011, la création de la zone d'aménagement concerté (ZAC) du Coteau, d'une superficie de 26 hectares.

Cette opération permettra la réalisation d'un quartier mixte à dominante d'habitat collectif, intégrant également des commerces et des services. Objet d'un traitement qualitatif des espaces paysagers, il s'insérera dans le tissu urbain dense et structuré des quartiers voisins, notamment celui de Malbosc.

En vue de la réalisation de cette ZAC, la Ville a signé le 3 mai 2012 une convention opérationnelle avec l'Etablissement Public Foncier Languedoc-Roussillon (EPF-LR) – devenu Etablissement Public Foncier d'Occitanie par décret n° 2017-836 du 5 mai 2017 – pour assurer le portage des acquisitions foncières nécessaires à l'opération pour un montant de 10 000 000 €.

La convention est entrée en vigueur après contrôle de légalité de la préfecture le 21 mai 2012 pour une durée de 5 ans.

Par avenant n°1 du 7 septembre 2012, la Ville et l'EPF sont convenus de porter le montant prévisionnel de l'engagement financier de la convention à hauteur de 12 500 000 €.

L'EPF a réalisé la totalité des acquisitions foncières nécessaires à la réalisation du programme d'aménagement pour un montant de 11 761 263 €, hors frais annexes honorés en sus lors de la réitération des acquisitions (géomètre, notaires, frais de démolition) et hors indexation conventionnelle. Cette convention est arrivée à échéance le 21 mai 2017.

Compte tenu des contraintes inhérentes aux conditions de calcul du prix de revente, la Ville et l'EPF se sont accordés pour ménager le temps nécessaire à cet échange par adoption d'un avenant n°2 à la convention du 3 mai 2012 visant à proroger sa durée pour un peu plus de trois mois à compter du 21 mai, et ce à titre gratuit.

Par ailleurs, le Conseil municipal a délibéré le 22 juin 2017 pour désigner la SA3M en tant qu'aménageur de la ZAC du Coteau et autoriser la signature d'un traité de concession avec ladite société.

Il est proposé à ce jour un avenant n°3 entre l'EPF et la Ville de Montpellier pour la réalisation de la ZAC du Coteau.

L'objet de cet avenant est de prévoir les conditions de cession de la totalité des immeubles acquis par l'EPF pour le compte de la Ville dans le cadre de l'opération d'aménagement, de répartir le paiement du prix de cession sur quatre exercices budgétaires en vue de minimiser l'impact sur la trésorerie de l'opération et de proroger, pour ce faire, la convention opérationnelle jusqu'au 3 décembre 2017, délai supplémentaire permettant de procéder à la régularisation des actes de vente.

Aussi, il est convenu :

- un premier versement en 2017 d'un montant de 3M€ comprenant la TVA de l'ensemble des dépenses réalisées par l'EPF,
- un deuxième et un troisième versement, respectivement en 2018 et 2019 d'un montant de 3M€ chacun,
- un quatrième et dernier versement en 2020 correspondant au solde du prix soit un montant estimé de 4,15 M€

Le prix total de revient est d'environ 13,15 M€, prix qui sera réajusté très à la marge, notamment en fonction du prorata des impôts fonciers en 2017 et des charges réelles de démolition.

Bien que la Ville conserve ses obligations vis-à-vis de l'EPF, la SA3M, désignée comme aménageur de la ZAC du Coteau par délibération du Conseil municipal du 22 juin 2017, se substituera à la Ville lors du rachat des immeubles qui ne transiteront pas par le patrimoine communal.

Dans ce cas de figure de cession par l'EPF à un opérateur autre que la commune de Montpellier, cette dernière s'engage à transférer audit opérateur les modalités de cession et de paiement précitées et s'oblige à intervenir à l'acte de vente afin de garantir le paiement jusqu'au total remboursement du prix de cession.

La Ville demeurera signataire de l'acte en qualité de tiers-intervenant, bénéficiaire de première main de la convention avec l'EPF, garant du paiement intégral des biens par la SA3M et responsable en cas de carence de cette dernière.

Le conseil d'administration de l'EPF s'est prononcé favorablement sur ce dossier et le projet d'avenant joint lors de sa séance du 4 juillet 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de l'avenant n°3 à la convention du 3 mai 2012 signée avec l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie définissant les modalités et l'échéancier de paiement pour le rachat des terrains de la ZAC du Coteau et prorogeant à titre gratuit l'échéance de la nouvelle convention opérationnelle relative à ladite ZAC jusqu'au 3 décembre 2017 ;
- de dire que la régularisation de la vente interviendra par principe par acte administratif rédigé par la Ville et, qu'en cas de difficulté spécifique non connue à ce jour, l'acte serait le cas échéant confié à un office notarial dont les frais seraient à la charge de l'aménageur ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Madame JANNIN ne prend pas part au vote. Elle est représentée.

Brouhaha.

Monsieur Christian DUMONT : Il est curieux qu'un membre important de votre majorité ne soit pas là. Cela fait deux conseils de suite.

Brouhaha.

Monsieur Abdi EL KANDOUSSI : Mais elle, quand elle n'est pas là, cela se remarque !

Applaudissements.

Monsieur le Maire : Monsieur DUMONT, tous les membres de ma majorité sont importants, même ceux qui nous rejoignent : Madame DANAN, qui était avec vous il y a quelque temps.

Monsieur Christian DUMONT : Madame DANAN, c'est une spécialiste.

Brouhaha.

Monsieur le Maire : Monsieur MAJDOUL.

Monsieur DUMONT, quand vous avez pris la parole, j'ai cru que vous alliez féliciter Madame MIRALLES. Parce que je ne vous ai pas entendu le faire. Cela devrait vous faire plaisir de voir une députée qui a gagné aussi brillamment son élection, sur un territoire qui dépasse même les frontières de la Métropole.

Monsieur Christian DUMONT : Elle a certainement gagné parce qu'elle n'avait pas votre soutien affirmé, comme vous l'avez fait auprès de Madame JANNIN.

Monsieur le Maire : Mais c'était la même chose.

Brouhaha.

Monsieur Christian DUMONT : Et c'est votre intervention auprès du procureur pour essayer d'étouffer l'affaire avant l'élection !

Monsieur le Maire : Quoi ?

Monsieur Christian DUMONT : [PROPOS HORS MICRO]

Monsieur le Maire : Le microcosme judiciaire, ce n'est quand même pas le monde entier. Deuxièmement, je n'ai pas fait d'intervention privée auprès du procureur, comme vous semblez le dire, et je demande que l'on consigne les propos de Monsieur DUMONT qui m'accuse d'avoir fait pression de façon détournée sur la justice pour, pour je ne sais quoi, d'ailleurs. Parce que la justice est indépendante.

Monsieur Christian DUMONT : J'ai lu les articles de Midi Libre.

Exclamations et brouhaha.

Monsieur le Maire : Adressez-vous à la source.

Madame JANNIN ne prend pas part au vote. Qui est contre ?

Je me garderais bien de faire pression sur le procureur, cela ne me vient pas à l'idée.

Monsieur Christian DUMONT : C'est vous qui avez dit au procureur que certaines affaires qui concernent votre majorité n'avançaient pas assez vite.

Monsieur le Maire : C'est moi, personnellement. Quand Madame Laura SLIMANI me traite de vieux mâle blanc libéral, et que je ne vois pas avancer la plainte pour diffamation et discrimination en fonction de l'origine, je m'étonne, et je le dis. Ce qui est normal. Je sais que l'affaire a avancé un peu.

Monsieur Christian DUMONT : Certainement suite à votre intervention.

Madame MIRALLES : Ce n'est pas grâce à la vôtre !

Monsieur Christian DUMONT : Moi, je ne dérange pas les gens. Je respecte le procureur, c'est quelqu'un d'indépendant.

Monsieur le Maire : Quand vous vous faites traiter de vieux mâle blanc libéral, ça fait mal ! Vieux, j'accepte. Mâle, j'accepte. Libéral, passons. Mais blanc ! Que l'on fasse remarquer la couleur de ma peau ! Comme si c'était un adjectif discriminant. Est-ce que vous trouvez cela normal ? Je m'adresse à vous en tant qu'élu, et en tant que juriste : est-ce que vous trouvez cela normal ?

Monsieur Christian DUMONT : Je crois, Monsieur le...

Monsieur le Maire : Vous alliez dire « Monsieur le procureur » ! Monsieur DUMONT, je ne suis pas procureur !

Rires.

Monsieur Christian DUMONT : Je respecte trop la justice pour ne pas l'encombrer de tels procès... (**hors micro**).

Monsieur le Maire : J'ai raté ma vocation, j'aurais dû être procureur.

Monsieur Christian DUMONT : On sait très bien que lorsque l'on fait de la politique, on a le cuir un peu tanné, c'est tout. Moi, je n'aurais pas porté plainte.

Pour : 58

Contre :

Abstention : 2 (Audrey LLEDO avec la procuration de France JAMET)

Ne prend pas part au vote : 1 (Stéphanie JANNIN de par la procuration donnée à Abdi EL KANDOUSSI)

Adopté à l'unanimité des exprimés.

Monsieur le Maire : Heureusement que vous êtes là, Monsieur DUMONT, cela a mis un peu d'ambiance.

Rires.

14. Mise à disposition à titre gratuit de salles dans les Maisons pour tous

Les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Le Conseil municipal du 29 Septembre 2015 a validé le projet des Maisons pour tous qui implique aussi l'occupation du domaine public des salles dans les Maisons pour tous par ces associations.

Il est demandé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous et à la vie du quartier.

Pour cette saison 2016/2017, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations :

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 3 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 440€

Les associations concernées sont :

MPT PAGNOL : Crèche Blanche Neige 220€, Eglise Luthérienne Malgache de Montpellier 110€, ARFA 110€

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 17 décembre 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver la signature des conventions avec ces associations selon le cadre défini dans le projet d'orientation des Maisons pour tous voté lors du Conseil municipal du 29 septembre 2015.
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 59

Contre : 2 (Audrey LLEDO avec la procuration de France JAMET)

Abstention :

Adopté à la majorité.

Madame Sophia AYACHE entre en séance.

Madame Perla DANAN sort de séance.

15. Attribution de subventions - Temps d'activités périscolaires 2017-2018 - Ajustements

Par délibérations du 18 Mai et du 22 Juin 2017, le Conseil municipal a voté l'attribution de subventions pour 141 projets associatifs visant à l'organisation d'activités périscolaires.

Il convient maintenant de réaliser des ajustements pour s'adapter à la capacité des associations à mettre effectivement en place les projets prévus et pour répondre aux besoins des écoles.

1/ Annulations de subventions :

Lors de la mise en place des ateliers à la rentrée scolaire, certains projets ne pourront pas être réalisés tels que prévus par la délibération du 18 Mai.

En conséquence, il convient d'annuler les projets suivants :

Code	Nom de l'association	Nom du projet	Montant
6707	Association des Amis des Instituts Weil et Bernanos	La Petite Académie	22 400
6707	Association des Amis des Instituts Weil et Bernanos	Shakespeare Junior	22 400
	Total		44 800

2/ Attributions de subventions :

Afin de compenser les projets qui ne seront pas réalisés et de répondre aux besoins des écoles, il est proposé

l'attribution de nouvelles subventions comme suit :

Code	Nom de l'association	Nom du projet	Montant
6525	Art et Transformation	Atelier de l'imaginaire	2 300
	La voix de soi	Atelier Musique du Monde	5 400
99066	Les ateliers ludosophiques	Les petits ludosophes	9 500
6154	Eduquer Créer Divertir Cultiver ECDC	Académie des étoiles	20 000
5803	Entrée de secours	La sécurité à table, pendant que c'est show !	7 000
689	Association Languedocienne pour la Jeunesse ALPJ	TAP Fabulos Droles	37 000
1813	Axe Sports Art et Culture	Anglais	6 900
1813	Axe Sports Art et Culture	Multi sports	12 000
1549	Comité Départemental du Sport adapté de l'Hérault	Cycles en APSA avec des CLIS	3 500
1549	Comité Départemental du Sport adapté de l'Hérault	Mixité et partage dans le sport	1 600
6150	M(art)mot	Histoire de l'art et création	15 000
4472	La Vista	Théâtre et spectacle vivant	2 700
789	CD UFOLEP	Parcours de Loisirs périscolaires	27 700
4144	MUC VACANCES	Loisirs périscolaires	74 500
4586	Vacances Evasion	Activités éducatives en temps périscolaires	18 600
1469	Les Francas de l'Hérault	Animathèque	65 200
	Total		308 900

Le subventionnement de ces 16 projets permettra d'organiser 4180 séances supplémentaires. Au total, en tenant compte des projets précédemment adoptés, 312 séances d'activités périscolaires seront organisées chaque jour, par les associations dans les 123 écoles de la ville, pendant l'année scolaire 2017-2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions.
- De prélever les sommes nécessaires au premier versement sur les crédits inscrits au budget 2017 sur la ligne 24419 nature 6574 chapitre 922.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande des précisions auprès de Madame MARSALA ?

Madame Sabria BOUALLAGA : J'aurais deux questions à poser, concernant les 44 000 euros reportés, sur l'Association des Amis des Instituts Weil et Bernanos : ont-ils été tout de suite reportés sur le reste des associations ? C'est ma première question, d'ordre plutôt général. Ma deuxième question s'adresse plutôt à vous, Monsieur le Maire, concernant la directive que vous allez prendre ou pas, puisque ces trois dernières années, vous avez diminué de nombreuses subventions.

Monsieur DUMONT rigole : moi, je l'écoute, quand il parle, lui il rigole ! Il rigole tellement qu'il n'entend même pas ce que je dis.

Je voulais donc savoir si grâce aux TAP vous allez pouvoir faire des économies : allez-vous revoir la hausse, ou en tous cas rééquilibrer certaines subventions à ces associations ? Ou continuez-vous à mener la politique drastique budgétaire au niveau des subventions associatives ?

Madame Isabelle MARSALA : Le budget de l'association Weil et Bernanos a été voté au Conseil du 18 mai. Entre-temps, cette association s'est dissoute. Nous avons un certain nombre de séances à combler dans les écoles. Nous avons donc d'autres associations qui ont été immédiatement positionnées ; il s'agit plus des associations que vous avez en dessous. Ce sont de nouveaux projets, afin de rééquilibrer complètement la situation des TAP.

Au sujet des budgets des associations TAP, vous savez que pour cette année, nous avons voté l'année entière : les associations sont donc assurées de leurs subventions TAP pour l'année 2017-2018. Nous avons déjà reçu les associations en amont pour leur expliquer que nous semblions aller vers un arrêt du temps des TAP pour l'année 2018 ; ce sera à confirmer suite à l'expérimentation que nous faisons sur trois écoles. A l'heure actuelle, il est difficile de dire quelle économie nous allons réaliser, car il faut que nous retravaillions sur les temps périscolaires et extra-scolaires. Il va falloir de toutes les façons être présents sur les écoles un certain nombre d'heures, et ajouter des centres aérés, afin de combler l'école du mercredi matin. Tant que nous n'aurons pas avancé sur les budgets et que nous n'aurons pas une proposition construite, je peux difficilement parler des économies qui seront réalisées.

Monsieur le Maire : Qui demande la parole ? Monsieur DELAFOSSE.

Monsieur Michaël DELAFOSSE : J'écoute la réponse de Madame MARSALA, que je remercie pour sa qualité. Elle laisse entendre qu'en fin de compte, le choix sera la semaine de quatre jours.

Monsieur le Maire : Après l'expérimentation.

Monsieur Michaël DELAFOSSE : Cela veut donc dire que la concertation que vous annoncez pour l'an prochain, qui consiste à demander aux conseils d'écoles si c'est 4 jours ou 4,5 jours... Là, vous laissez entendre que pour la rentrée 2018/2019, vous allez vers les quatre jours.

Monsieur le Maire : Oui, je laisse entendre que je souhaite aller vers les quatre jours pour la rentrée 2018, comme pour toutes les grandes villes. En 2017, seule la ville de Nice l'a fait ; la ville de Marseille souhaitait le faire, mais a reculé devant la lourdeur du processus. En ce qui concerne les associations, les animateurs, les personnels municipaux, il convient d'avoir toute une série de négociations, et une information aux familles. Même si l'on revient à l'ancien système, il y a un laps de temps important pour remettre en route la machine.

Je note que dans l'Académie de Montpellier, 58 % des écoles, surtout celles des villages (parce que c'est plus facile à faire) sont passées à la semaine des quatre jours en septembre de cette année.

Monsieur Jacques DOMERGUE : C'est une expérimentation.

Monsieur le Maire : C'est une expérimentation : nous souhaitons mettre des activités et des thématiques un peu différentes, et prioriser l'aide aux devoirs, notamment dans les quartiers prioritaires ; lire, écrire, compter. Et puis, tout ce qui concerne la musique, en appui du projet Démos ; également tout ce qui concerne la médiation, comme l'a fait la maire de Madrid, qui a fait un projet sur la médiation familiale formidable, avec les enfants, afin de lutter contre les violences faites aux femmes, qui sont très nombreuses dans la ville de Madrid. Elle sait de quoi elle parle, puisqu'elle est magistrate.

Madame Isabelle MARSALA : J'ajoute qu'il s'agit d'une expérimentation dans le sens où nous ne pouvons pas revenir à 2013. Entre-temps, se sont passées trois années, avec une expérience qui a eu ses intérêts. Nous testons des temps de travail différents, en liaison avec l'Education nationale, afin de rallonger le temps de travail scolaire de l'enfant le matin. Nous avons deux horaires différents possibles. De plus, par rapport aux associations, il faut voir de quelle façon nous allons pouvoir continuer à travailler avec tout le système associatif de notre ville.

Monsieur Jacques DOMERGUE : Madame MARSALA nous dit qu'elle ne peut pas évaluer aujourd'hui les éventuelles économies qui seront faites suite à la suppression des TAP. Par contre, Monsieur LEVITA a évalué le coût des TAP lorsqu'ils ont été mis en place, par rapport à la situation antérieure. Vous avez dit 6 millions d'euros. Combien ? 7 millions, dont 2 millions de l'Etat. Je ne comprends pas : si vous considérez qu'il n'y a pas d'économies (et je peux l'imaginer), cela veut dire que les TAP disparaîtront, mais qu'il y aura un temps d'occupation des enfants et une activité des associations sous forme différente de ce qu'elle est aujourd'hui, qui va justifier ces 6 ou 7 millions d'euros ?

Monsieur le Maire : On n'en est pas là. On n'espère pas tant. Globalement, c'est 7 millions, et 2 millions que nous donne l'Etat. Il y a donc 5 millions à la charge de la commune ; c'est le véritable coût de l'opération TAP. On ne va pas revenir de 5 millions à zéro. Ce qui est important est de faire un vrai programme pour les enfants, pas comme celui qui vient de se produire : un vrai programme, où l'on fait passer avant le tir à l'arc, la lecture, l'écriture et le calcul. Je vois bien ce qui se passe, et tous les enseignants vous le diront ; je ne suis pas fils de professeur, je ne suis pas fils d'énarque, je suis fils d'instituteur. Les instituteurs ont perdu leur place à l'intérieur de l'école. Ils ne sont plus les acteurs omniprésents dans l'école. Ils ont perdu du terrain. Les enfants passent entre sept ou huit mains par jour ; ils sont épuisés. Il faut remettre l'enseignant au centre du jeu et redonner les savoirs fondamentaux. Et ensuite ajouter la culture, la médiation, le sport.

[PROPOS HORS MICRO]

Monsieur le Maire : Si, parce que l'aide aux devoirs est prise sur les TAP. On va venir en complément de l'Education nationale.

Monsieur Jacques DOMERGUE : Ce que je ne comprends pas, c'est que vous partez du principe que ce qui était fait avant la mise en place des TAP, c'est-à-dire avant 2014, était mal fait, puisqu'il y a eu les TAP entre-temps, et de l'argent débloqué à cet effet. Si demain les TAP disparaissent, de deux choses l'une : soit l'on revient à la situation antérieure (je veux bien que ce ne soit pas à l'euro près car il y a une augmentation des coûts) soit l'on met en place un système substitutif qui va peut-être renforcer la lecture et l'apprentissage, mais qui relève pour moi de l'Education nationale. Ce que vous décrivez comme des travaux d'accompagnement, existait avant, que je sache. Vous voulez les renforcer ?

Monsieur le Maire : Bien sûr. Ce que nous allons faire est mieux que ce qui existait, par ce que ce sera riche de l'expérience des TAP.

Monsieur Christian DUMONT : Vous avez contesté les TAP !

Monsieur le Maire : Et je continue, mais dans toute expérience, il y a quelque chose à recevoir de positif, Monsieur DUMONT. Par exemple, sur certaines activités, on a bien vu que les enfants pouvaient accrocher. Les rythmes et les horaires vont être discutés toute l'année ; nous allons essayer de proposer un programme dans les écoles qui n'est pas exactement celui qui existait avant les TAP, qui est nouveau, et qui a pour but de renforcer les savoirs fondamentaux. Parce qu'un enfant qui a des difficultés dans l'écriture, la lecture et le calcul est un enfant qui aura du mal à défendre sa place dans la société.

Monsieur Christian DUMONT : C'est le rôle de l'Education nationale.

Monsieur le Maire : L'aide aux devoirs, Monsieur DUMONT, pour ceux qui vivent dans des familles aisées, où les parents ont un niveau d'éducation et d'instruction important, il n'y a pas de souci. Mais à ceux qui n'en ont pas (et dans beaucoup de familles, les parents sont des primo arrivants), il faut leur donner leur chance. La vertu de la République, c'est d'être capable, par l'école, d'apporter aux enfants les mêmes outils pour qu'ils puissent acquérir les mêmes chances dans leur vie personnelle et professionnelle.

[PROPOS HORS MICRO]

Monsieur le Maire : C'est pour cela que nous ne pouvons pas avoir aujourd'hui une estimation précise du coût, parce qu'il faudra voir comment seront fréquentés les dispositifs que nous mettrons en place.

[PROPOS HORS MICRO]

Monsieur le Maire : Oui, c'est unique en France. Nous sommes les seuls à mettre en place une expérimentation. Les autres ont décidé de supprimer d'emblée les TAP en septembre 2018. Nous, nous le faisons en concertation avec les parents d'élèves, les enseignants, les personnels, l'Académie.

[PROPOS HORS MICRO]

Monsieur le Maire : Bien sûr, c'est ça.

[PROPOS HORS MICRO]

Monsieur le Maire : Mais c'est dans le cadre du temps scolaire.

Madame Isabelle MARSALA : On ne sait pas le nombre d'enfants qui vont être inscrits sur ces temps, c'est pour cela que l'on a du mal à déterminer le personnel encadrant. L'aide aux devoirs a toujours été faite par les enseignants mais payée par la ville. Là, la première heure va être dédiée à l'aide aux leçons ; nous faisons un appel aux enseignants pour se positionner. Nous ne savons pas leur réponse. Il faut savoir combien vont venir, et combien d'associations d'aide aux devoirs nous allons positionner. Entre-temps, 500 enfants de plus ont été inscrits à l'école chaque année. Quel pourcentage va rester le soir ? De plus, pendant ces quatre années, l'habitude de laisser l'enfant à l'école plus longtemps s'est créée. Comment cela va se gérer au niveau des familles ? On ne le sait pas. Nous n'avons pas d'éléments concrets pour beaucoup de choses. Il y aura forcément des économies, mais qui seront plus limitées que la somme globale. Nous perdons aussi les deux millions d'aide de l'Etat. Nous essaierons de garder dans certains quartiers sensibles de la ville certaines actions menées sur les temps de TAP, sur un autre temps scolaire, avec des propositions hors temps scolaire. Tout un programme d'expérimentation doit être mis en place. Nous allons prendre le temps de discuter avec tous les partenaires du comportement à avoir autour du rythme de l'enfant. C'est une année de réflexion commune. Je voulais dire à Monsieur DELAFOSSE que j'ai tendance à penser que nous allons vers le retour aux 4 jours de façon directe, puisque la ville n'a pas demandé aux conseils d'école de se positionner. Ils ont tous choisi spontanément de se positionner pour la semaine de 4 jours. Je pense qu'il y a donc une réelle demande de terrain, et que l'on va dans ce sens.

Madame Sabria BOUALLAGA : Au-delà du fait que les TAP étaient décriés un peu partout en France, vous avez dit, Monsieur le Maire, qu'il était important de donner la même chance à tout le monde. Je ne cesse de le répéter et ne cesserai de le répéter ; vous avez raison de dire que lire, écrire, compter sont les bases essentielles. Aujourd'hui, dans beaucoup d'écoles, de nombreux enfants parlent l'arabe, l'espagnol. Il faut réduire le problème du logement et de la mixité, qui à l'époque se faisait de façon tout à fait naturelle ; j'ai bénéficié de cet environnement, aussi je suis en mesure d'en parler. Si le système éducatif est remis en question à chaque nouveau gouvernement, c'est qu'il est réellement défaillant. Au-delà de la rigueur des enseignants, des bénévoles, un effort encore plus large est à faire ; je crois que cette histoire de TAP n'est que l'arbre qui cache la forêt. Ce problème d'éducation se perpétue ; c'est le cancer du fonctionnement de notre société. Tant que l'on ne donnera pas les mêmes chances aux enfants des écoles du Petit Bard, de la Paillade, et d'Aiguelongue, on ne résoudra pas le problème. Oui, on va apprendre à lire, à écrire et à compter à tous ces enfants. Mais tant que l'on ne leur offrira pas un environnement hétérogène, dans lequel les cultures sont multiples et variées, dans lequel on ne parle pas exclusivement l'arabe et l'espagnol, dans lequel on ne leur propose pas uniquement du sport mais de multiples activités, on ne résoudra rien. Vous savez, Monsieur le Maire que la culture apporte de grandes richesses aux jeunes ; elle permet parfois,

comme le sport, de s'émanciper, de s'en sortir, et de tirer les autres vers le haut. Tant que les moyens ne seront pas mis sur la vraie problématique, tant que l'on aura ces œillères, que l'on ne regardera pas la vérité en face... Quel est le vrai problème ? Vous vous retrouvez avec des services engorgés de demandes de dérogations. On se retrouve avec des gens qui ne veulent plus mettre leurs enfants dans le système public ; les écoles privées sont engorgées, elles refusent des demandes, parce que gens ne veulent pas que leurs enfants soient entourés de petits Maghrébins ou de petits Espagnols. On veut de la mixité partout, pour tous les enfants ; il faut retrouver l'harmonie, cette harmonie naturelle que j'ai connue dans les années 1983, quand je suis arrivée en France à l'âge de 3 ans. Parce que la mixité ne se décrète pas, elle se fabrique. Pendant 20 ans, pendant 30 ans, on l'a décousue ! J'ai de la colère, pas vis-à-vis de vous, mais vis-à-vis de tout ce qui a pu être fait. On a décousu tout ce qui a pu être fait en laissant faire les choses par la politique de la ville ; on aurait dû mettre un garrot sur ça. On a laissé faire. Aujourd'hui on se retrouve avec une politique de la ville sans cesse revue, des moyens énormes ; on refait des quartiers entiers parce que l'on se rend compte qu'en 1980, les quartiers populaires n'étaient pas si mal ; il y avait des gens qui arrivaient d'Algérie, des Portugais, des juifs, des Sénégalais, des gens de tous horizons. Et c'est ça, la France ! La France, ce ne sont pas que de petits arabes, de petits gitans, ou de petits Portugais. La France, c'est bleu, blanc, rouge. Ce n'est pas noir, ou blanc... Vous avez raison de vous emporter quand on vous traite de mâle blanc dominant. Tant que l'on n'aura pas réglé ce problème, on pourra apprendre à lire, à écrire, à compter, à des chèvres, à des vaches, cela ne résoudra pas le problème.

Monsieur le Maire : Merci, Madame BOUALLAGA. Qui demande la parole ?

Madame Samira SALOMON : Effectivement, la mixité ne se décrète pas. Depuis trois ans, tout ce qui a été abandonné a été repris. Aujourd'hui, dans les conseils d'école, on voit bien l'écoute des parents à travers notre présence ; ils ne souhaitent pas seulement désertier les écoles. Je ne suis pas tout à fait d'accord : la question de la réussite ne se résume pas à l'endroit où l'on habite. Ma fille fait de la danse au Petit Bard, et les gens viennent de tous les quartiers de la ville pour y faire de la danse.

[PROPOS HORS MICRO]

Madame Samira SALOMON : Je ne vous ai pas coupée. Cela s'appelle la politesse.

La mixité ne se décrète pas, elle se construit. Nous la construisons au quotidien par différentes actions. Les enfants vont au musée Fabre, tous ensemble, plusieurs écoles en même temps. C'est aussi de la mixité qui est offerte à nos enfants, à travers les outils culturels. (Ca, on n'en parle pas). Quand différentes écoles se retrouvent à la piscine, ce sont aussi des espaces de mixité. Dire que rien n'est fait en matière de mixité, c'est faux. Pendant longtemps, c'est vrai, peu de choses ont été faites en matière de mixité. Je pense que l'effort de la municipalité est entier et important depuis trois ans ; et la mixité ne repose pas que sur la politique municipale. Il y a des débats à l'Assemblée Nationale pour la porter davantage.

[PROPOS HORS MICRO]

Monsieur le Maire : Mais je vous écoute tous.

Pour : 59

Contre :

Abstention : 2 (Audrey LLEDO avec la procuration de France JAMET)

Adopté à l'unanimité des exprimés.

**16. Mise à disposition de locaux scolaires pour les associations.
Autorisation de signer les conventions d'occupation.
Approbation des subventions en nature.**

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, il est proposé de poursuivre l'action de la Ville de Montpellier auprès des associations en procédant à la signature de conventions spécifiques pour l'occupation des locaux scolaires.

L'article L212-5 du Code de l'éducation prévoit que la Ville peut, sous sa responsabilité, utiliser les locaux et les équipements scolaires afin d'y organiser des activités à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux pendant les heures ou les périodes au cours desquelles ils ne sont pas utilisés pour les besoins de la formation initiale et continue.

Ces locaux peuvent également être utilisés hors temps scolaire par des associations. Dans ce cas, la Ville signe avec l'occupant une convention prévoyant les conditions d'utilisation des locaux, après avis du conseil d'école.

Cette convention précise les règles de sécurité que doit respecter la personne responsable en lieu et place du Plan Particulier de Mise en Sécurité (PPMS) de l'école.

Par ailleurs, les locaux scolaires faisant partie du domaine public de la Commune, leur occupation ou utilisation relève des dispositions du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (articles L2125-1 et suivants) et doit donner lieu au paiement d'une redevance sauf à justifier de l'intérêt général des activités exercées par l'association.

Les activités proposées par les associations dans le domaine sportif ou culturel étant reconnues d'intérêt général, la commune peut donc accorder des occupations à titre gratuit. Cependant, il convient de valoriser cette aide en nature et de la mentionner sur le compte administratif de la Ville et de l'association.

Un coût réel prenant en compte les charges de personnel, les divers abonnements, les fluides, l'entretien et maintenance a été estimé à 5 € par salle occupée et par heure d'utilisation.

ASSOCIATIONS	ADRESSE	Ecole mise à disposition	Montant en € de la subvention en nature
Corps en Devenir	949, avenue du Professeur Louis Ravas Rés les Cévennes Bât. Ispagnac esc. 4 34080 Montpellier	Victor DURUY	495
ACLE	183, rue de l'Aqueduc 34080	Julie DAUBIE	1 470
CARTHAGE	53, Avenue des Hauts de Massane 34990 JUVIGNAC	Julie DAUBIE	1 005
A.M.S SIAM ENERGY	158, rue Raoul Follereau 34090 Montpellier	Sigmund FREUD	330
Ecole des Arts Martiaux Chinois de Montpellier	126, rue Edouard Branly Résidence Léonard de Vinci App 59 34000 Montpellier	Sigmund FREUD	1 102,50
Gammes - Alisé	6, rue Saint Barthélémy 34000 Montpellier	Blaise PASCAL	1 340
		Jean ZAY	680
Les Voix Zines	8, rue Saint Cléophas 34070 Montpellier	Marceline DESBORDE-VALMOI	340
Compagnie Tempo Théâtre	49, rue de la Figairasse 34070 Montpellier	Winston CHURCHILL	2 610
La Maison du Judo	93, avenue du faubourg Boutonnet 34090 Montpellier	François MITTERRAND	595
		Eugène POTTIER/Jean SIBELIUS	1262,5
Chœur Universitaire de Montpellier Méditerranée	136, rue del Miéjour 34070 Montpellier	Jean MOULIN	1 850
Club sportif I.B.M	I. B. M. Montpellier rue de la Vieille Poste 34000 Montpellier	Jacques BREL	300
U.F.O.L.E.P 34	Maison des sports Nelson Mandela 66, esplanade de l'Egalité 34080 Montpellier	Guiseppe GARIBALDI	435
		Louis AMRSTRONG	435
		Simon BOLIVAR	490
A.R.E.C.R.E.E.	24 rue du Lavandin 34070 Montpellier	Victor SCHOELCHER	515
Montpellier Dojo D'Aikido Traditionnel	2, rue Parlier 34000 Montpellier	Jean ZAY	510
Hérault Sport	Esplanade de l'Egalité Zac PIERRE Vives - BP 7250 34080 Montpellier	Denis DIDEROT	540

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de mise à disposition type jointe en annexe et l'attribution des créneaux d'utilisation pour les associations désignées dans le tableau ci-dessus.
- de prévoir que la convention comportant l'engagement d'appliquer le Plan particulier de Mise en Sécurité (PPMS) soit signée par toutes les associations préalablement autorisées à bénéficier d'une mise à disposition de locaux pour l'année scolaire 2017/2018.
- d'approuver les subventions en nature mentionnés sur le tableau attributif qui seront portées au compte administratif de la Ville et de l'association.
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou par délégation, l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande des explications auprès de Madame MARSALA ? Madame LLEDO.

Madame Audrey LLEDO : C'est plus une question : refusez-vous toujours les votes par division ?

Monsieur le Maire : Oui.

Madame Audrey LLEDO : Très bien, c'est noté.

Pour : 59

Contre : 2 voix (Audrey LLEDO avec la procuration de France JAMET)

Abstention :

Adopté à la majorité.

Monsieur Thibault RASSAT sort de séance

17. Ecoles privées sous contrat d'association : Complément de participation financière de la Ville pour l'année 2016-2017

La Ville de Montpellier participe financièrement, conformément aux textes en vigueur, aux frais de fonctionnement matériel des écoles d'enseignement privé sous contrat d'association avec l'Etat, en faveur des enfants domiciliés à Montpellier.

Pour l'année scolaire 2016-2017, le recensement effectué auprès des chefs d'établissement faisait apparaître les effectifs suivants :

- pour les classes maternelles : 1 233 enfants domiciliés à Montpellier ;
- pour les classes élémentaires : 2 088 enfants domiciliés à Montpellier ;
- Soit au total : 3 321 enfants.

Suite à un complément de déclaration effectué par l'école Sainte Famille et Saint Charles 10, place Roger Salengro - 34000 Montpellier, il convient de compléter la dotation 2017 :

- 6 enfants scolarisés en élémentaire (dotation de 575€ par enfant), soit 3 450€.

Une convention dont le modèle est annexé à la présente sera signée avec l'établissement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser le versement de cette subvention complémentaire aux écoles privées sous contrat d'association, dans les conditions définies ci-dessus ;
- D'approuver la convention type annexée à la présente délibération ;
- De dire que les dépenses correspondantes sont inscrites au Budget Primitif de la Ville, sur les lignes budgétaires suivantes : nature 6574, fonction 92211 et 92212 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée à signer les conventions et tout document relatif à cette affaire.

Madame Isabelle MARSALA : C'est un dossier que nous avons vu il y a quelques mois. La ville de Montpellier participe, conformément aux textes en vigueur, aux frais de fonctionnement des écoles d'enseignement privé sous contrat d'association avec l'Etat. La décision du conseil constitutionnel de 77

considère que la liberté d'enseignement fait partie des principes fondamentaux reconnus par les lois de la république. La loi de 2004 contient un amendement adopté au Sénat qui indique que les règles de participation des communes à la scolarisation des enfants dans les écoles privées sont équivalentes à ce qu'elles seraient si les enfants étaient scolarisés dans les écoles publiques.

Pour l'année scolaire en cours, nous avons établi ensemble il y a quelques mois une dotation de 540 euros qui concerne un total de 3 292 écoliers. Cette délibération est un réajustement pour 6 enfants scolarisés mal comptés dans une école privée. Nous leur accordons donc une dotation de 575 euros.

Pour : 60

Contre :

Abstention :

Adopté à l'unanimité.

Madame Perla DANAN entre en séance

Monsieur Bernard TRAVIER sort de séance

18. Écoles maternelle James Joyce et élémentaire Heidelberg Restructuration de la zone extérieure d'accueil Déclaration préalable de travaux

Dans une volonté d'amélioration de la qualité d'accueil et de la sécurité au sein des sites dédiés à l'enseignement, il est envisagé une reprise de la zone d'attente pour les parents avec reconfiguration des portails et clôtures ainsi que la pose d'une pergola dans les écoles maternelle James Joyce sise, 122 rue de Bologne quartier Mosson à Montpellier et élémentaire Heidelberg sise, 310 rue de Liège quartier Mosson à Montpellier.

Ces travaux seront effectués à l'automne 2017 par les entreprises titulaires d'un marché à bons de commande attribué par la Ville. Le coût pour les deux écoles est estimé à 60 000€ HT soit 30 000€ HT par établissement, inscrit au budget 2017.

Afin de réaliser ces travaux, il convient de déposer les demandes d'autorisations d'urbanisme nécessaires, notamment les déclarations préalables.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver ce programme de travaux pour les 2 écoles précitées;
- de dire que la dépense est inscrite au budget primitif 2017, section investissement, chapitre 902 ;
- de demander les subventions les plus larges possible auprès des organismes compétents ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire et notamment les autorisations d'urbanisme.

Monsieur Patrick RIVAS : En tant que délégué au patrimoine scolaire, je voudrais que l'on parle des travaux des écoles, car on n'en parle pas assez. Comme vous le savez, des travaux sont effectués chaque été dans les écoles. L'été 2016, 80 écoles sur les 123 que compte la ville, ont bénéficié d'aménagements ou de modifications pour près de 15 millions d'investissement, avec comme priorités la sécurité, l'hygiène et le confort. Cette année 2017, le budget travaux et investissements sur les écoles est porté à 17,8 millions. Les directeurs d'écoles ont reçu courant janvier la feuille de route des interventions prévues dans leurs écoles par la direction des travaux et maintenance, travaux réalisés en fonction des priorités. Je rappelle pour mémoire

que le budget éducation est le premier budget de la ville, avec 80,7 millions. Sur cette somme, 8,2 millions sont dévolus aux travaux d'aménagement, de maintenance et d'obligations réglementaires. Nos écoles ont pour la plupart leurs spécificités : il y a les cinquantenaires de la Mosson, avec leurs structures métalliques, les anciennes du centre-ville, qui rappellent les écoles de notre enfance, avec leurs murs épais et l'intimité de leur cour. Il y a les récentes, les contemporaines, dans les nouveaux quartiers, avec leur domotique et leurs cours suspendues à l'étage. Mais toutes ces écoles ont un point commun qu'il convient ici de rappeler : le fronton où l'on peut lire les valeurs de la république « Liberté, Egalité, Fraternité », auxquelles nous sommes très attachés. Nous aimons toutes les écoles de Montpellier, sans exception et sans préférence de quartier. C'est pourquoi la ville entretient avec une attention particulière son patrimoine scolaire pour que nos petits Montpelliérains puissent apprendre dans un maximum de sécurité et de confort, à lire, écrire et compter, tel que le souhaite le nouveau ministre de l'Education ; c'est dans cette optique de valorisation de notre patrimoine scolaire, que les deux affaires 18 et 19 concernent des déclarations préalables de travaux.

Applaudissements.

Monsieur Abdi EL KANDOUSI : Je voudrais vous remercier, Monsieur le Maire, ainsi qu'Isabelle MARSALA et Patrick RIVAS. Je suis délégué à ce groupe scolaire ; il y a eu une concertation par rapport à ce projet. La mairie a été félicitée au dernier conseil d'école du mois de juin pour la réalisation de ces travaux pour la rentrée prochaine.

Pour : 60

Contre :

Abstention :

Adopté à l'unanimité.

Messieurs Thibault RASSAT et Bernard TRAVIER entrent en séance.

19. Ecoles maternelle Pauline Kergomard et élémentaire Charles Daviler

Peinture des Façades

Déclaration préalable de travaux

Dans le cadre de la valorisation de son patrimoine, la Ville de Montpellier envisage l'embellissement des façades par des travaux de mise en peinture des écoles Pauline Kergomard et Charles Daviler sises, 5 rue Colonel Marchand quartier Montpellier Centre à Montpellier.

Ces travaux seront effectués par l'entreprise titulaire du marché à bons de commande attribué par la Ville pour un montant 68 000 € TTC. Cette somme est inscrite au budget primitif 2017 de la Ville de Montpellier.

Afin de réaliser ces travaux, il convient de déposer les autorisations d'urbanisme nécessaires, notamment une déclaration préalable.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver ce programme de travaux ;
- de dire que la dépense est inscrite au budget primitif 2017, section investissement, chapitre 902 ;
- de demander les subventions les plus larges possible auprès des organismes compétents ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire et notamment les autorisations d'urbanisme.

Madame Audrey LLEDO : Si je comprends bien, nous payons les travaux de réfection de la façade de l'école ? Ils ont été faits il y a un an et demi, deux ans, à peu près, et nous ne payons que maintenant ? Est-ce normal ?

Monsieur le Maire : Monsieur RIVAS, vous qui êtes spécialiste des travaux.

Monsieur Patrick RIVAS : Cette école a été récupérée du Département dans un état déplorable. Il a fallu refaire la toiture, les façades. Nous sommes en train de faire un appel à projet pour les peintures de la façade.

Madame Audrey LLEDO : Quand je travaillais à l'école DEVILER, les peintures de la façade avaient été refaites.

Monsieur le Maire : Nous en refaisons d'autres.

Monsieur Patrick RIVAS : Il y a eu les travaux de la cantine, il a fallu agrandir l'école.

Pour : 60

Contre :

Abstention : 2 (Audrey LLEDO avec la procuration de France JAMET)

Adopté à l'unanimité des exprimés.

Madame Julie FRECHE entre en séance avec la procuration de Clare HART.

20. Animations sportives Quartier Mosson - Eté 2017

17 Juillet 2017 au 18 Août 2017

Convention d'occupation temporaire du domaine public

Au titre de sa politique sportive, la Ville de Montpellier organise et propose de nombreuses animations sportives sur l'ensemble de son territoire.

Ainsi, la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la Direction Départementale de la Cohésion Sociale ont souhaité proposer des animations sur plusieurs établissements sportifs situés dans le quartier de la Mosson.

Dans ce cadre, la Direction Départementale de la Cohésion Sociale contribuera au financement des associations sportives qui participeront à ce projet.

Montpellier Méditerranée Métropole mettra à disposition d'une part, la piscine Neptune ainsi que le personnel habilité pour encadrer les activités nautiques, et d'autre part, les coursives du stade de la Mosson pour des animations.

La Ville mettra à disposition des associations partenaires du dispositif le Gymnase Jean Bouin, et les tatamis pour la pratique du Judo dans les coursives du Stade de la Mosson.

Ainsi, l'association Montpellier Mosson Ominisports pour les activités basket-ball et futsal, l'association Paillade Mercure, l'association Montpellier Athletic Méditerranée Métropole ainsi que l'association Urban DJ School occuperont le gymnase J. Bouin du 17 juillet au 18 août 2017 de 18 h à 20h, du lundi au vendredi, férié excepté.

Ainsi, une convention fixe les engagements entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et les associations.

L'occupation du domaine public par des associations à but non lucratif concourant à un intérêt général, en application de l'article L. 2125-1 du Code Général de la Propriété des personnes publiques à l'exclusion de toute autre législation, est autorisée à titre gratuit.

Toutefois, cette occupation du domaine public, à titre gratuit, est considérée comme une subvention en nature eu égard à l'intérêt manifeste que représente ces animations, valorisable conformément à la délibération du Conseil Municipal, en date du 15 décembre 2016, soit : 50,75 € x 2 heures x 24 jours = 2 436 €.

Cette redevance sera répartie, à parts égales, entre les associations qui occuperont le Gymnase J. Bouin, à savoir : MMO, Paillade Mercure, MA2M, et Urban DJ School, pour un montant de 609 € chacune.

Ce montant devra être inscrit dans les comptes des associations et dans le compte administratif de la ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'accepter l'organisation d'animations dans le quartier de la Mosson pendant la période d'été ;
- d'approuver la convention fixant les engagements de la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et des associations partenaires, annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit pour les associations, eu égard à l'intérêt local qu'elles représentent ;
- d'approuver la subvention en nature valorisable au montant de 2 436 €, répartie entre toutes les associations partenaires pour un montant de 609 € chacune ;
- de dire que le montant ainsi valorisé sera inscrit dans les comptes de l'Association et dans le compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande des précisions auprès de Monsieur ABERT ?

Monsieur Fabien ABERT : J'aimerais revenir sur ce projet ; en effet, beaucoup de mensonges ont été dits, expliquant que la piscine Neptune avait été fermée. Elle n'a pas été fermée, elle a été vidangée comme tous les ans à cette période. Pour répondre à la problématique que nous avons subie l'an dernier, un projet, en concertation avec les associations de quartier, les services de la Ville et de la Métropole, a été mis en place dans la période du 17 juillet au 18 août. C'est ce qui fait l'objet de cette délibération, qui a pour but la convention d'occupation temporaire du domaine public ; en effet, de nombreuses animations sportives sont prévues tous les après-midi, que ce soit au bord du bassin, en dehors du bassin et sur les terrains annexes de la Mosson : foot, judo, différentes activités sportives et culturelles, pour permettre une belle activité pour l'été et permettre aux petits jeunes de Montpellier qui ne peuvent pas partir en vacances d'avoir de belles animations encadrées par des personnes compétentes.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur ABERT. Qui demande la parole ?

Madame Sabria BOUALLAGA : Monsieur ABERT, allez-vous prêter à ces petits jeunes la salle de musculation provisoire qui va coûter 280 000 euros ? Elle va être provisoire pour 70 jours, nous en avons parlé à la Métropole. Vont-ils pouvoir l'utiliser pour se défouler ? Ce serait une bonne idée. On investirait 280 000 euros pour 70 jours et on aurait quelques petits jeunes qui pourraient se muscler davantage, et se défouler. Hein, qu'en pensez-vous ?

Monsieur Fabien ABERT : Avant de parler à tort et à travers, je vous conseille d'aller voir l'action qui est réalisée : on voit que le projet a son effet et ravit les petits Montpelliérains et les petits Pailladins.

Monsieur Christian DUMONT : Une simple suggestion de bon sens pour notre jeune collègue : nous sommes en été. Si les services techniques de la ville pouvaient vidanger la piscine en période hivernale ou au printemps, ce serait mieux. Cela la rendrait disponible en été.

Monsieur le Maire : Votre remarque paraît honnêtement fondée.

Monsieur Fabien ABERT : En apparence. Vos propos font preuve de méconnaissance de l'activité sportive de la Ville. La Ville de Montpellier a un tissu associatif très important ; de nombreux clubs apprennent à nager, améliorent les performances et le savoir nager des jeunes Montpelliérains, et les écoles en bénéficient. Il n'y a jamais de moment approprié pour la vidange, et les mesures d'hygiène et de sécurité l'imposent. Nous le faisons sur une période de transition. Si nous le faisons au mois de janvier, cela poserait d'autres problèmes : on nous dirait que les petits écoliers ne peuvent pas aller à la piscine.

Monsieur Christian DUMONT : Cela pourrait être fait pendant les vacances. C'est comme faire des travaux en plein été !

Monsieur Fabien ABERT : Les activités ont lieu tout au long de l'année. L'action que nous menons se déroule en juillet et en août. Le problème est qu'il n'y a jamais de moment approprié pour la vidange. Il y a un bassin couvert et un bassin plein air. Je vous propose une visite sur place, si vous le souhaitez. Cela vous permettra de connaître les infrastructures de la Ville de Montpellier. La piscine fonctionne l'hiver, bien sûr. Le coût d'une piscine découverte n'est pas forcément plus important que celui d'une piscine couverte.

Madame Sabria BOUALLAGA : Cela veut dire que vous préférez priver les petits Pailladins de piscine pendant l'été. Vous auriez pu dire qu'il faut vidanger toutes les piscines, mais ne dites pas que c'est préférable l'été. Vous laissez sous-entendre que l'on préfère priver une certaine catégorie de gens. Une fois de plus, ce sont toujours les mêmes qui trinquent.

Brouhaha.

Monsieur le Maire : Devant ce débat riche et constructif, je porte aux voix l'affaire 20.

Pour : 62

Contre :

Abstention : 2 (Audrey LLEDO avec la procuration de France JAMET)

Adopté à l'unanimité des exprimés.

21. Travaux relatifs au renforcement des mesures sécurité des établissements de la petite enfance en 2017

Dans le cadre de sa politique de la Petite enfance, la Ville de Montpellier a prévu d'effectuer à partir de septembre 2017 des travaux suite à la circulaire ministérielle 2016/261 du 17/08/2016 relatifs à la sécurisation des abords et aux contrôles des accès dans les crèches et haltes garderies de la Ville pour un montant de 500 000€ TTC.

Cette somme est inscrite au BP 2017 de la Ville.

Ces travaux constituent une première tranche, ils permettront d'adapter l'enceinte des EAJE conformément

aux attentes de la circulaire ministérielle.

Le programme de cette première tranche de travaux prévus en 2017 portera sur les actions suivantes :

- mise en place de clôture aveugle de 1,80m de hauteur visible du domaine public,
- mise en place de film opaque sur vitrages à hauteur des passants,
- mise en place de barreaudage sur les menuiseries donnant sur la rue,
- mise en place de visiophone aux entrées.

Ces travaux conséquents seront confiés aux entreprises titulaires d'un marché à bon de commande. Ils seront réalisés pendant la période d'ouverture des établissements grâce à la mise en place d'un plan de prévention des risques.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver ce programme de travaux ;
- de dire que la dépense est inscrite au budget primitif 2017, section investissement, chapitre 906 ;
- de demander les subventions les plus larges possible auprès des organismes compétents ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire et notamment les autorisations d'urbanisme.

Pour : 64

Contre :

Abstention :

Adopté à l'unanimité.

22. Culture et Patrimoine

Attribution de subventions à des associations culturelles et annulation d'attribution à une association Exercice 2017

Au titre de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier encourage et accompagne les structures culturelles associatives portant leurs projets sur le territoire montpelliérain.

L'accès à la culture est à nos yeux l'un des fondements de l'épanouissement intellectuel, de l'éducation et du lien social pour les Montpelliérains, son impact économique et social est essentiel pour notre commune. L'engagement du tissu associatif et des acteurs culturels en faveur de la sensibilisation, de l'accès des publics au patrimoine culturel et à la création artistique montpelliéraine est l'un des piliers de la vitalité culturelle de notre ville.

Les arts visuels et médias, la littérature ainsi que le spectacle vivant sont autant de domaines d'intervention soutenus par la Ville de Montpellier.

Afin d'assurer la transparence de notre action en faveur du tissu associatif, nous soutenons des projets innovants et créatifs, en fonction de critères d'analyse objectifs reposant sur la dynamique urbaine des projets ou structures, la mise en œuvre d'actions en direction de tous les publics ou du jeune public, l'originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), la stabilité financière du projet au regard de ses objectifs et la participation financière des collectivités partenaires.

Après examen des dossiers, il est proposé aujourd'hui l'attribution de subventions aux 4 associations figurant dans les tableaux ci-après pour un montant de 6 900 € au titre de l'exercice 2017.

1) Attributions de subventions

Code	Nom de la Structure	Nature	Montant
	ARTS VISUELS ET MEDIAS		
2255	LA STATION MAGNETIQUE	Fonctionnement	500
5171	ALETHEIA	Fonctionnement	1 300
	LIVRE		
5266	SQUEEZE	Projet	2 500
	SPECTACLE VIVANT / Théâtre		
4799	CABO MUNDO – CAP MONDE	Fonctionnement	2 600
	TOTAL		6 900

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

. Annulation de subvention

Dans le cadre de la Culture, par délibération n°V2017/109, la Ville de Montpellier a attribué une subvention de 2 700 € à l'association Continuum pour la réalisation du projet « Encas et Jazz 17 ». La structure bénéficiaire ne pouvant réaliser le projet, il y a lieu d'annuler l'attribution de cette subvention.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- D'annuler l'attribution de subvention accordée à l'association Continuum au conseil municipal du 18 mai 2017 sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923 pour un montant de 2 700€ ;
- De proposer l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2017 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour les manifestations et pour un montant total de 6 900 € ;
- D'approuver les lettres d'engagement annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer ces lettres d'engagement et tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Nous nous réjouissons collectivement du maintien de la librairie Sauramps dans le centre-ville et dans l'Odyseum de Montpellier.

Pour : 62

Contre :

Abstention : 2 (Audrey LLEDO avec la procuration de France JAMET)

Adopté à l'unanimité des exprimés.

23. Exonération de frais de publication de documents d'archives

Madame Maria ARANDA-ALONSO, doctorante à l'Université technique de Dresde (Allemagne), prépare une

thèse sur le thème « *Le traité d'Alonso de Vandelvira, contexte et réception dans d'autres traités postérieurs et dans l'architecture contemporaine en Espagne* ».

Elle souhaite utiliser deux documents des Archives municipales pour illustrer sa thèse doctorale et un article intitulé « *La trompa de Montpellier. Origen, uso, desarrollo y evolucion a partir del tratado de canteria de Alonso de Vandelvira* », à paraître dans les actes du colloque « *Congrès International hispano-américain de l'Histoire de la Construction* » qui se tiendra à Saint-Sébastien (Espagne) du 3 au 7 octobre 2017.

Son étude vise à montrer l'influence de l'œuvre de l'architecte espagnol **Alonso de Vandelvira et Luna (1544-1626)** dans l'architecture urbaine montpelliéraine du XVII^e siècle, à travers les exemples de la Coquille de l'hôtel de Sarret et de la tour de l'arc d'en Roqua qui enjambait autrefois la rue Embouque d'or.

Conformément aux tarifs adoptés par délibération n°2016/500 du 15 décembre 2016, le montant des droits de publication de ces deux documents s'élève à 51,00 €.

Compte-tenu de l'intérêt que représentent ces publications scientifiques pour Montpellier, il est donc proposé au Conseil municipal :

- d'exonérer Madame Marie ARANDA-ALONSO du montant des droits de publication ;
- de considérer cette exonération comme une subvention en nature, qui sera à ce titre inscrite dans le compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 64

Contre :

Abstention :

Adopté à l'unanimité.

24. Boutographies 2017

Acquisition d'œuvres de Jennifer Niederhauser Schlup, lauréate du prix du Jury des Boutographies

Depuis la création des Boutographies, la Ville de Montpellier soutient fortement ces rencontres photographiques montpelliéraines comme l'un des festivals artistiques phares du territoire communal et métropolitain.

Le prix du jury, créé en 2009, récompense un jeune photographe européen dont la démarche est jugée particulièrement digne d'être encouragée. Depuis 2010, la Ville a choisi d'enrichir son fonds photographique par l'acquisition de tirages provenant de la série primée.

La lauréate 2017 est Jennifer Niederhauser Schlup, d'origine suisse vivant et travaillant à Lausanne.

La Ville de Montpellier a choisi d'acquérir six photographies, signées et numérotées, de la série *Do you really believe they put a man on the moon ?*

« *Le 12 mars 1908 eut lieu le premier vol d'une machine plus lourde que l'air dans l'hémisphère Ouest. L'appareil s'arracha à la surface gelée du lac Keuka, aux Etats-Unis, et resta suspendu durant 20 secondes, avant d'être déséquilibré et de s'écraser. De cet événement, la photographe a créé un conte utopique laissant entrevoir un horizon d'espoir et de solidarité collectif. Au travers d'archives visuelles et textuelles, de par la fabrication d'outils inutiles, Jennifer Niederhauser Schlup nous interpelle et nous questionne à propos de: "croyez-vous vraiment qu'on a envoyé un homme sur la Lune?"* », extrait de publication des

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la signature du contrat de vente des photographies, joint en annexe, pour un montant global net de 2 500 € TTC ;
- D'imputer la dépense sur le budget 2017 de la Ville, fonction 903 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 62

Contre : 2 (Audrey LLEDO avec la procuration de France JAMET)

Abstention :

Adopté à la majorité.

**25. Maison des Chœurs
Rénovation de la toiture
Déclaration préalable de travaux**

La Maison des Chœurs ou anciennement chapelle Saint-Charles, sise place Albert 1^{er} à Montpellier a été construite sur ordre de Louis XIV en 1678, agrandie et remaniée par Jean Giral en 1751 puis par Jacques Nogaret.

Elle a été classée monument historique en 1947 et reconvertie en espace d'accueil des chœurs de Montpellier.

Il apparaît aujourd'hui que la toiture, qui n'avait pas été rénovée lors de la précédente campagne de travaux, présente d'importants désordres occasionnant des fuites. Aussi, il convient de procéder à des travaux de remise en état.

Ces travaux seront effectués par l'entreprise titulaire du marché à bons de commande attribué par la Ville pour un montant 145 000€ TTC. Cette somme est inscrite au budget primitif 2017 de la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la réalisation des travaux de rénovation de toiture de la Maison des Chœurs ;
- d'autoriser le dépôt d'un dossier de déclaration préalable auprès des services de la Direction de l'Urbanisme Opérationnel de la Ville ;
- de demander les subventions les plus larges possible auprès des organismes compétents ;
- de dire que la dépense est inscrite au BP 2017, chapitre 903 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 64

Contre :

Abstention :

Adopté à l'unanimité.

Madame Françoise BONNET sort définitivement de séance et donne procuration à Monsieur Hervé MARTIN.

26. Contrat d'exposition entre l'Agence Muséo et la Ville de Montpellier Exposition Francis HALLE

Dans le cadre d'un partenariat, la Ville de Montpellier, Parc de Lunaret, souhaite organiser l'exposition Francis HALLE - 50 ans d'exploration en forêt tropicale pour la période du 29 avril au 31 août 2017.

Il s'agit d'une exposition autobiographique de photographies sur des bâches qui relatent les 50 ans d'exploration en forêt tropicale de Monsieur Francis HALLE.

A ce titre, l'Agence MUSEO, société d'Edition, fournit gratuitement à la Ville les fichiers nécessaires à l'organisation de cette exposition ; celle-ci s'engageant à promouvoir l'exposition.

L'Agence MUSEO sise 9, rue des Prunus 34230 PLAISSAN, titulaire des droits d'auteur, cède temporairement les droits de représentation publique, d'exposition, de reproduction et de communication publique au profit de la Ville de Montpellier.

L'Agence MUSEO autorise la Ville de Montpellier à présenter publiquement le contenu des fichiers dans le cadre de la présente exposition. Le contrat ne comporte pas de transfert de propriété.

En conséquence il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le contrat d'exposition avec l'agence Museo tel que joint en annexe ;
- D'autoriser la signature dudit contrat ainsi que de tout document relatif à cette affaire par Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué ;

Pour : 66

Contre :

Abstention :

Adopté à l'unanimité.

27. AFFAIRE RETIREE

28. Permis de construire n° 34172 16 V0335

Clinique médico-sociale Beau Soleil

Désignation d'un membre du Conseil municipal pour délivrer un permis de construire

(Article L. 422-7 du code de l'urbanisme)

La clinique médico-sociale Beau Soleil, sise 119 avenue de Lodève, a déposé un permis de construire référencé sous le numéro PC 34172 16 V0335 pour l'aménagement et l'extension de son établissement.

De par son activité professionnelle privée, Monsieur le Maire peut être intéressé au projet au sens de l'article L. 422-7 du code de l'urbanisme qui fixe les dispositions suivantes : « Si le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale est intéressé au projet faisant l'objet de la demande de permis ou de la déclaration préalable, soit en son nom personnel, soit comme mandataire, le Conseil municipal de la commune ou l'organe délibérant de l'établissement public désigne un autre de ses membres pour prendre la décision. »

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de désigner, conformément aux dispositions de l'article L. 422-7 du code de l'urbanisme, un autre membre du Conseil municipal, pour signer le permis de construire déposé par la clinique médico-sociale Beausoleil et enregistré sous le numéro PC 34172 16 V0335.

Monsieur le Maire : Je vous propose la candidature de Max LEVITA ; je ne prends pas part au débat et je ne prends pas part au vote.

Pour : 60

Contre : 2 (Audrey LLEDO avec la procuration de France JAMET)

Abstention :

Ne prennent pas part au vote : 2 (Philippe SAUREL avec la procuration de Mustapha MAJDOUL)

Adopté à la majorité.

A été élu : Max LEVITA

29. Modification du Mémoire d'entente sur le Partenariat Educatif International

La délibération 2017/19 du 26 janvier 2017 a validé l'autorisation de dénommer un nouveau groupe scolaire « Montpellier » à Chengdu et de poursuivre l'entente sur le partenariat éducatif international entre la Ville de Chengdu et celle de Montpellier.

Cette volonté s'inscrit dans le prolongement de la convention tripartite entre le Bureau de l'Education de la Ville de Chengdu, la Ville de Montpellier et le Rectorat de l'Académie de Montpellier signée en 2012 et renouvelée en 2014.

Afin de réaffirmer la volonté commune de renforcer les échanges et la coopération dans le domaine de l'éducation préscolaire et élémentaire entre les villes, la Ville de Chengdu propose de s'engager à la fois avec le Comité Administratif de la Zone HI-Tech et avec le gouvernement populaire du District WUHOU de la Ville de Chengdu, au travers des deux accords distincts.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- De signer les nouveaux Mémoires d'Entente sur le Partenariat Educatif International entre la Ville de Montpellier et le Comité Administratif de la Zone HI-Tech de la Ville de Chengdu et sur le même thème entre la Ville de Montpellier et le gouvernement populaire du District WUHOU de la Ville de Chengdu,
- D'autoriser M. le Maire à prendre tous les actes relatifs à ces activités de nature internationale.

Pour : 62

Contre :

Absentions : 2 (Audrey LLEDO avec la procuration de France JAMET)

Adopté à l'unanimité des exprimés.

30. Pose d'une plaque commémorative en hommage au poète espagnol, Juan Meléndez Valdés, à l'occasion du bicentenaire de sa mort, sur la façade de l'immeuble sis 11 rue des soldats

Juan Meléndez Valdés, poète, juriste et homme politique du 18^e siècle, est né le 11 mars 1754 à Ribera del Fresno (Badajoz). Il a été l'un des plus importants poètes espagnols du XVIII^e siècle, considéré comme l'un des précurseurs du courant romantique. Il fut aussi professeur de sciences humaines à l'université de Salamanque, juge de la chancellerie royale de Valladolid et avocat général à la Cour Suprême de Madrid.

Intellectuel espagnol culturellement et idéologiquement proche des idées des philosophes du siècle des lumières, il sera nommé Conseiller d'Etat et Ministre de l'instruction publique après la renonciation de Ferdinand VII et de Charles IV sous les pressions de Napoléon. Suite à la défaite de celui-ci, il s'exile dans le Sud de la France.

Il est mort, le 24 mai 1817, à Montpellier, après avoir séjourné à Montferrier sur Lez. Il repose désormais dans son pays, aux côtés de Goya, dans le Panthéon des Hommes illustres au cimetière de San Isidro.

Soutenus par le Consul Général d'Espagne à Montpellier, les professeurs d'espagnol du Lycée Joffre ont eu l'initiative, de rendre hommage à ce poète et représentant du siècle des Lumières.

A l'occasion du bicentenaire de sa mort, et au nom de la culture de la mémoire commune France-Espagne, la Ville de Montpellier propose l'installation d'une plaque commémorative sis 11 rue des Soldats, dans le quartier Gambetta, avec l'accord des copropriétaires sur la façade de l'immeuble où il décéda.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'adopter cette proposition de pose d'une plaque commémorative ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 64

Contre :

Abstention :

Adopté à l'unanimité.

31. Jumelage - Coopération jardins botaniques - Mission Salerne (Italie) - deuxième semestre 2017 - Participation à la rencontre autour du thème des jardins botaniques avec Kos (Grèce), Salerne (Italie) et Uppsala (Suède)

La Ville de Montpellier et la Ville de Kos en Grèce ont signé un accord de jumelage en 1962. Cet engagement a été renouvelé le 3 septembre 2012 en signant un nouvel accord de coopération ayant pour objectif de poursuivre et renforcer le développement des relations amicales et les échanges d'expertise dans les différentes sphères d'intérêt commun.

La Fondation Hippocratique Internationale de Kos, la municipalité de Kos, la municipalité de Salerno en Italie et la municipalité d'Uppsala en Suède ont pour projet commun la mise en œuvre d'un programme au niveau européen visant la valorisation et la mise en avant des jardins botaniques hippocratiques des régions méditerranéennes.

La Ville de Kos sollicite la participation de la Ville de Montpellier à ce programme européen afin de promouvoir les jardins botaniques et les plantes méditerranéennes, mais également de participer au rapprochement des différentes municipalités. Une rencontre est ainsi prévue au cours du deuxième semestre 2017 à Salerno en Italie.

La participation de la Ville permettrait également d'associer à cet événement les autorités compétentes telles que l'Université de Montpellier et notamment le Jardin Botanique et les associations concernées.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'accorder à Monsieur le Maire et à un Adjoint Délégué, un mandat spécial pour le déplacement à Salerno en Italie au cours du deuxième semestre 2017 ;
- D'autoriser le déplacement d'administratifs ;
- D'autoriser la participation de la Ville de Montpellier au projet de valorisation et de mise en avant des jardins botaniques Hippocratiques ;
- D'autoriser M. le Maire ou à défaut à l'Adjoint Délégué à prendre tous les actes relatifs à ces activités de nature internationale ;
- De prélever les dépenses inhérentes à ce déplacement sur le budget de la Direction Attractivité, Tourisme et Relations Internationales (chapitre 920).

Pour : 60

Contre : 2 (Audrey LLEDO avec la procuration de France JAMET)

Absentions : 2 (Anne BRISSAUD avec la procuration de Cédric DE SAINT JOUAN)

Adopté à la majorité.

32. Participation d'une artiste montpelliéraine au Festival International des Musiques Jeunes des Villes Jumelles de Chengdu du 26 juillet au 1^{er} août 2017

Chengdu, Ville jumelle de Montpellier depuis maintenant 36 ans, organise depuis quelques années « le Festival International des Musiques Jeunes des Villes Jumelles » qui se déroulera, cette année, du 26 juillet au 1^{er} août 2017.

Fête annuelle de la Musique, cet événement organisé par le Bureau des Affaires Etrangères de la Ville de Chengdu a pour objectif de favoriser les échanges internationaux et d'offrir une plateforme aux jeunes artistes et musiciens des pays invités. Il permet également la promotion des talents artistiques dans les domaines suivants : chant, danse et musique....

La Ville de Chengdu sollicite la Ville afin de représenter Montpellier à cet événement en sélectionnant un artiste local. La Ville de Chengdu prendra en charge l'ensemble des frais sur place tel que le logement, les transports et la restauration, restera à la charge de la Ville de Montpellier, le transport aérien.

L'Espace Montpellier Jeunesse a sélectionné Madame Sophie THOMAS, actuellement en résidence d'artiste en Islande, afin de participer à cet événement international.

Artiste électro-pop, elle associe dans ses compositions le chant, le travail vidéo développant ainsi une

démarche singulière et novatrice au service d'un univers contemplatif vissé à la thématique géologique et minérale, à la croisée des chemins analogiques, numériques et organiques.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la prise en charge du déplacement de Madame Sophie THOMAS à Chengdu du 26 juillet au 1er août 2017 ;
- D'imputer les dépenses inhérentes à ce déplacement sur le budget de la Direction Attractivité, Tourisme et Relations Internationales pour un montant de 3 500 euros (chapitre 920) ;
- D'autoriser M. le Maire à prendre tous les actes relatifs à cette affaire de nature internationale.

Pour : 60

Contre : 2 (Audrey LLEDO avec la procuration de France JAMET)

Absentions : 2 (Anne BRISSAUD avec la procuration de Cédric DE SAINT JOUAN)

Adopté à la majorité.

33. Tarifs 2017 pour la Ville de Montpellier - Modifications et compléments relatifs à la tarification des activités des Maisons Pour Tous

Détail des tarifs pour l'année scolaire 2017/2018 – Applicables à compter du 04/09/2017

Les Maisons pour tous de Montpellier proposent environ 600 activités dans des domaines variés : activités artistiques, sportives, culturelles, scientifiques, cours de langue, etc.

❖ Inscription dans les Maisons pour tous

Lors de cette inscription unique, pour l'ensemble des Maisons pour tous une carte nominative sera délivrée pour accéder aux activités des Maisons pour tous encadrées par les animateurs de la Ville ou par les associations partenaires dans le cadre du programme régulier et ponctuel.

Le dossier d'inscription est à renouveler pour chaque saison au mois de septembre.

Cartes d'abonnement :	Tarifs
Adulte	7,00 €
Enfant (-18ans)	3,50 €

Les activités jardins partagés, club et EPI sont ouvertes aux détenteurs de carte d'abonné uniquement (pas de cotisation annuelle).

❖ Les cotisations annuelles pour les activités

Activités collectives :	Tarifs
Tarification pour 30 séances (minimum) de 1h/semaine (jusqu'aux vacances scolaires)	135 €
Tarification par tranche de 30 minutes supplémentaire par séance hebdomadaire	40 €
Réduction comité d'entreprises (COSC ...)	20%

Réductions accordées	
Etudiant	50 %
Bénéficiaires des allocations insertion, solidarité spécifique, supplémentaire de retraite, parent isolé, revenu minimum d’insertion,	
Adhérents de la GEM (Groupe d’Entraide Mutuelle)	
Personnes handicapées ou invalides sur présentation d’une carte d’invalidité de 80% minimum	
Réductions pour les familles nombreuses :	
Pour les enfants de familles de 3 enfants	30%
Pour les enfants de familles de 4 enfants	40%
Pour les enfants de familles de 5 enfants	50%
<i>Pour les inscriptions en cours d’année, il sera appliqué le plein tarif jusqu’à octobre puis une cotisation calculée au prorata temporis à compter de novembre des mois restants à faire jusqu’à la fin de la session.</i>	

Ateliers individualisés annuels :	Musique	Musique + Solfège
Tarification cours de musique individualisé à 1 élève (30 séances d'1 heure)	500 €	580 €
Tarification cours de musique à 2 élèves (30 séances d'1 heure)	380 €	460 €
Tarification cours de musique à 3 élèves (30 séances d'1 heure)	250 €	330 €

Condition de remboursement :

Le remboursement se fera aux conditions suivantes : cessation de l'activité de la part de la MPT, raison médicale de l'utilisateur, changement d'emploi du temps professionnel de l'utilisateur, déménagement de l'utilisateur, perte d'emploi des usagers (à la date de prise d'effet de la nouvelle situation) et sur présentation des justificatifs afférents.

❖ Les cotisations ponctuelles pour les activités

Soirées et animations organisées en MPT :	Tarifs
Tarif animations / spectacles divers / personne	2 €
Supplément transport hors TAM	3 €
Supplément repas	2 €
Supplément location diverses matériels et/ou prestation externe	2 €
Supplément entrée billetterie égale ou supérieure à 10€	2 €

Stages :	Tarifs
Tarification / heure (sans fourniture consommable)	1 €
Tarification / heure (avec fourniture consommable)	2 €

Atelier individualisé :	Tarifs
Tarification initiation atelier individualisé (cours dispensé par animateurs MPT de 1 à 4 personnes) / la séance	5 €

Labo Photo Boris Vian :	Tarifs
Tarification / séance	3 €

Studio d'enregistrement de Léo Lagrange :	Tarifs
Tarification / heure	15 €

Une gratuité de certains événements sera appliquée selon les projets spécifiques des Maisons pour tous. Les autres tarifs relatifs à l'occupation du domaine public restent inchangés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les modifications des tarifs des Maisons pour tous ;
- De préciser qu'ils seront applicables au 04/09/2017 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur le Maire adjoint délégué de signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 64

Contre :

Abstention :

Adopté à l'unanimité.

34. Exercice 2017 - Fonds de concours entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole réalise au titre de ses compétences des opérations de voirie sur le territoire de la ville.

Ces opérations de voirie contribuent à l'amélioration du cadre de vie des habitants de la ville de Montpellier et participent au développement et à l'aménagement de son territoire.

A ce titre, la ville de Montpellier prendra en charge une partie du financement 2017 de la réalisation de ces opérations par le versement d'un fonds de concours à la Métropole.

En effet, en application des articles L 5217-7 et L 5215-26 du Code Général des Collectivités Territoriales, celui-ci sera versé à Montpellier Méditerranée Métropole après accords concordants, exprimés à la majorité simple du Conseil municipal et du Conseil métropolitain.

Le montant total des fonds de concours qui peuvent être perçus par Montpellier Méditerranée Métropole, au titre de ces opérations, ne peut excéder la part de financement assurée, hors subvention, par la Métropole.

Dans ce cadre, le montant du fonds de concours 2017, établi en fonction du budget prévisionnel des opérations telles que défini dans le projet de convention joint en annexe, s'élève à 5 038 535€. Il se décompose comme suit :

Opérations	Montant HT	Montant du Fonds de concours	Taux
Programme de maintenance Eclairage public	2 072 500.00	1 015 525.00	49%
Programme de maintenance Voirie	4 862 500.00	2 382 625.00	49%

Programme de maintenance Pluvial	475 000.00	232 750.00	49%
Programme de maintenance Gestion Modale des Déplacements et Gestion des Milieux Aquatiques et des Ouvrages Hydrauliques	1 355 833.33	664 358.33	49%
Montpellier au quotidien Voirie	750 000.00	367 500.00	49%
Montpellier au quotidien Eclairage public	83 333.33	40 833.33	49%
Campus – Parvis Pierre Mauroy – Fac de médecine	300 000.00	49 110.00	16.37%
Campus – Parvis Georges Richard – Pôle Chimie	208 333.33	102 083.33	49%
Campus – Auguste Fliche	83 333.00	40 833.33	49%
Grand rue Jean Moulin	291 666.67	142 916.67	49%

Le montant du fonds de concours sera réévalué en fonction du coût définitif HT de l'opération tel qu'il résulte du décompte général des opérations dans les mêmes proportions que pour le financement initial mentionné ci-dessus.

Le projet de convention de fonds de concours détermine notamment les modalités de versement par la commune.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- approuver le versement d'un fonds de concours d'un montant prévisionnel de 5 038 535€, pour la réalisation des opérations définies ci-dessus,
- approuver la convention définissant les modalités de mise en œuvre de ce fonds, jointe en annexe,
- autoriser Monsieur le maire à signer la convention après approbation concordante de la ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi que l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

Pour : 62

Contre :

Absentions : 2 (Audrey LLEDO avec la procuration de France JAMET)

Adopté à l'unanimité des exprimés.

35. Autorisation accordée à la Trésorerie municipale dans le cadre du recouvrement des recettes de la Ville de Montpellier

L'article R1617-24 du Code Général des Collectivités Territoriales, prévu par le Décret n° 2009-125 du 03/02/2009, précise que l'ordonnateur peut autoriser, temporairement ou de manière permanente, l'émission des commandements de payer et les actes de poursuites subséquents, selon des modalités qu'il arrête, après avoir recueilli l'avis du comptable.

Ce dispositif vise à simplifier les procédures de recouvrement à l'encontre des débiteurs des collectivités territoriales et des établissements publics locaux.

Par délibération n° 367 du 24 juillet 2014, le Conseil municipal a accordé une autorisation permanente à la Trésorière municipale pour les recouvrements par Opposition à Tiers Détenteur inférieurs à 300 €.

Afin de simplifier le recouvrement des titres et d'harmoniser les procédures entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, il est proposé d'accorder à la Trésorière municipale une autorisation permanente pour les recouvrements par Opposition à Tiers Détenteur inférieurs à 2 000 €.

Les autres dispositions de la délibération n° 367 du 24 juillet 2014 restent inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'accorder une autorisation permanente à la Trésorière municipale pour les recouvrements par Opposition à Tiers Détenteur inférieurs à 2 000 €, ceux supérieurs à 2 000 € continueront de nécessiter une autorisation de l'ordonnateur.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 60

Contre : 2 voix (Audrey LLEDO avec la procuration de France JAMET)

Abstention :

Adopté à la majorité.

36. Attributions et modification d'attribution de subventions - Exercice 2017

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

1) Attributions de subventions :

○ Dans le cadre de la thématique **JEUNESSE & SPORTS** :

- BOURSE ANIMATION JEUNES

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
1281	KAÏNA	Projet	AVOIR 20 ANS AUTOUR DU MONDE	3 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1937, nature 6574, chapitre 924

○ SPORTS

Code	Structure	Type	Montant
2260	MONTPELLIER CLUB HANDISPORT	Fonctionnement	15 200 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25722, nature 6574, chapitre 924

○ Dans le cadre de la thématique **REUSSITE EDUCATIVE**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
------	-----------	------	-----------------	---------

551	OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE DE L'HERAULT	Fonctionnement		2 000 €
6002	USEP MALBOSC	Projet	CLASSE DECOUVERTE	5 750 €
6004	COOPERATIVE SCOLAIRE ECOLE JULES SIMON	Projet	OFFRES CULTURELLES	1 152 €
TOTAL				8 902 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922

○ Dans le cadre de la thématique **INTERNATIONAL**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
390	CENTRE CULTUREL ITALIEN SOCIETA DANTE ALIGHIERI	Projet	L'EUROPE ET LA QUESTION DES REFUGIES	500 €
548	EURO-GRECE FRANCE	Fonctionnement		1 000 €
548	EURO-GRECE FRANCE	Projet	FÊTE NATIONALE	700 €
5314	COMITE HERAULT CUBA COOPERATION	Projet	ECHANGES AUTOUR DE L'AGRICULTURE BIO	1 000 €
TOTAL				3 200 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1350, nature 6574, chapitre 920

○ Dans le cadre de la thématique **SOCIAL** :

- LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
4786	FIERTE MONTPELLIER PRIDE	Fonctionnement		6 500 €
4786	FIERTE MONTPELLIER PRIDE	Projet	MARCHE DES DIVERSITES	5 000 €
TOTAL				11 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1398, nature 6574, chapitre 925

- SOLIDARITE

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
4773	DEFI - DEVELOPPEMENT, FORMATION, INSERTION	Fonctionnement		8 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21497, nature 6574, chapitre 925

- COHESION SOCIALE

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
1281	KAÏNA	Projet	LE JOURNAL DE QUARTIER	2 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21498, nature 6574, chapitre 925

- DROITS DES FEMMES

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
1909	CENTRE D'INFORMATION DES DROITS DES FEMMES ET FAMILLES - CIDFF	Investissement	ACHAT DE LOCAUX ESPACE EMPLOI AU FEMININ	20 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 20422, chapitre 905

2) Modification d'attribution de subventions :

Par délibération n°2017/62 du 23 février 2017, la Ville de Montpellier a attribué une subvention pour le projet « JOURNAL DE CYCLE 3 » d'un montant de 1 500 € à l'association COOPERATIVE SOCLAIRE OCCE ANTIGONE. Suite à un changement statutaire survenu suite à l'affiliation à l'OCCE 34, il y a lieu de modifier l'attribution de la subvention comme suit :

Code	Structure	Type	Titre	Montant
551	OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE DE L'HERAULT	Projet	JOURNAL DE CYCLE 3	1 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2017 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 72 802 € ;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 62

Contre :

Absentions : 2 (Audrey LLEDO avec la procuration de France JAMET)

Adopté à l'unanimité des exprimés.

37. Convention de Gestion de Service de la Ville de Montpellier au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole : Maintenance des Véhicules - Avenant n°1

Par délibération n° 2015/584 approuvée en Conseil municipal du 17 décembre 2015 et conformément aux articles L5217-7 et L5215-27 du Code général des collectivités territoriales en application desquels une Métropole peut confier à une de ses communes membres la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont conclu, pour une durée de deux ans (renouvelable dans la limite d'une durée maximale de 5 ans), une convention de gestion portant sur l'entretien par la Ville de la flotte de véhicules de la Métropole.

Afin de procéder à une uniformisation des modalités de calculs utilisées dans les conventions conclues entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, il est proposé d'actualiser l'article 2 –

Périmètre de la convention et l'article 7 - Modalités financières, comptables et budgétaire de ladite convention. Ces articles prévoyant une actualisation annuelle possible par avenant.

Concernant la modification de l'article 2, il est proposé d'étendre le périmètre des véhicules de Montpellier Méditerranée Métropole dont la maintenance est confiée au Parc Auto de la Ville de Montpellier à l'ensemble du parc et plus seulement à une liste limitative de véhicules.

Concernant la modification de l'article 3, il est proposé un ajustement du taux horaire utilisé pour la refacturation auprès de Montpellier Méditerranée Métropole. Après recalcul sur la base du compte administratif 2016, ce taux horaire passe de 44 € à 39 €.

Les autres dispositions restent inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Autoriser la signature de l'avenant n°1 à la convention de gestion de service de la Ville de Montpellier au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole portant sur la maintenance des véhicules ainsi que tous documents afférents ;
- Autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Madame Audrey LLEDO : Vous allez de plus en plus vite. Vous avez certainement beaucoup de choses à faire après le Conseil municipal. Par contre, il est important que l'on puisse voter les affaires. Nous sommes là pour ça. Vous ne nous laissez pas le temps de voter, Monsieur le Maire. C'est incroyable ! Nous n'avons pas le temps de lever la main, nous n'avons pas le temps de voter, nous n'avons pas le temps d'intervenir. Que fait-on là ?

Monsieur le Maire : Allez-y, parlez !

Madame Audrey LLEDO : Je souhaiterais m'abstenir pour l'affaire 34, voter contre l'affaire 35, et pour l'affaire 36...

Monsieur le Maire : Mais vous dormez, ce n'est pas possible !

Madame Audrey LLEDO : J'ai levé la main et vous avez dit « pour ». Vous ne m'avez même pas vue. Pour l'affaire 36, vous n'accordez pas de vote par division.

Monsieur le Maire : Attendez, je refais voter.

Affaire 34 : deux abstentions.

Affaire 35 : deux contre.

Affaire 36.

Madame Audrey LLEDO : Pas de vote par division ? Abstention.

Monsieur le Maire : Affaire 37.

Pour : 64

Contre :

Abstention :

Adopté à l'unanimité.

38. Convention de servitude - Raccordement réseau des Eaux Pluviales de la crèche Cambon - Autorisation de signer la convention

La crèche Cambon, située dans l'ensemble immobilier Central Parc sur le parvis de l'Hôtel de ville, a été plusieurs fois inondée lors de forts épisodes Cévenols.

Les investigations menées par les services de la Ville, font apparaître que pour remédier à cette situation, il convient de dévier le réseau des Eaux Pluviales de la crèche vers le réseau EP le plus proche, situé dans un local voisin du parking de la copropriété « Central Parc ».

Par conséquent la Ville souhaite conclure une convention de servitude pour le raccordement du réseau EP de la crèche Cambon sur le réseau EP de la copropriété « Central Parc ».

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la Ville à signer une convention de servitude avec les représentants de la copropriété « Central Parc » pour le raccordement du réseau des Eaux Pluviales de la crèche Cambon au réseau EP de la copropriété « Central Parc ». Cette servitude est consentie à titre gratuit.
- D'autoriser le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 64

Contre :

Abstention :

Adopté à l'unanimité.

39. Projet de Protocole de transaction pour les travaux de réfection de la Crèche Rue Boussinesq suite à des malfaçons en vue de son ouverture le 1er janvier 2018 - Approbation

Par acte notarié en date du 22 octobre 2012, la Ville de Montpellier a acquis de la société Eiffage Immobilier Méditerranée par le biais d'une vente en l'état futur d'aménagement (VEFA), des lots situés dans l'opération dite « Villa Juliette », situés à l'angle des rues Amaryllis et Boussinesq à Montpellier, en vue de la création d'une crèche.

Ces lots consistent en des locaux bruts et en la jouissance exclusive et privative de jardins, cours et terrasses de locaux extérieurs situés en rez-de-chaussée.

En 2014, après deux tentatives de réception infructueuses compte tenu de nombreuses réserves émises par la Ville, la réception a pu finalement avoir lieu le 22 décembre, et le procès-verbal de réception établi, mais à l'exception de certaines prestations énumérées en annexe du PV qui ont fait l'objet de réserves.

Postérieurement, d'autres désordres étant constatés dans la cour, la Ville a adressé un courrier à la Société Eiffage Immobilier Méditerranée constituant une liste des interventions à réaliser.

Il s'est avéré que les travaux à réaliser nécessitant une expertise, la Ville de Montpellier a saisi en référé le Président du Tribunal de Grande Instance de Montpellier aux fins de la voir désigner un expert.

Par une ordonnance en date du 20 octobre 2016, un expert a été désigné en la personne de Monsieur

FLECHON.

Lors des premières réunions d'expertise sur le site, il est apparu que les désordres, consistant en de nombreuses fissures et déplacements de la dalle et des sols extérieurs des constructions provenaient de l'affaissement et l'effondrement partiels des remblais servant de support.

Ces travaux de terrassement et remblaiement avaient été confiés par la société Eiffage Immobilier Méditerranée à la société Eiffage Construction Languedoc Roussillon et cette dernière les a elle-même sous-traités à la société AXI.

Il est apparu au regard de cette chaîne d'intervention de plusieurs sociétés qu'une recherche en responsabilité de chacune d'entre elles reporterait nécessairement la résolution de ce litige et la reprise des travaux à une date lointaine et incertaine.

La société Eiffage Immobilier Méditerranée a donc proposé à la Ville de Montpellier de prendre en charge sans plus attendre, et sans rechercher la responsabilité des autres intervenants à l'acte de construire, l'ensemble des travaux de reprise des malfaçons et désordres constatés.

Cette proposition a été acceptée dans son principe au regard de l'urgence à réaliser les travaux nécessaires avant l'ouverture de la crèche le 1^{er} janvier 2018 dès lors que les travaux à réaliser ont été validés dans ses notes aux parties par l'expert désigné.

Compte tenu de la programmation contrainte liée à l'ouverture de la crèche : mise en place des sols souples et jeux par les services de la Ville (6 semaines) et de la période préparatoire de mise à disposition des lieux au gestionnaire de la crèche, les travaux de reprise des malfaçons et désordres devront être achevés au plus tard début septembre 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver sur ces bases, le principe d'une transaction avec la Société Eiffage Immobilier Méditerranée permettant de réaliser sans attendre les travaux préconisés par l'expert judiciaire dans ses premières notes aux parties, formalisée dans le protocole joint en annexe ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'adjoint délégué à signer la transaction permettant de formaliser l'accord entre les parties.

Pour : 64

Contre :

Abstention :

Adopté à l'unanimité.

40. Mise à disposition de salles municipales à tarif réduit ou gratuit

La Ville de Montpellier met à disposition chaque année des salles municipales pour un grand nombre d'associations.

Le Conseil municipal du 15 décembre 2016 a validé lors de sa séance une grille tarifaire pour la mise à disposition de celles-ci, et il lui appartient de se prononcer au cas par cas sur les aspects financiers liés à ces occupations.

La délibération du 15 décembre 2016 prévoit :

- La gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire (sous réserve de justification de partenariat avec des associations caritatives ou humanitaires)

et pour les structures locales des organisations syndicales représentatives de la collectivité.

- Un demi-tarif pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et entraînant des recettes.
- Un forfait de base pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et les établissements publics ou assimilés n'entraînant pas des recettes.

Il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur la gratuité ou le tarif réduit pour les associations, structures ou demandeurs privés dans le cadre de la délibération du 15 décembre 2016 ou hors de ce cadre.

Cette occupation à titre gratuit ou à tarif réduit constitue toutefois une redevance en nature, qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes du bénéficiaire que dans le budget de la Ville.

A cet effet, le tableau ci-après indique le nom du demandeur, la salle, la date de mise à disposition et le montant valorisable de cette mise à disposition pour 38 structures, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 94 250 €.

Date	SALLE	Organisme	Tarif de la salle	Tarif appliqué	Valorisation
03/05 et 21/06/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Compagnie des Experts près de la Cour Administrative d'Appel de Marseille	630	61	569
16/05/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Famille Santé Prévention	315	157,5	157,5
19/05/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Association Nationale des Membres de l'Ordre National du Mérite	315	30,5	284,5
22/05/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Les Amis du Monde Diplomatique	315	30,5	284,5
29/05/2017	Salle Guillaume de Nogaret	ESPOIR MEDITERRANEEN	315	30,5	284,5
du 2 au 5/06/17	SALLE DES RENCONTRES	ECHECS CLUB MONTPELLIER	11500	306	11194
06/06/2017	SALON DU BELVEDERE	AVF Montpellier (Accueil des Villes Françaises Montpellier)	315	30,5	284,5
09/06/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	IPESAA	450	30,5	419,5
09/06/2017	SALON DU BELVEDERE	Les Amis du Monde Diplomatique	315	30,5	284,5
10/06/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Association des Béninois de Montpellier	315	157,5	157,5
10/06/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Etoile Solidaire	450	30,5	419,5
du 12 au 23/06/2017	SALLE PETRARQUE	Université du Tiers Temps	7930	396,5	7533,5
13/06/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Famille Santé Prévention	315	157,5	157,5
14/06/2017	Salle Guillaume de Nogaret	ADMR Montpellier Ouest	315	30,5	284,5
14 et 15/06/2017	CENTRE RABELAIS	Indigo d'Oc	2650	102	2548
15/06/2017	Salle Guillaume de Nogaret	ADMR Montpellier Est	315	30,5	284,5
16/06/2017	Salle Guillaume de Nogaret	cercle de diffusion de la pensée libertaire	315	30,5	284,5
19/06/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Feu liquide	315	30,5	284,5
26/06/2017	SALLE PETRARQUE	Centre Communautaire et Culturel Juif	610	30,5	579,5
01/07/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Club sportif des sourds	315	30,5	284,5
01/07/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Institut Confucius	450	30,5	419,5
du 3/07 au 15/09/2017	Salle exposition de l'Hôtel de Ville	Agence Etincelle	35310	0	35310
02/07/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Association Culturelle de Bienfaisance de Montpellier	610	61	549
03/07/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement	450	30,5	419,5
04, 05 et 06/07/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Collaborating Academics	1350	675	675
06/07/2017	Salle Guillaume de Nogaret	ADMR Montpellier Ouest	315	30,5	284,5
06/07/2017	SALLE PETRARQUE	FIERTE MONTPELLIER TIGNES PRIDE	610	30,5	579,5
11/07/2017	SALLE PETRARQUE	Faculté de Droit et Science Politique	610	30,5	579,5
12/07/2017	SALLE PETRARQUE	Chaire UNESCO	610	30,5	579,5
18/07/2017	SALLE PETRARQUE	Laboratoire LIRMM	610	30,5	579,5
02/07/2017	Salle Jules PAGEZY	IRSTEA	2000	102	1898
04 au 06/07/2017	Salle de réceptions Grammont	Université de Montpellier-Service commun de documentation	6120	153	5967
23/06 et 07/07/2017	Salle Jules PAGEZY	Ecole de Danse Onohei	3260	866	2394
15 au 22/07/2017	Salle Jules PAGEZY	ECHECS CLUB MONTPELLIER	13410	459	12951
28 au 30/07/2017	Salle Guillaume de Nogaret	SMASH	1240	493	747
29/07/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Association des Libériens du Sud	450	30,5	419,5
08 et 22/08/2017	SALLE PETRARQUE	A portée d'Arts	1220	61	1159
25/08/2017	SALLE PETRARQUE	Chemin des Cimes	610	30,5	579,5
26/08/2017	Salle Jules PAGEZY	Chemin des Cimes	1630	51	1579
TOTAL =			99180	4930	94250

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le tableau précisant les structures bénéficiaires de mise à disposition de salles municipales à titre gratuit ou à tarif réduit ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 60

Contre : 2 voix (Audrey LLEDO avec la procuration de France JAMET)

Abstention :

Adopté à la majorité.

41. Maintenance, entretien et dépannage des équipements de production de froid Marché à Procédure Adaptée - Autorisation de signer la convention constitutive du groupement de commandes publiques entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

Depuis le 1er janvier 2003, les services de la Ville de Montpellier assurent par convention, l'entretien et la maintenance des équipements climatiques des bâtiments transférés à la Métropole.

Le 1er janvier 2008, cette convention a été étendue à une partie de son patrimoine propre. La maintenance, l'entretien et le dépannage des équipements de production de froid sont confiés par le service Energie de la Ville de Montpellier à un prestataire de service.

Dans le cadre de l'achat de prestations de services relatives à « la maintenance, l'entretien et le dépannage des équipements de production de froid », il apparaît pertinent que la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole disposent du même prestataire pour réaliser la maintenance préventive, d'une part et la maintenance curative, d'autre part.

Un groupement de commandes publiques a été établi entre les deux collectivités en 2015, ce qui a permis l'attribution d'un marché dont la durée prend fin au 31 décembre 2017.

Ainsi, il est nécessaire de reconstituer un groupement de commandes publiques entre les deux collectivités selon la convention annexée à la présente décision.

L'objectif est d'autoriser l'établissement d'un groupement de commandes conformément à l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

La Ville de Montpellier est proposée coordonnatrice de ce groupement. Elle est chargée de lancer une consultation en procédure adaptée ouverte soumise aux dispositions de l'article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 (ci-après « le Décret »).

Cette consultation sera passée en application de l'article 78 et 80 du Décret, relatif aux accords-cadres.

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande avec maximum et un opérateur économique. La durée est de 1 an à compter du 1er janvier 2018 (ou de la notification si celle-ci est postérieure), jusqu'au 31 décembre 2018. Il est reconductible 2 fois tacitement soit : 2019 et 2020.

Ce marché est composé d'un lot unique dont les montants sont répartis comme suit :

- Ville de Montpellier : 50 000 € par an maximum
- Montpellier Méditerranée Métropole : 15 000 € par an maximum

La dépense sera imputée sur le budget principal de la Ville de Montpellier, tous chapitres.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'accepter le principe de lancement d'un marché à procédure adaptée pour couvrir les besoins exposés ci-dessus ;
- D'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, convention aux termes de laquelle la Commune de Montpellier est proposée coordonnatrice du groupement et aura en charge la passation, l'attribution, la signature et la notification du marché ;

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 64

Contre :

Abstention :

Adopté à l'unanimité.

42. Protocole transactionnel Ville de Montpellier/ SEPM Rockstore/ SA3M/ Monsieur Sifer et Madame Rosa

Monsieur SIFER et Madame ROSA occupent sans discontinuer depuis 2011 l'appartement n° 106 situé au 1^{er} étage de la Résidence Le Patio d'Or, sise 22 rue de Verdun à Montpellier ;

Ce logement est contigu de l'immeuble dit « Rockstore », sis 20 rue de Verdun qui est la propriété de la commune de Montpellier depuis le 24 juin 2009, et, exploité comme salle de concerts / discothèque par la SARL SEPM ROCKSTORE depuis 1986.

En mars 2013, Monsieur SIFER s'est porté acquéreur auprès de son bailleur de cet appartement.

Depuis la réalisation par la commune de Montpellier, en 2012 et de janvier à septembre 2013, d'importants travaux d'isolation et de traitement phoniques sur le bâtiment du 20 rue de Verdun, Monsieur SIFER et Madame ROSA se plaignent sans discontinuer de nombreuses nuisances sonores causées par l'activité du Rockstore.

Ainsi, les consorts SIFER-ROSA ont diligenté plusieurs procédures en vue de faire constater l'existence de ces nuisances et d'obtenir la fermeture administrative du ROCKSTORE en attendant que des mesures d'insonorisations soient prises.

Ils ont ainsi déposé devant le Tribunal de Grande Instance de Montpellier le 28/11/2016 un référé en vue d'obtenir la fermeture de l'établissement jusqu'à la mise en place d'un limiteur de pression acoustique, la cessation de tous troubles sonores illicites sous astreinte et le paiement d'indemnités visant à réparer les préjudices subis.

Afin de mettre un terme au litige, les parties ont décidé de conclure un protocole transactionnel aux termes duquel la Ville et la SARL SEPM ROCKSTORE s'engagent à indemniser M. SIFER et MME ROSA respectivement à hauteur de 80 000€ et 30 000€.

En outre, la SA3M, voyant un intérêt à l'acquisition de leur logement dans le cadre de l'opération Grand Cœur, s'engage à l'acquérir pour un montant de 150 000€.

En contrepartie, les consorts SIFER-ROSA s'engagent à quitter leur logement et mettre un terme aux procédures engagées.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le protocole transactionnel joint en annexe à conclure entre la commune de Montpellier, la SA3M, la SARL SEPM ROCKSTORE, Monsieur SIFER et Madame ROSA ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, toute personne ayant qualité, à signer le protocole transactionnel ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Pour : 59

Contre :

Absentions : 2 (Audrey LLEDO avec la procuration de France JAMET)

Ne prennent pas part au vote : 3 (Jean-Marc DI RUGGIERO, Philippe SAUREL avec la procuration de Mustapha MAJDOUL)

Adopté à l'unanimité des exprimés.

43. Modification du tableau des effectifs

1. Il est proposé les modifications suivantes au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier pour tenir compte des besoins de la collectivité :

Création de postes :

Filière Administrative :

Attaché : création de quatre postes

Filière Technique :

Agent de maîtrise : création d'un poste

Technicien : création d'un poste

Suppression de postes : conformément à l'avis du Comité Technique du 19 Juillet 2017

Filière Administrative :

Adjoint administratif principal de 2^{ème} classe : suppression d'un poste

Rédacteur : suppression d'un poste

Rédacteur principal de 1^{ère} classe : suppression d'un poste

Rédacteur Principal de 2^{ème} classe : suppression de deux postes

Filière Technique :

Adjoint technique principal de 2^{ème} classe : suppression d'un poste

2. Ouverture de postes à un agent contractuel :

- Un poste d'Ingénieur est vacant à compter du 20 Juillet 2017 sur des fonctions de Chef de Projet en organisation.

Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3-2° de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent contractuel par référence au cadre d'emplois des Ingénieurs Territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : de l'IB 434 à l'IB 1022

- Un poste d'Attaché est vacant à compter du 20 Juillet 2017 sur des fonctions de Responsable de Maison pour tous

Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3-2° de la loi du 26 janvier 1984

modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent contractuel par référence au cadre d'emplois des Attachés Territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : de l'IB 434 à l'IB 1022

En conséquence, vu la consultation préalable du Comité Technique, il est proposé au Conseil municipal d'approuver les modifications proposées au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier.

Pour : 62

Contre :

Absentions : 2 (Audrey LLEDO avec la procuration de France JAMET)

Adopté à l'unanimité des exprimés.

44. Astreinte Maîtres d'hôtel - Direction Evènementiel et Protocole

Les missions des agents maîtres d'hôtel de la Direction Evènementiel et Protocole exigent une disponibilité conséquente.

Avec l'objectif d'assurer une continuité du service, il a été validé au Comité Technique du 21 juin 2017 la mise en place d'un nouveau cycle de travail pour les deux agents concernés ainsi que la mise en place d'une astreinte.

Afin de répondre à ces attentes, il est proposé la création d'une astreinte semaine pour les deux agents occupant les fonctions de maître d'hôtel.

L'astreinte sera organisée de façon hebdomadaire en couvrant la semaine et le week-end, du lundi au lundi. Les interventions effectuées à l'occasion de ces périodes d'astreinte seront rémunérées en application des dispositions fixées par délibération municipale en date du 17 décembre 2015.

Les périodes d'astreintes couvriront les événements pour lesquels ce personnel doit être mobilisable et se limiteront à la période nécessaire, en dehors des heures d'ouverture du service, pour gérer ces événements.

En conséquence, le tableau des astreintes de la délibération du 25 juin 2007, est complété comme suit :

Direction	Service	Cadres d'emplois concernés	Types d'astreintes	Missions
Direction Evènementiel et Protocole		Adjoints techniques Agents de maîtrise	Semaine	Mobilisation lors d'interventions non programmées hors cycle de travail

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- D'adopter les modifications de la délibération du Conseil Municipal du 25 juin 2007 ;
- De prévoir l'inscription au budget du personnel des dépenses correspondantes.

Pour : 62

Contre :

*Absentions : 2 (Audrey LLEDO avec la procuration de France JAMET)
Adopté à l'unanimité des exprimés.*

45. Astreinte d'exploitation - Service production - Direction Evènementiel et Protocole

Les missions de la Direction Evènementiel et Protocole exigent une disponibilité conséquente durant les heures non ouvrées, justifiant une forte mobilisation de ses agents.

Une partie des interventions ne peut être anticipée et ne peut être réalisée que dans le cadre d'astreinte. Il s'agit notamment d'interventions suite à des événements non programmés dans le planning d'activités comme des événements de sécurité civile qui entraînent une activation du plan communal de sauvegarde.

Afin d'assurer une continuité du service public sur ces différentes activités, et après avis du Comité Technique du 21 juin 2017, il est proposé de mettre en place une astreinte semaine au sein du service production qui sera composée d'un chef d'équipe et de trois agents polyvalents.

L'équipe d'astreinte pourra ponctuellement être renforcée dans le cadre du déclenchement d'une astreinte exceptionnelle sous réserve du respect d'un préavis de 48h.

La fonction de chef d'équipe au sein de cette astreinte concernera les fonctions suivantes :

- Chef de service Production
- Responsable Technique
- Responsable Technique Adjoint
- Responsable de l'équipe technique polyvalente
- Responsable de la logistique spécifique

La fonction d'agent polyvalent concernera l'ensemble des agents polyvalents du service production.

Cette astreinte concernera les sollicitations non programmées sur demande du Cabinet du Maire ou du cadre d'astreinte comme dans le cadre des interventions liées au Plan Communal de Sauvegarde.

Elle sera organisée de façon hebdomadaire en couvrant la semaine et le week-end, du lundi au lundi.

Les interventions effectuées à l'occasion de ces périodes d'astreinte seront rémunérées en application des dispositions fixées par délibération municipale en date du 17 décembre 2015.

Les périodes d'astreintes couvriront les événements pour lesquels ce personnel doit être mobilisable et se limiteront à la période nécessaire, en dehors des heures d'ouverture du service, pour gérer ces événements.

En conséquence, le tableau des astreintes de la délibération du 25 juin 2007, est complété comme suit :

Direction	Service	Cadres d'emplois concernés	Types d'astreintes	Missions
Direction Evènementiel et Protocole	Service Production	Adjoints techniques Agents de maîtrise Techniciens	Semaine	Mobilisation lors d'interventions non programmées et sur demande du Cabinet du Maire et du cadre d'astreinte

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- D'adopter les modifications de la délibération du Conseil Municipal du 25 juin 2007
- De prévoir l'inscription au budget du personnel des dépenses correspondantes

Pour : 62

Contre :

Absentions : 2 (Audrey LLEDO avec la procuration de France JAMET)

Adopté à l'unanimité des exprimés.

46. Accueil de 5 nouveaux apprentis préparant le diplôme d'auxiliaire de puériculture

En 2015, la Ville de Montpellier a fait appel au Centre de Formation d'Apprentis du CNFPT de l'Hérault afin de pouvoir accueillir cinq apprentis auxiliaires de puériculture pour une durée de deux ans (délibération du 18 juin 2015).

En effet, d'une part, depuis de nombreuses années, la Ville de Montpellier a pu rencontrer des difficultés à recruter et fidéliser des auxiliaires de puériculture au sein des structures de la Petite Enfance. D'autre part, ce dispositif permet d'envisager au terme de la formation de ces apprentis une intégration dans les effectifs municipaux, et contribue ainsi à la formation professionnelle de ces jeunes au sein du bassin d'emplois.

Au terme de ce fructueux partenariat, la collectivité souhaite renouveler cette expérience, en accueillant dès la rentrée 2017 cinq nouveaux apprentis dans ce même domaine.

Le choix des apprentis sera réalisé par la collectivité.

Les lieux de formation ainsi que les maîtres d'apprentissage seront choisis par le service Enfance.

Les maîtres d'apprentissage seront inscrits à la formation proposée par le CNFPT.

Il est à noter que les textes en vigueur en matière de nouvelle bonification indiciaire permettent de reconnaître la responsabilité confiée à hauteur de 20 points d'indice s'ajoutant au traitement indiciaire des agents.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser le recours à cinq contrats d'apprentissage pour la rentrée scolaire 2017-2018 au sein des structures de la Petite Enfance pour une formation de deux ans;
- d'inscrire les dépenses au budget du personnel (salaire et charges des apprentis) et d'autoriser les dépenses de formation des apprentis au chapitre 920, ligne 868;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à ce dispositif, et notamment les contrats d'apprentissage ainsi que les conventions conclues avec le centre de formation d'apprentis.

Pour : 64

Contre :

Abstention :

47. Avenant à la convention de service commun de Direction Générale des Services

Par leurs délibérations respectives en date du 31 mars et du 14 avril 2016, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont approuvé l'élargissement du service commun de direction générale des services, créé par convention du 22 décembre 2014, à l'ensemble de l'équipe de direction générale.

Le service commun de direction générale des services ainsi modifié intègre un Département mutualisé en charge de la culture et du sport.

Ce Département a plus principalement pour mission de développer une politique culturelle et sportive ambitieuse au service du rayonnement et de l'attractivité de Montpellier et de sa Métropole et d'amplifier l'offre culturelle et sportive de proximité pour la Ville de Montpellier qui contribue aux politiques de cohésion sociale et de vivre ensemble.

Dans ce cadre, il apparaît plus particulièrement indispensable de mieux coordonner, conforter et rendre plus lisibles les actions en direction du sport et de la jeunesse au cœur d'une politique plus forte et volontariste en la matière.

Aussi, afin d'atteindre ces objectifs, il est proposé la création d'un Pôle dédié à la jeunesse et aux sports, sous l'autorité d'un directeur mutualisé et qui aura pour mission :

- ✓ La dynamisation et la réorganisation des politiques et des équipes d'animation tant terrestres qu'aquatiques ;
- ✓ Le renforcement de la position de la Métropole de Montpellier dans sa position d'excellence en matière de sport de haut niveau, tant par un suivi plus rapproché des clubs que par un pilotage structuré des événements ;
- ✓ La mise en valeur et le soutien au sport de proximité, avec une attention forte aux actions dans les quartiers de la Ville de Montpellier ;
- ✓ La mise en perspective d'une politique jeunesse transversale, lisible et adaptée à l'évolution des compétences en cours ;
- ✓ La gestion active et optimisée d'un réseau d'équipements sportifs dense et varié intégrant pleinement la prise en compte des enjeux de maintenance et de renouvellement du parc.

Par ailleurs, le service commun de direction générale des services intégrait une mission projet managérial, rattachée au Pôle ressources humaines et relations sociales.

Par leurs délibérations respectives en date du 29 et du 30 mars 2017, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont approuvé la création d'un service commun Pôle ressources humaines et relations sociales. Ce nouveau service commun intègre désormais la mission projet managérial, qu'il convient donc de retirer du service commun de direction générale des services.

La Ville de Montpellier saisit son Comité technique le 19 juillet 2017 et son assemblée délibérante le 20 juillet 2017, aux fins d'approuver et de signer ledit avenant et la fiche d'impact.

Le Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi que l'assemblée délibérante sont

également sollicités pour se prononcer sur l'avenant à la convention de service commun de Direction Générale et sur la fiche d'impact correspondante.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les modifications apportées au service commun de Direction Générale des Services,
- de dire que les crédits correspondants sont prévus au budget,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou l'Adjoint délégué aux ressources humaines, à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 62

Contre :

Absentions : 2 (Audrey LLEDO avec la procuration de France JAMET)

Adopté à l'unanimité des exprimés.

Monsieur le Maire : Ce fut un plaisir. Je vous souhaite de bonnes vacances d'été. Nous nous retrouvons à la fin du mois de septembre. Merci à tous.

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 17H40.

Conseil municipal du 20 juillet 2017

Décisions prises depuis le Conseil municipal du 22 juin 2017, conformément aux articles L. 5211-10, L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales

N°VD/2017/068 - Direction Paysage et Biodiversité

Marché Public - fourniture et mise en place d'éléments de métallerie, ferronnerie et clôture sur divers espaces verts de Ville et de la Métropole - N°6D0044

Objet : Attribution du marché n° 6D0044 "Fourniture et mise en place d'éléments de métallerie, ferronnerie et clôture sur divers espaces verts de la Ville et de la Métropole" à l'entreprise suivante ACS PROTECT pour une durée de 1 an reconductible 3 fois et pour les 3 lots : lot n°1 "Hôpitaux facultés -Mosson-Cévennes " pour un montant annuel maximum de 250 000 € HT, lot n°2 "Croix d'argent- Près d'arènes- Port Marianne" pour un montant maximum de 250 000 € HT et lot n°3 "Montpellier Centre" pour un montant annuel maximum de 140 000 €HT.

N°VD/2017/081 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Convention d'occupation temporaire du domaine public - Montpellier/Etat - Site de Saint Côme

Objet : Convention d'occupation temporaire du domaine public - Montpellier/Etat - Site de Saint Côme : dans le cadre de l'opération Sentinelle visant à protéger le territoire de la menace terroriste, l'Etat a sollicité de la Commune la mise à disposition de locaux permettant l'installation d'un détachement à Montpellier. Dans ce cadre, la Commune consent à l'Etat une convention d'occupation du site de Saint Côme pour une durée de 3 ans et moyennant une redevance mensuelle de 6 944 euros.

N°VD/2017/104 - Direction Architecture et Immobilier

Marché n° 2993 S17-03 de contrôle technique à mener sur les ERP de la Ville de Montpellier en vue des travaux de mise en accessibilité - Période 2017/2020

Objet : La Ville a approuvé un Agenda d'Accessibilité Programmée afin de mettre en accessibilité ses bâtiments par le biais d'une programmation pluriannuelle. Dans ce cadre, une convention de mandat de maîtrise d'ouvrage pour la mise en accessibilité du patrimoine immobilier bâti communal a été signée le 23 août 2016 avec la SA3M. Il convient de mettre en accessibilité 87 ERP de la Ville entre 2017 et 2020. Pour la mise en accessibilité de ces ERP, il est nécessaire de désigner un contrôleur technique. Une procédure adaptée a été lancée sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum avec un maximum de 120 000 € HT. Sa mission aura une durée de 48 mois. Après analyse, il est décidé de retenir l'offre de la société BUREAU VERITAS.

N°VD/2017/109 - Mission Grand Cœur

MONTPELLIER GRAND COEUR

Attribution du marché n° 2907-S17.04, dans le cadre du mandat confié à la SA3M pour la réalisation des halles et de la place Laissac - Accord cadre à bons de commande pour le dévoiement et la reprise des réseaux secs place Alexandre Laissac et rue Anatole France

Objet : Attribution du marché n° 2907-S17.04, dans le cadre du mandat confié à la SA3M pour la réalisation des halles et de la place Laissac - Accord cadre à bons de commande pour le dévoiement et la reprise des réseaux secs place Alexandre Laissac et rue Anatole France dans le cadre des

nouvelles halles et de la Place A. Laissac.

N°VD/2017/114 - Mission Grand Cœur

MONTPELLIER GRAND COEUR

Accord cadre de prestations intellectuelles pour la réalisation de visuels et contenus de présentation nécessaire à l'opération Grand Cœur - Marché n° 6C0021

Objet : Attribution du marché 6C0021 à la société SOX & FOX pour la réalisation de visuels et contenus de présentation nécessaires à l'opération Grand Cœur.

N°VD/2017/115 - Direction Architecture et Immobilier

Mandat de gestion technique de l'ancienne Mairie A et de sa salle polyvalente - Avenant n° 2

Objet : Il convient d'adopter un avenant n° 2 au mandat de gestion technique de l'ancienne Mairie A et de sa salle polyvalente afin de préciser que le budget d'investissement maximum de travaux sera de 50 000 € TTC pour 2017.

N°VD/2017/116 - Direction Architecture et Immobilier

Convention de location Ville / RAID - Villa 12 impasse Galilée - Autorisation de signer la convention

Objet : Mise à disposition de la villa située 12 impasse Galilée, à l'antenne RAID 34, à titre gracieux.

N°VD/2017/119 - Direction Architecture et Immobilier

Marché de Coordination Sécurité et de Protection de la Santé pour la réalisation des travaux de mise en accessibilité des ERP de la Ville de Montpellier

Objet : La Ville a approuvé un Agenda d'Accessibilité Programmée afin de mettre en accessibilité ses bâtiments par le biais d'une programmation pluriannuelle. Dans ce cadre, une convention de mandat de maîtrise d'ouvrage pour la mise en accessibilité du patrimoine immobilier bâti communal a été signée le 23 août 2016 avec la SA3M. Il convient de mettre en accessibilité 87 ERP de la Ville entre 2017 et 2020. Pour la mise en accessibilité de ces ERP, il est nécessaire de désigner 3 CSPS. Une procédure adaptée a été lancée. Le marché comporte 3 lots sans minimum et avec un maximum de 60 000 € HT par lot. Il est conclu pour une durée de 48 mois. Il s'agit d'accord-cadre à bons de commande. Après analyse, il est décidé de retenir :

- Lot n° 1 : Le groupement ACF-BTP / NOVICAP ayant pour mandataire ACF-BTP.
- Lot n° 2 : L'entreprise DEKRA INDUSTRIAL
- Lot n° 3 : L'entreprise PRESENT

N°VD/2017/130 - Direction du Parc de Lunaret

Marché de mission d'accompagnement pour la mise en œuvre du plan de gestion forestier du parc zoologique - Marché n° 6B0141 - Avenant n°1

Objet : Un marché n°6B0141 a été passé avec le groupement ALCINA/ESKIS pour un montant total HT de 44.410 € et pour une période de 10 ans. Il s'avère qu'un accompagnement complémentaire dans les démarches du zoo auprès des services de l'Etat (DREAL et DRAC), afin d'obtenir les autorisations réglementaires, est nécessaire. Cet accompagnement sera confié à la société ESKIS, cotitulaire du marché pour un montant de 1340 € HT, un avenant n°1 doit donc être passé portant le montant total du contrat à 45.450 € HT soit une augmentation de 3%.

N°VD/2017/132 - Direction du Parc de Lunaret

Achat d'aliments pour les animaux du parc zoologique du parc zoologique de Lunaret - Marché n°6D0036

Objet : Achat d'aliments pour les animaux du parc zoologique de Lunaret- marché alloti (8 lots) selon la procédure AOE/ Les lots 1 et 2 ont été déclarés sans suite pour des motifs d'intérêt général et le lot n° 3 déclaré infructueux (aucune offre déposée). Le montant total maximum des

commandes pour la durée initiale est de 315.000 € HT et de 126.000 € HT sur 4 ans. Le marché est conclu pour une durée d'un an renouvelable 3 fois.

N°VD/2017/135 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Contentieux - COMMUNE DE MONTPELLIER c/ CELHAY Katia (APPEL) - Appel de la commune de Montpellier contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier du 31/03/2017

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ CELHAY Katia (APPEL)

N°VD/2017/138 - Direction du Pilotage et de la Modernisation RH

Cotisation au Club des Utilisateurs de Sedit Marianne pour l'année 2017

Objet : Renouvellement de cotisation au Club des Utilisateurs de Sedit Marianne pour l'année 2017 pour un montant de 550€.

N°VD/2017/139 - Direction de la Communication

Marché n° 6B0120 - Maintenance corrective, adaptative, évolutive des portails multisites internet-intranet - Autorisation de signature

Objet : La Ville de Montpellier a passé un marché en vue de la maintenance des portails multi-sites internet-intranet. Il s'agit d'un marché à bons de commande, d'une durée d'un an, reconductible 1 fois, avec un montant minimum annuel de 15 000 euros H.T. et un montant maximum annuel de 80 000 euros H.T.

N°VD/2017/140 - Direction Architecture et Immobilier

Marché n° 2993 S17-04 : Marché de diagnostics avant travaux et avant démolition à mener sur les E.R.P. de la ville de Montpellier dans le cadre et en vue des travaux de mise en accessibilité - période 2017 à 2020

Objet : La Ville a approuvé un Agenda d'Accessibilité Programmée afin de mettre en accessibilité ses bâtiments par le biais d'une programmation pluriannuelle. Dans ce cadre, une convention de mandat de maîtrise d'ouvrage pour la mise en accessibilité du patrimoine immobilier bâti communal a été signée le 23 août 2016 avec la SA3M. Il convient de mettre en accessibilité 87 ERP de la Ville entre 2017 et 2020. Pour la mise en accessibilité de ces ERP, il est nécessaire de désigner un diagnostiqueur avant travaux. Une procédure adaptée a été lancée sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum avec un maximum de 150 000 € HT. Sa mission aura une durée de 48 mois. Après analyse, il est décidé de retenir l'offre de la société AC ENVIRONNEMENT.

N°VD/2017/142 - Direction Energie et Moyens Techniques

Déclaration sans suite du marché n°6D0047 "Achat de matériels pour l'entretien des Espaces Verts"

Objet : La procédure d'appel d'offres n°6D0047 "Achat de matériels pour l'entretien des Espaces Verts" est déclarée sans suite pour des motifs d'intérêt général.

N°VD/2017/143 - Direction Sport et Jeunesse

Marché public n° 7B0038 – Création de deux terrains de padel au complexe sportif de Grammont

Objet : Dans le cadre de la création de deux terrains de padel au complexe sportif de Grammont, et suite à la consultation d'entreprises spécialisées, l'entreprise Kaktus padel a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse. Il convient alors d'attribuer le marché n°7B0038 à l'entreprise Kaktus padel, pour un montant de 83 034,66 € H.T.

N°VD/2017/144 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

CONTENTIEUX - Madame Viviane GREL - Recours c/ la décision du 03 janvier 2017 fixant un taux d'IPP de 5%

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame Viviane GREL.

N°VD/2017/145 - Direction des Systèmes d'Information

Attribution d'un marché public négocié sans publicité ni mise en concurrence préalables : Maintenance et Prestations GMA - Marché N° 7B0043

Objet : La Ville de Montpellier utilise un logiciel de gestion des manifestations dont il est nécessaire d'assurer la maintenance, de disposer d'une aide technique sur les produits le composant et compléter le cas échéant cette solution logicielle. Dans ces conditions, il convient d'attribuer le marché de « Maintenance et Prestations GMA » à la société GMA Consulting pour une durée d'un an reconductible trois fois et un montant total maximum de 50 000 € HT.

N°VD/2017/146 - Direction Sports et Jeunesse

Convention de prêt de matériels - Comité Départemental de l'Hérault de Judo - Ville de Montpellier - Tournoi Scolaire de Judo - 15 Juin 2017

Objet : La Ville sollicite le Comité Départemental de l'Hérault de Judo pour la mise à disposition temporaire de tapis le 15/06/2017, dans le cadre du Tournoi Scolaire de Judo au Palais des Sports Pierre de Coubertin. Ainsi, il convient de passer une convention fixant les modalités de mise à disposition. Le transport sera pris en charge par la Ville de Montpellier, dans un camion fermé par des professionnels habilités par le Comité.

N°VD/2017/148 - Direction Energie et Moyens Techniques

Attribution d'un accord cadre passé selon une procédure adaptée pour l'achat de matériels de nettoyage (N°7B0035)

Objet : Attribution de l'accord cadre "Achat de matériels de nettoyage (7B0035)" à la société SPE SUD pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 50 000 € HT. C'est un marché unique conclu pendant une durée d'exécution allant de sa notification jusqu'au 31 décembre 2017.

N°VD/2017/149 - Direction des Systèmes d'Information

Attribution d'un marché public négocié sans publicité ni mise en concurrence préalables : Maintenance et évolution du logiciel Acropolis (Gestion du courrier)

Marché N° 7B0041

Objet : La Ville de Montpellier utilise pour la gestion du courrier le logiciel Acropolis dont l'évolution et la maintenance doivent être assurées. De plus, cette solution intervient dans tous les processus de dématérialisation et validation en lien avec l'ensemble des applications métiers au travers, en particulier, de son parapheur électronique. Dans ces conditions, il convient d'attribuer le marché de « Maintenance et évolution du logiciel Acropolis (Gestion du courrier) » à la société ODYSSEE INGENIERIE pour un montant total maximum de 89 000 € HT et une durée d'un an reconductible deux fois.

N°VD/2017/150 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Contentieux - Commune de MONTPELLIER c/ M. et Mme RAMOND Robert - Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 16V0125

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ M. et Mme RAMOND Robert.

N°VD/2017/151 - Direction de la Culture

Marché public n°7B0058 - Contrat d'exposition et de production de l'exposition de John Bock à la Panacée

Objet : Marché public n°7B0058 : autorisation de signature du contrat d'exposition et de production entre la Ville et John Bock dans le cadre de son exposition à la Panacée, saison 2, pour un montant de 69 250 €.

N°VD/2017/152 - Direction Architecture et Immobilier

Parcelle AD 258 - Convention de prêt à usage - Ville de Montpellier / Mme DESPLAS

Objet : Décision de conclure avec Mme Desplas, une convention de prêt à usage de la parcelle AD 258, d'une durée de trois mois, renouvelable tacitement dans la limite de trois ans, à la seule fin d'y parquer des chevaux.

N°VD/2017/153 - Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public

MARCHE 7B0046 - Médiation en vidéo mapping et jeux vidéo Cœur de Ville en Lumières- Attribution du marché

Objet : Attribution du marché n° 7B0046 « Médiation en vidéo mapping et jeux vidéo Cœur de Ville en Lumières » à l'entreprise ID SCENES (lot 1 : 15 201.38 euros HT, lot 2 : 18 021.23 euros HT, lot 3 : 17 023.25 euros HT).

N°VD/2017/155 - Direction Energie et Moyens Techniques

Attribution d'un Accord Cadre passé selon une procédure adaptée pour les achats de tampons (n° 7B0036)

Objet : Attribution de l'accord cadre "Achats de tampons" n° 7B0036 à la société EFTG pour un montant total maximum d'achats de 60 000 € HT et une durée d'exécution de 4 ans à compter de sa notification.

N°VD/2017/156 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

CONTENTIEUX - Madame EL BOUKHARI - Recours pour excès de pouvoir contre la décision du 1er mars 2017 fixant le taux d'IPP à 6% - Décision de défendre

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ EL BOUKHARI.

N°VD/2017/158 - Direction Sports et Jeunesse

Convention d'occupation temporaire du domaine public - Terrain Annexe de Football Mosson 4 - Ville de Montpellier - Association de la Mosquée IBNO ROCHID (ACMIR) - 27 Juin 2017

Objet : La Ville décide de signer une convention de mise à disposition temporaire du Terrain Annexe de Football Mosson 4 dans le cadre d'une réunion, avec l'association de la Mosquée IBNO ROCHID (ACMIR), le 27 Juin 2017, pour un montant de 38.90 euros l'heure, conformément à la Délibération du Conseil Municipal du 15 décembre 2016.

N°VD/2017/159 - Direction Urbanisme Opérationnel

Convention d'occupation temporaire du domaine public par la société Union Matériaux - Place Ernest Granier - Parcelle cadastrée SA 169p

Objet : Convention avec la société Union Matériaux pour l'occupation d'un emplacement de 826 m² place Ernest Granier pour le stationnement de véhicules, pour une durée de 1 an moyennant une redevance de 33 040 €.

N°VD/2017/160 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

ASSURANCE SINISTRE GRELE du 17 août 2016 - SERRE AMAZONIENNE - Indemnité de sinistre

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire su sinistre grêle du 17 août 2016 serre Amazonienne

N°VD/2017/161 - Direction Aménagement Programmation

ZAC de la Restanque - Parcelles OM35 et OM36 - Convention de participation entre la Ville/ la société PSA RETAIL/SA3M

Objet : Il s'agit d'approuver une convention de participation aux financements des équipements publics de la ZAC de la Restanque entre la Ville, la société PSA RETAIL et SA3M pour la construction de locaux commerciaux (105 m²). Le montant total de cette convention s'élève à 15 700 €.

N°VD/2017/162 - Direction du Parc de Lunaret

Réaménagement de la zone technique du Parc de Lunaret - Phase 2: bâtiments: Clinique vétérinaire et quarantaine - Marché n°6D0020

Objet : Réaménagement de la zone technique du Parc de Lunaret- Phase 2: Clinique vétérinaire et quarantaine- marché n°6D0020 comprenant 11 lots conclu pour une durée d'un an à compter de sa notification. Ce marché comprend 11 lots pour un montant total HT de 2 567 146,91 € attribués de la manière suivante: Lot n°1: DARVER/TECHNIFER Lot n°2: STRUCTURE BOIS Lot n°3: MASSILIA ETANCHEITE Lot n°4: VIP lot n°5: CORTINA Lot n°6: CONCEPT RESINE Lot n°7: CARDONET Lot n°8: ATELIER MEDITERRANEEN Lot n°9: ENGIE Lot n°10: CAIZERGUES Lot n°11: EUROVIA.

N°VD/2017/163 - Direction des Systèmes d'Information

Attribution d'un marché public négocié sans publicité ni mise en concurrence préalables : Maintenance des copieurs de marque TOSHIBA incluant un coût à la page - Marché N° 7B0040

Objet : Certaines écoles de la Ville de Montpellier sont équipées de copieurs TOSHIBA pour lesquels il est indispensable d'assurer des prestations de maintenance ainsi que la mise à disposition de consommables. Le parc concerné est d'un maximum de 30 machines, ce nombre diminuant au gré des renouvellements annuels de matériel. Dans ces conditions, il convient d'attribuer le marché de « Maintenance des copieurs de marque TOSHIBA incluant un coût à la page » à la société TOSHIBA pour un montant total maximum de 75 000 € HT et une durée d'un an reconductible trois fois.

N°VD/2017/164 - Direction Urbanisme Opérationnel

DROIT DE PRIORITE - Propriété de l'ETAT - Déclaration d'intention d'aliéner complémentaire - Ancienne caserne de gendarmerie de Celleneuve - Avenue de Lodève - Exercice du droit de priorité

Objet : DROIT DE PRIORITE - Propriété de l'ETAT - Parcelles KW n°139 et 154 - Ancienne caserne de gendarmerie de Celleneuve - Exercice du droit de priorité.

N°VD/2017/165 - Direction Energie et Moyens Techniques

Attribution d'un accord cadre passé selon une procédure adaptée pour l'acquisition d'un ensemble numérique de projection pour la salle RABELAIS - (N°7B0037)

Objet : Attribution de l'accord cadre "Acquisition d'un ensemble numérique de projection pour la salle RABELAIS (7B0037)" à la société CINEMATELEC pour un montant total de 57 917 € HT. C'est un marché unique conclu pour une période d'exécution qui se confond avec la durée du marché.

N°VD/2017/166 - Direction de la Culture

Marché public n°7B0048: convention plan objet 2017, restauration de tableaux et mobiliers des églises Saint-Denis, Sainte-Eulalie, Saint-Roch et chapelle de la Miséricorde-attribution du marché - Autorisation de dépôt d'une demande de subvention auprès de l'Etat, Ministère de la Culture

Objet : Marché public n°7B0048 : attribution du lot 2 à Moïra Conservation(11 200 € HT), du lot 3 à Moïra Conservation (10 975 € HT), du lot 4 à Damien Lachas (3 400 € HT) et du lot 5 au

groupement Weissman-Demongeot-Tournillon (12 310.88 € HT). Lot 1 déclaré infructueux (pas d'offre reçue). Durée du marché: 5 mois - Autorisation de dépôt d'une demande de subvention auprès de l'Etat, Ministère de la Culture.

N°VD/2017/168 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Contentieux - Commune de MONTPELLIER c/ SCI JAS - Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 16V0247

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SCI JAS.

N°VD/2017/169 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Contentieux - Commune de MONTPELLIER c/ CAUPERT François - Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 16V0262

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ CAUPERT François.

N°VD/2017/170 - Direction des Finances (VM)

Direction du Parc de Lunaret - Régie de recettes de la Serre Amazonienne - Augmentation du montant du fond de caisse

Objet : Pour un meilleur fonctionnement de la régie, il convient de porter le montant du fond de caisse à 4 000€.

N°VD/2017/171 - Direction des Finances (VM)

Direction de l' Administration des Ressources Humaines - Modification de la régie de recettes "Gestion des tickets restaurants"

Objet : Que pour assurer un meilleur fonctionnement de la régie " Gestion des Tickets Restaurants", il convient d'augmenter le montant de l'encaisse autorisée.

N°VD/2017/174 - Direction des Systèmes d'Information

Attribution d'un marché passé selon une procédure adaptée : Prestations Installation Maintenance Dépannage Informatique - Marché 7B0051

Objet : Dans un souci de maintien qualitatif de l'assistance informatique auprès des services et directions de la Ville, il est temporairement nécessaire de bénéficier de prestations de renfort en maintenance installation et dépannage informatique. C'est pourquoi il convient d'attribuer le marché de « Prestations Installation Maintenance Dépannage Informatique » à la société PROSERVIA pour un montant total maximum de 88 000 € HT et une durée d'un an.

N°VD/2017/175 - Direction de la Culture

Utilisation temporaire des statues implantées dans l'espace public dans le cadre d'une campagne promotionnelle du club de football MHSC - Autorisation

Objet : Le club de football MHSC souhaite procéder à une installation temporaire de maillots sur certaines statues appartenant à la Ville, autorisation accordée en contrepartie de retombées en termes d'image pour la Ville.

N°VD/2017/177 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Contentieux - Commune de MONTPELLIER c/ DELHOUGNE Pierre Alexandre - Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté d'opposition à déclaration préalable n° DP 34172 16 00688

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ DELHOUGNE Pierre Alexandre.

N°VD/2017/179 - Direction de l'Education

Marché public n° 6D0041 - Construction du groupe scolaire Malbosc / Croix de Lavit - Lot 1 : Terrassement / Soutènement - Avenant n° 1

Objet : Par décision n° 2017/0045 du 14 février 2017, le marché de travaux n° 6D0041 « Construction du groupe scolaire Malbosc / Croix de Lavit - Lot 1 Terrassement / Soutènement » a été attribué au groupement BUESA/COFFEX, ayant pour mandataire l'entreprise BUESA. Considérant que, suite au désistement du voisin, il est nécessaire de déplacer un poteau électrique aérien et que, pour cela, des études techniques et des travaux complémentaires sont nécessaires. En conséquence, il est demandé d'autoriser la signature de l'avenant n° 1 relatif au marché 6D0041. Le montant de l'avenant n°1 est de 11 900,00 € H.T. Ce qui porte le montant du marché de 747 001,25 € H.T. à 758 901,25 € H.T, soit une augmentation de 1,59 % du marché initial.

N°VD/2017/182 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

CONTENTIEUX

Monsieur Kamel FERKOUS

Recours contre l'arrêté du 21/02/2017 lui interdisant pendant 1 mois le Marché de la Mosson

Décision de défendre

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Monsieur Kamel FERKOUS.

N°VD/2017/183 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

ASSURANCE - Responsabilité civile de la Commune - Affaire PASQUIS - Cour d'Appel de Marseille - Décision de défendre

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/PASQUIS.

N°VD/2017/184 - Direction de la Culture

Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Centre International de Musiques Médiévales, du Ciel aux Marges (CIMM) les 1er et 2 juillet 2017

Objet : Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Centre International de Musiques Médiévales, du Ciel aux Marges (CIMM) les 1er et 2 juillet 2017, conformément aux tarifs adoptés le 18 mai 2017 soit 90 €.

N°VD/2017/185 - Direction de la Culture

Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Ensemble vocal TUTTI le 3 juillet 2017

Objet : Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Ensemble vocal TUTTI le 3 juillet 2017, conformément aux tarifs adoptés le 18 mai 2017, soit 30 €.

N°VD/2017/186 - Direction du Parc de Lunaret

Achat d'un camion-citerne rural léger d'occasion pour le parc zoologique de la Ville de Montpellier - Marché n°7C0013

Objet : Marché n°7C0013 : achat d'un camion-citerne rural léger d'occasion pour le parc zoologique de la Ville de Montpellier auprès de la société MAGIRUS CAMIVA pour un montant de 92.000 € HT.

N°VD/2017/189 - Direction des Systèmes d'Information

Prestation d'accompagnement sur le système d'information décisionnel - MAPA n° 7B0054

Objet : Attribution du marché n° 7B0054 « Prestation d'accompagnement sur le système d'information décisionnel » à la société TRIMANE pour une durée d'un an reconductible une fois et un montant total maximum de 80 000€ HT.

N°VD/2017/190 - Direction des Systèmes d'Information

Prestations de mise en place de certificats numériques - MAPA n° 7B0049

Objet : Attribution du marché n° 7B0049 « Prestations de mise en place de certificats numériques » à la société CERTINOMIS pour une durée d'un an reconductible trois fois et un montant total maximum de 42 500 € HT.

N°VD/2017/193 - Direction de la Culture

Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Chœur Hugues Reiner du 17 au 22 juillet 2017

Objet : Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Chœur Hugues Reiner du 17 au 22 juillet 2017 pour un montant de 330 €, conformément aux tarifs adoptés le 18 mai 2017.

N°VD/2017/194 - Direction Architecture et Immobilier

Marchés publics - Avenants d'utilisation partagée - Commune de Montpellier / Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Il convient d'adopter des avenants de partage permettant l'utilisation conjointe par la commune de Montpellier et par Montpellier Méditerranée Métropole de plusieurs marchés publics.

N°VD/2017/197 - Direction Réglementation et Tranquillité Publique

Convention de mise à disposition du stand de tir de Pézenas auprès de la Ville de Montpellier

Objet : Autorisation à signer la convention de mise à disposition du stand de tir de Pézenas auprès de la Ville de Montpellier